

Table des Contenus

MISSION DU GROUPE INTERNATIONAL SUR LES PROGRÈS SOCIAUX ET OBJECTIFS DE CE RAPPORT....	3
INTRODUCTION.....	7
1 LES TENDANCES SOCIALES ET NOUVELLES GEOGRAPHIES	7
2 LE PROGRÈS SOCIAL : UNE BOUSSOLE	9
PARTIE I LES TRANSFORMATIONS SOCIO-ECONOMIQUES	11
3 L'INÉGALITÉ ÉCONOMIQUE ET LE PROGRÈS SOCIAL	11
4 LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE, LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET LE BIEN SOCIAL	15
5 LES VILLES ET LE PROGRÈS SOCIAL	18
6 LES MARCHÉS, LES FINANCES ET LES ENTREPRISES : LE CAPITALISME A-T-IL UN AVENIR ?.	21
7 L'AVENIR DU TRAVAIL - LES BONS EMPLOIS POUR TOUS	25
8 LA JUSTICE SOCIALE, L'AIDE SOCIALE ET L'ORGANISATION ECONOMIQUE	25
PARTIE II RÉGLEMENTATION POLITIQUE, GOUVERNANCE ET TRANSFORMATIONS	
9 LES PARADOXES DE LA DÉMOCRATIE ET L'ÉTAT DE DROIT.....	28
10 LA VIOLENCE, LES GUERRES, LA PAIX, LA SÉCURITÉ.....	30
11 LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET LES TECHNOLOGIES DE LA GOUVERNANCE ..	32
12 LE CAPITAL GOUVERNANT, LE TRAVAIL ET LA NATURE DANS UN MONDE EN MUTATION.	34
13 LES MÉDIAS ET LES COMMUNICATIONS	36
14 LES DÉFIS DE L'INÉGALITÉ ET LA DÉMOCRATIE	38
PARTIE III TRANSFORMATIONS EN VALEURS, NORMES ET CULTURES	41
15 LE PROGRÈS SOCIAL ET LE CHANGEMENT CULTUREL	41
16 LES RELIGIONS ET LE PROGRÈS SOCIAL : LES ÉVALUATIONS CRITIQUES ET LES PARTENARIATS CRÉATIFS	44
17 LA PLURALISATION DES FAMILLES	47
18 LA SANTÉ MONDIALE ET L'ÉVOLUTION DE LA VIE HUMAINE	49
19 LA CONTRIBUTION DE L'ÉDUCATION AU PROGRÈS SOCIAL	52
20 L'APPARTENANCE	54



CHAPITRE FINAL	58
21 LES MULTIPLES DIRECTIONS DU PROGRÈS SOCIAL : LES VOIES À SUIVRE	58
22 LA CONTRIBUTION DES SCIENCES SOCIALES AU CHANGEMENT POLITIQUE ET INSTITUTIONNEL	61
LISTE DES AUTEURS DU RAPPORT.....	65
PARTENAIRES DU PANEL	69

MISSION DU GROUPE INTERNATIONAL SUR LE PROGRÈS SOCIAL ET OBJECTIFS DE CE RAPPORT

Pourquoi un panel sur le progrès social ?

Il existe de nombreux groupes d'experts sur des questions allant de la biodiversité à la pollution chimique ou à la prolifération nucléaire, et le plus connu est maintenant le Groupe d'experts intergouvernemental sur le changement du climat. Il y a quelques années, un petit groupe d'universitaires a commencé à s'interroger : pourquoi n'y a-t-il aucun panel sur la promotion de la justice sociale, la recherche d'un ensemble de meilleures politiques et de meilleures institutions - en un mot pour une société meilleure ? De nombreuses questions politiques examinées par les groupes existants ont de profondes racines sociétales dans l'économie, la politique et les cultures et les valeurs. Traiter ces facteurs plus profonds faciliterait la recherche de solutions dans de nombreux domaines.

Ce questionnement s'est révélé largement partagé par les spécialistes des sciences sociales et a motivé le lancement du Panel international sur le progrès social (IPSP) lors de son premier congrès à Istanbul en 2015. L'IPSP est une initiative venant de la base lancée par un groupe de chercheurs. Elle complète de nombreux efforts en cours de divers groupes et organisations avec lesquels elle collabore. Les Nations Unies poussent l'ambitieux Agenda 2030 et ses objectifs de développement durable associés (ODD) ; L'OCDE a lancé de multiples initiatives pour une « vie meilleure », une « croissance inclusive » et des efforts plus techniques tels que la lutte contre l'évasion fiscale. La Banque Mondiale a développé de multiples approches contre la pauvreté et les inégalités et n'a pas peur d'écouter les « voix des pauvres » ou de « repenser le contrat social » ; le BIT articule un agenda pour la promotion du « travail décent » ; l'impératif du progrès social, également une initiative ascendante de quelques universitaires, cherche à promouvoir les politiques sociales via une approche de mesure spécifique destinée à compléter les indicateurs économiques. Ces efforts importants ne sont que quelques exemples parmi une longue liste.

Le Panel international sur le progrès social se distingue des autres initiatives en combinant trois caractéristiques. Premièrement, il s'agit d'examiner non seulement les questions politiques à moyen terme, mais aussi les problèmes structurels et systémiques à long terme. En d'autres termes, il n'a pas peur de poser des questions existentielles sur le capitalisme, le socialisme, la démocratie, les religions, les inégalités, etc. Un amalgame de prudence intellectuelle, de conformisme politique et d'intérêts particuliers empêche souvent de discuter explicitement de telles questions existentielles. Mais nous ne devrions pas avoir peur de demander : quel système devrions-nous envisager ?

Deuxièmement, l'IPSP cherche à mobiliser un ensemble unique de perspectives, provenant de toutes les disciplines pertinentes des sciences sociales et humaines, ainsi que de tous les continents. Bien que l'influence de la culture académique des pays développés reste forte dans le rapport, un effort substantiel a été fait pour ouvrir l'effort de rédaction à un ensemble global de points de vue et présenter des initiatives et des études de cas de pays en développement. L'innovation sociale n'est pas une prérogative du monde développé, bien au contraire. Le Sud



mondial a été largement influent à maintes reprises dans le passé ou dans un passé récent et il génère encore aujourd'hui de nombreuses idées et initiatives susceptibles d'inspirer le monde.

Enfin, l'IPSP ne parle pas exclusivement aux décideurs chargés de l'action gouvernementale. Compte tenu de sa couverture des problèmes structurels à long terme, ses idées d'action innovante ciblent également et principalement les acteurs qui sont les véritables « responsables du changement » de la société, à savoir les nombreux dirigeants et citoyens qui participent aux débats publics. Travailler dans des organisations de la société civile et pousser les décideurs officiels hors de leur zone de confort. Le progrès social a toujours été, à long terme, une affaire ascendante et les idées sont un carburant essentiel pour son moteur.

Progrès social en vue

L'accent mis sur le « progrès social » dans ce rapport mérite quelques explications, car la notion de progrès a souffert de son utilisation et d'abus par une certaine élite qui, depuis la révolution industrielle, a trouvé naturel de diriger le monde selon ses privilèges et préjugés. Le Panel se réfère au « progrès social » pour envoyer un message. Le changement social n'est pas une matière neutre, et, même s'il y a beaucoup de points de vue contradictoires sur la façon de concevoir une société bonne et juste, le Panel estime qu'une 'boussole' soit nécessaire pour analyser les options auxquelles les acteurs et les décideurs doivent faire face. De plus, le 20e siècle et le début du 21e siècle ont fait successivement perdre leur foi à la plupart des observateurs de la société dans le socialisme et leur confiance dans le capitalisme, ce qui laisse un sentiment général de désarroi et de désorientation. Le message de ce panel est un message d'espoir : nous pouvons faire mieux, ce n'est pas la fin de l'histoire.

Un message principal ressort de ce rapport en trois volumes, il est en effet que: 1) des progrès ont été réalisés au cours des derniers siècles et l'humanité est au sommet des possibilités, mais fait face à des défis qui mettent en péril ses réalisations et même sa survie ; 2) faire face à ces défis et la mobilisation de nos capacités collectives actuelles au profit d'une population plus large exige des réformes qui nuiront à certains intérêts mais elles reposent sur des principes généraux qui sont facilement disponibles, impliquant une expansion de la gouvernance participative et la promotion d'une dignité égale pour les personnes, les groupes et les cultures; 3) il n'y a pas une direction unique du progrès mais des possibilités multiples et de nombreuses idées qui peuvent être expérimentées, avec une adaptabilité variable aux différents contextes économiques, politiques et culturels.

Objectifs du rapport et ressources supplémentaires sur www.ipsp.org

Le rapport présenté ici est composé de vingt-deux chapitres sur trois volumes. Chaque chapitre est co-signé par une équipe multidisciplinaire d'auteurs et représente les points de vue de cette équipe, pas nécessairement les opinions de l'ensemble du panel. Au total, plus de 260 auteurs ont été impliqués, environ 60% des contributeurs venant à peu près à parts égales de l'économie, de la sociologie et des sciences politiques, le reste représentant d'autres disciplines. Chaque chapitre commence par un long résumé de son contenu, afin d'aider les lecteurs à naviguer dans le rapport.



L'objectif du panel était que chaque équipe de chapitre rédige une évaluation critique de l'état de l'art sur le sujet traité dans le chapitre, en reconnaissant les débats en cours et en suggérant des points de consensus émergents. L'objectif initial était également de conclure chaque chapitre avec de multiples recommandations d'action et de réforme, avec un lien transparent avec les diverses valeurs qui sous-tendent les recommandations. Ces deux objectifs étaient résumés dans les expressions « accepter d'être en désaccord » et « recommandations conditionnelles ». En fin de compte, on peut observer des différences dans la mesure dans laquelle les chapitres peuvent couvrir tous les aspects des débats et formuler des recommandations concrètes à une diversité de valeurs et d'objectifs possibles. Mais ce rapport prouve qu'un grand groupe de spécialistes de différentes disciplines peut travailler ensemble et fournir une synthèse qu'aucun seul cerveau ne pourrait produire seul. Ce rapport fournit au lecteur un aperçu unique de l'état de la société et des futurs possibles, avec une mine d'idées de réformes et d'actions possibles. Pour les universitaires et les étudiants, il offre également un guide exceptionnel de littérature dans les disciplines académiques pertinentes des sciences sociales et humaines.

Le processus de rédaction impliquait la collecte de milliers de commentaires en ligne. Néanmoins, ce rapport reflète, comme prévu, la voix des universitaires plutôt que celle d'un groupe plus large de penseurs ou de parties prenantes. C'est la contribution d'un groupe de personnes spécialisées dans la recherche. Ils offrent leur expertise et leurs réflexions au débat public, sans chercher à contourner la confrontation démocratique des projets. Les lecteurs sont invités à prendre ce Rapport comme une ressource, une mine d'idées et d'arguments, comme un outil de réflexion et d'action. Ils sont également invités à dialoguer avec les membres du panel et à partager leurs points de vue et expériences.

Certains chapitres ont des versions plus longues, avec une analyse plus détaillée, plus de données ou des études de cas, disponibles en libre accès sur le site Web de l'IPSP (www.ipsp.org), ainsi que des vidéos des auteurs et des ressources pédagogiques. Les visiteurs du site Web sont également invités à fournir des commentaires et à participer à des sondages et des forums.

Aperçu du rapport

Le rapport est divisé en trois parties, avec deux chapitres d'introduction et deux chapitres de conclusion. Les chapitres d'introduction exposent les principales tendances sociales qui constituent le contexte de ce rapport (chapitre 1) et les principales valeurs et principes qui constituent un repère pour ceux qui cherchent le progrès social (chapitre 2).

La première partie du rapport traite des transformations socio-économiques et se concentre sur les inégalités économiques (chapitre 3), la croissance et les problèmes environnementaux (chapitre 4), l'urbanisation (chapitre 5), les institutions capitalistes des marchés, les entreprises et la finance (chapitre 6). Le travail (chapitre 7) se termine par une réflexion sur la manière dont l'organisation économique détermine l'aide sociale et la justice sociale (chapitre 8).

La deuxième partie du rapport examine les questions politiques en examinant les tendances complexes en cours dans les domaines de la démocratie et de l'État de droit (chapitre 9), les formes et résolutions des situations de violence et de conflit (chapitre 10), l'efficacité mixte des institutions et organisations supranationales (chapitre 11), ainsi que les multiples formes de



gouvernance mondiale (chapitre 12), et le rôle important de la démocratie dans les médias et les communications (chapitre 13). Il se termine par un chapitre sur les défis posés à la démocratie par les inégalités et les différentes manières de rajeunir la démocratie (chapitre 14).

La troisième partie du rapport est consacrée aux transformations des cultures et des valeurs, avec des analyses des tendances culturelles liées à la «modernisation» et de ses écueils, ainsi qu'à la mondialisation (chapitre 15), une étude de la relation complexe entre les religions et le progrès social (chapitre 16), un examen des promesses et des défis liés aux transformations en cours dans les structures et les normes familiales (chapitre 17), un focus sur les tendances et les problèmes politiques en matière de santé et de mort vitale (chapitre 18), une étude des moyens par lesquels l'éducation peut contribuer au progrès social (chapitre 19), et enfin, un chapitre sur les valeurs importantes de solidarité et d'appartenance (chapitre 20).

Les deux chapitres de conclusion comprennent une synthèse sur les différentes manières novatrices pour faire avancer le progrès social (chapitre 21) et une réflexion sur la manière dont les diverses disciplines des sciences sociales peuvent jouer un rôle dans l'évolution de la société et la conception des politiques.

Ce résumé suit la structure du rapport par chapitres et, pour chaque chapitre, donne un bref aperçu des principaux points développés dans le rapport, avec quelques points saillants tirés des figures principales et du texte du rapport. Pour chaque chapitre, le résumé représente le contenu du chapitre et les points de vue de son équipe d'auteurs, pas nécessairement ceux des autres chapitres.

INTRODUCTION

- L'humanité est au sommet des possibilités, mais fait face à de graves défis en raison des inégalités croissantes, des conflits politiques et des menaces environnementales.
- Le marché doit être réintégré dans la société si l'on ne veut pas que le progrès social soit stoppé ou même inversé.
- Alors que les agents du changement social du 20ème siècle sont en déclin, de nouveaux acteurs potentiels pour la redistribution, la justice sociale et la reconnaissance émergent.
- Les valeurs et principes clés qui sous-tendent l'idée de progrès social sont les suivants : l'égalité de dignité, les droits fondamentaux, la démocratie, la règle de droit, le pluralisme, l'aide sociale, la liberté, la non-aliénation, la solidarité, l'estime et la reconnaissance, les biens culturels, les valeurs environnementales, la justice distributive, la transparence et la responsabilité.

1 LES TENDANCES SOCIALES ET LES NOUVELLES GÉOGRAPHIES

Ce chapitre d'ouverture ouvre la voie à une analyse plus détaillée ultérieure de bon nombre des questions soulevées ici. Il commence en discutant de la tension actuelle de l'humanité qui se tient simultanément au « sommet des possibilités » et peut-être aussi face à un abîme dû aux inégalités croissantes, aux conflits politiques et au danger toujours présent d'une catastrophe climatique. Il aborde ensuite les principales transformations sociales et spatiales qui ont caractérisé les vingt-cinq dernières années. Encore une fois, nous voyons des progrès et des régressions, surtout un développement inégal et fragile. Cela ouvre la voie à l'examen de trois défis spécifiques : la tension entre le capitalisme et la démocratie ; celle entre la production et la reproduction, en mettant l'accent sur les relations entre les sexes ; et celle entre le changement démographique et la durabilité. Le chapitre se termine ensuite par une évaluation sobre des perspectives d'émergence d'agents viables pour la transformation sociale avant de faire quelques remarques générales sur les défis et les possibilités de progrès social.

Le facteur clé des perspectives de progrès social est que le développement est et a toujours été contradictoire. La pauvreté entre l'abondance, l'avancement individuel par rapport à la régression collective et la répression se mêlent à la liberté. Si l'ère industrielle a émergé à travers ce que Karl Polanyi a appelé une « grande transformation », est-ce que nous nous dirigeons vers ou avons-nous besoin d'une « nouvelle » grande transformation ? Nous estimons que le marché doit être réintégré dans la société si l'on ne veut pas enrayer le progrès social, ni même l'inverser.

En termes d'ordre politique, nous constatons que les récentes transformations de la démocratie et du capitalisme ont eu des caractéristiques extrêmement ambiguës. Il n'est pas faux de dire que la planète est actuellement à la fois plus démocratique et plus riche qu'il y a trente ans. Mais la manière dont de tels progrès ont été réalisés compromet non seulement les progrès futurs, mais met également en péril les progrès passés. Sur le plan politique, la diffusion croissante de la démocratie signifie que davantage de personnes à travers le monde ont leur mot à dire sur les questions collectives qui les concernent. Mais dans les circonstances actuelles, leur participation peut ne pas être en mesure d'atteindre le type de décisions que l'on comprendrait comme une autodétermination collective.

En termes économiques, la richesse matérielle est créée sous des formes et des volumes sans précédent. Mais, premièrement, cette richesse est si inégalement générée et distribuée que la pauvreté et les difficultés ne disparaissent pas et sont même reproduites sous des formes nouvelles et peut-être plus durables. Et deuxièmement, la poursuite de la production de cette richesse matérielle mettra en danger l'habitabilité de la planète, ou une grande partie de celle-ci, même à court ou moyen terme.

Les composantes positives et négatives de l'image que nous proposons sont constitutives du caractère ambivalent du progrès social. Nous sommes tout à fait conscients que le monde est très différent selon son point de vue géographique, social et identitaire social et culturel. Nous n'avons donc pas posé une fausse unité en termes de perspectives. Nous considérons utile de poser les questions clés aussi clairement que possible dans une perspective collective qui comprend de nombreux points de vue disciplinaires et thématiques.

Nous cherchons également à éviter une analyse déterminée par une perspective déprimée qui ne prévoit que la catastrophe, compte tenu des récents développements politiques ou par la tendance opposée qui est affectivement affectée à une transformation sociale positive,

LES MOUVEMENTS SOCIAUX À LA HAUSSE

La soi-disant deuxième vague de féminisme qui s'est manifestée depuis les années 60 s'est généralement apaisée à la fin des années 70 ou dans les années 80, mais elle a connu un nouvel élan depuis les années 90. Dans un certain nombre de pays, mais certainement pas dans tous, l'impact des activités féministes s'est accru...

Les mouvements des droits de l'homme se sont généralisés et ont élargi leur champ d'action en incluant la justice économique et les droits des femmes (par exemple, la lutte contre la violence sexiste). Les mouvements LGBTQ se portent bien et depuis le début du millénaire, les mariages entre personnes de même sexe ont été accordés dans un nombre croissant de pays ou certaines sous-juridictions.

Les mouvements écologistes n'ont probablement jamais été aussi importants que ces dernières années. Les changements climatiques en général et le réchauffement de la planète en particulier ont été un stimulant majeur pour la mobilisation.

Nombreux sont les mouvements qui tentent de protéger ou d'améliorer les conditions sociales au niveau local, allant des « Guerres de l'Eau » boliviennes de 2000 à la vaste campagne sud-asiatique contre le barrage de la Narmada, les piqueteros argentins et le mouvement brésilien Sem Terra. . Il existe également d'intéressantes initiatives de sensibilisation telles que All India People's Science Network, qui compte 700 000 membres.

En outre, il y a ce que l'on pourrait peut-être appeler un mouvement d'auto-organisation et d'autonomie à petite échelle. Les coopératives de petits travailleurs sont largement répandues de nos jours... De nombreux travailleurs indépendants ont tenté de se protéger contre la maladie ou d'autres adversités en créant une petite aide mutuelle... Les échanges entre pairs et les initiatives de consommation collaborative (économie du partage) semblent en hausse.

Mais il y a aussi des mouvements montants qui ne sont pas nécessairement progressistes et peuvent même dévier la lutte pour le progrès...

indépendamment des preuves. Tout simplement, ni le pessimisme ni l'optimisme ne sont des outils de diagnostic adéquats. C'est particulièrement le cas lorsque nous nous tournons vers les agents possibles de la « nouvelle » transformation sociale que nous préconisons. Tandis que nous montrons le déclin des agents de changement social du 20ème siècle, nous essayons également de donner vie aux nouveaux acteurs potentiels de la redistribution, de la justice sociale et de la reconnaissance.

2 LE PROGRÈS SOCIAL : UNE BOUSSOLE

Ce chapitre expose les principales dimensions normatives à utiliser pour évaluer si les sociétés ont réalisé des progrès sociaux et si un ensemble de propositions donné est susceptible d'apporter des progrès. Certaines de ces dimensions sont des valeurs, portant en premier lieu sur l'évaluation des états de choses ; d'autres sont des principes directeurs d'action. Les valeurs peuvent inspirer et orienter les actions. Les principes visent à fournir des conseils plus spécifiques sur la façon de classer, distribuer et réaliser les valeurs. Reconnaître une multiplicité de valeurs et de principes est important non seulement pour respecter la diversité des points de vue raisonnables ce qui est important, mais aussi parce qu'il est difficile de réduire la liste des dimensions qui importent à une liste qui reflèterait tous les aspects des phénomènes en question. Les principales contributions de ce chapitre sont son énumération et son interprétation des valeurs et des principes de base, et sa défense, dans la mesure où la place le permet, de la suggestion que chacune d'elles a une importance fondamentale ou non dérivée.

L'utilisation de ces valeurs et de principes fondamentaux pour guider ou évaluer le progrès social doit être guidée par le respect de la dignité égale de toutes les personnes. Les valeurs de bien-être et de liberté ont chacune une importance prépondérante ; chacun a également été interprété de manière très différente. D'autres valeurs fondamentales concernant le progrès social comprennent des valeurs directement importantes dans la vie des individus - la non-aliénation, l'estime, la solidarité et la sécurité - et des valeurs incarnées dans l'environnement et dans la culture humaine.

Il existe également des principes d'importance non dérivée dans l'évaluation et la promotion du progrès social. Nous soutenons que le respect des droits fondamentaux est le principe le plus controversé de la justice sociale. Alors que les libertariens affirment que la justice consiste uniquement à respecter ces droits, nous présentons un ensemble de principes distributifs qui vont au-delà du respect des droits fondamentaux: égalité des chances, égalitarisme, prioritarisme et maximin. Nous discutons des implications distributives de l'utilitarisme et du potentiel d'autres approches de maximisation. Enfin, nous soutenons que

même si une société était parfaitement juste, elle pourrait encore devoir compter sur des besoins urgents en termes de bienfaisance et de générosité des individus.

Ces valeurs et principes peuvent être utilisés pour évaluer le progrès social d'une variété d'institutions, de groupes et de pratiques différents qui englobent différents ensembles d'agents. Ils peuvent s'appliquer aux groupes de la société civile, aux nations et à la société humaine mondiale. Il est également possible d'étendre leur portée aux générations futures et aux animaux non humains. La prise en compte de cette variété d'agents révèle la nécessité d'élaborer des principes supplémentaires qui ne peuvent être déduits de manière non controversée de principes plus généralement applicables. Certains principes sont particulièrement applicables aux gouvernements, tels que la primauté du droit et les droits de participation politique. D'autres principes revêtent une importance particulière pour la société civile ou pour les institutions et les transactions mondiales.

Malgré leur multiplicité, ces valeurs et principes de base peuvent être traduits en un ensemble d'indicateurs concrets pertinents pour des domaines politiques spécifiques. Des indicateurs concrets donneront toujours une interprétation plus étroite des objectifs sous-jacents. Pour évaluer si un changement constitue ou non un progrès social, il faut discuter intelligemment de la manière dont les compromis entre les différents objectifs doivent être gérés et de la manière dont les contraintes morales et de faisabilité doivent être prises en compte.

LES VALEURS ET LES PRINCIPES QUI DÉFINISSENT LE COMPAS

Considérations transversales	Principe d'égalité de dignité Respect du pluralisme
Valeurs fondamentales	Bien-être Liberté Non-aliénation Solidarité Relations sociales Estime et reconnaissance Biens culturels Valeurs environnementales Sécurité
Principes de base	
Applicable en général	Droits fondamentaux Justice distributive Bienfaisance et générosité
Applicable aux gouvernements	L'État de droit Transparence et responsabilité Démocratie Donner les droits détermine la réalité
Applicable à la société civile	Tolérance Éduquer et soutenir les citoyens
Applicable aux institutions mondiales	Justice mondiale

PARTIE I LES TRANSFORMATIONS SOCIO ECONOMIQUES

- La plupart des données suggèrent que les inégalités entre les pays se sont réduites depuis les années 1980. Pendant ce temps, les inégalités de revenus au sein des pays se sont creusées dans de nombreux pays. Depuis la fin des années 1990, les tendances en matière d'inégalité des revenus à l'intérieur des pays sont plus hétérogènes d'une région à l'autre.
- La politique peut avoir une influence substantielle sur les inégalités en améliorant les conditions de vie des pauvres, en favorisant une classe moyenne forte et en limitant la concentration des revenus et de la richesse au sommet. La coopération internationale peut soutenir de telles politiques.
- L'égalité peut servir de stratégie de développement, à travers la compression des salaires, les programmes de bien-être universel et la redistribution des actifs, qui stimulent ensemble l'innovation, autonomisent les travailleurs et encouragent une philosophie coopérative.
- La croissance économique a des effets négatifs sur le patrimoine mondial, nécessitant des institutions qui permettent et facilitent une action collective aux niveaux international, national et infranational.
- La justice urbaine est apparue comme une perspective importante pour réfléchir aux futures trajectoires urbaines, compte tenu des défis associés à l'intensification des inégalités, à la privatisation des biens communs, à l'urbanisation de la pauvreté, à l'insécurité croissante et aux inégalités aiguës entre les sexes.
- Réformer le but et la gouvernance de la société - qui, contrairement aux idées reçues, n'appartient pas à ses actionnaires - et mieux réglementer les institutions financières peut réduire la recherche de rente et promouvoir l'innovation et une meilleure répartition de la richesse créée.
- Les progrès technologiques sont plus susceptibles de réorganiser la composition des emplois que de réduire la demande de main-d'œuvre, même si les tendances et les incertitudes dans le monde sont considérables. Du point de vue des politiques, il est urgent de réduire les écarts de réglementation et les inégalités en matière de protection sociale entre différents types de contrats.

3 L'INÉGALITÉ ÉCONOMIQUE ET LE PROGRÈS SOCIAL

Une grande partie de la littérature s'est concentrée sur l'inégalité économique, généralement mesurée par le revenu, mais il existe de nombreuses dimensions de l'inégalité. Souvent en interaction, celles-ci incluent l'inégalité des libertés, des opportunités et des capacités. On peut également distinguer l'inégalité entre ménages et entre ménages, l'inégalité verticale et horizontale. Il convient également de faire une distinction entre les évaluations statiques et intertemporelles et d'aborder la question de la mobilité. On doit faire la distinction entre les

mesures unidimensionnelles et multidimensionnelles de l'inégalité, les mesures objectives et subjectives, l'inégalité absolue et l'inégalité relative, l'inégalité contre la polarisation et divers indicateurs d'inégalité qui mettent l'accent sur les diverses dimensions de l'inégalité.

L'inégalité des revenus et des richesses freine intrinsèquement et instrumentalement le progrès social en empêchant l'amélioration de l'aide sociale et la promotion de la cohésion sociale. Si certaines différenciations sociales et économiques sont tolérables et même souhaitables, les inégalités substantielles en termes de ressources, d'opportunités ou de capacités vont à l'encontre de la plupart des théories de la justice. En outre, un écart important en matière d'inégalité réduit le bien-être général, accroît la pauvreté, réduit l'impact de la croissance économique sur la réduction de la pauvreté, affecte les comportements qui peuvent piéger les pauvres et favorise les conflits sociaux. Il n'y a cependant pas de consensus sur l'impact de la redistribution des revenus sur la croissance économique.

La plupart des données suggèrent que les inégalités entre les pays se sont quelque peu rétrécies depuis les années 1980. Parallèlement, l'inégalité des revenus à l'intérieur des pays s'élargit dans de nombreux pays depuis les années 80 et contribue maintenant à une part beaucoup plus importante des inégalités mondiales. Depuis la fin des années 1990, les tendances des inégalités de revenus au sein des pays ont été plus hétérogènes dans toutes les régions du monde, avec une décélération ou une stabilisation en Asie, dans les pays de l'OCDE et les pays en transition, diminuent en Amérique latine et les tendances hétérogènes en Afrique. Les constatations sur les aspects des inégalités non liés au revenu indiquent généralement une réduction des inégalités mondiales en matière de soins de santé et d'éducation et une hétérogénéité substantielle des tendances en matière d'inégalité au sein des pays.

Il existe une incertitude considérable et un débat sur les conclusions relatives aux tendances en matière d'inégalité. Cela est dû en partie aux différences de définition des inégalités, mais aussi à la qualité médiocre des données, au manque de données

LE DÉCLIN DE L'INÉGALITÉ EN AMÉRIQUE LATINE

Gini régional (non pondéré)



Source: IPSP Figure 3.8.

Il n'y a pas de lien clair entre la réduction des inégalités et la croissance économique. L'inégalité a diminué dans les pays à croissance économique rapide tels que le Chili, le Panama et le Pérou et dans les pays à faible croissance tels que le Brésil et le Mexique. Il n'existe pas non plus de lien clair entre la baisse des inégalités et l'orientation des régimes politiques: la réduction des inégalités dans les pays régis par des régimes de gauche, tels que l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili et le Venezuela, ainsi que dans les pays régis par des partis centristes et de centre-droit, comme le Mexique et le Pérou. Cependant, alors que les inégalités diminuaient dans des pays d'orientation politique différente, le recul le plus rapide a été enregistré sous les régimes sociaux-démocrates. La plupart des études indiquent deux raisons principales pour la réduction des inégalités: (1) une réduction de l'inégalité des revenus du travail horaire et (2) des transferts gouvernementaux plus robustes et progressifs. Le premier contribue la part du lion. Une moyenne de 54% de la baisse du coefficient de Gini peut être attribuée à des changements dans la répartition du revenu horaire du travail.

comparables et à la collecte irrégulière, incomplète et incohérente de données, en particulier dans les pays en développement.

Les principaux facteurs des tendances en matière d'inégalité dans et entre les pays et les groupes peuvent être distingués en deux types : les causes profondes et les déterminants plus immédiats. Les facteurs et déterminants sont souvent propres à chaque pays : les contextes, les politiques et les institutions sont importants. Parmi les causes profondes des pays de l'OCDE, on peut citer l'évolution technologique, le commerce croissant de produits manufacturés à forte intensité de main-d'œuvre dans les pays émergents, la hausse des revenus des responsables dans le secteur financier en expansion, le rôle redistributif décroissant de l'État et les politiques du marché du travail, en particulier en ce qui concerne la syndicalisation, le salaire minimum et les bas salaires. Dans les pays en développement, les tendances en matière d'inégalité sont influencées par la répartition des revenus des salariés, mais aussi par les différences d'inégalité entre les régions et entre les zones rurales et urbaines. Le commerce accru avec les pays riches n'a pas répondu aux attentes en réduisant les inégalités, mais a souvent contribué à aggraver les inégalités. La réduction substantielle des inégalités en Amérique latine plus récemment a été causée par des conditions économiques favorables et des politiques favorables en matière de fiscalité et de redistribution fiscale, de marchés du travail et de protection sociale.

Bon nombre des facteurs de l'inégalité sont profondément enracinés, ne changent que lentement et donc se produisent de nouveau. Cette reproduction de l'inégalité entraîne une forte dépendance à l'égalité, aidée par une stratification sociale bien établie qui entraîne des inégalités persistantes entre les groupes de population, l'influence des mouvements sociaux, des normes et attitudes de longue date affectant le degré de redistribution, l'inégalité et la dynamique démographique.

Les tendances récentes des inégalités en Amérique latine ou l'hétérogénéité des tendances dans les pays de l'OCDE suggèrent que les politiques peuvent avoir une influence considérable sur les inégalités. Les politiques axées sur l'inégalité peuvent être regroupées en (1) politiques visant à améliorer les conditions de vie des pauvres, des personnes vulnérables et des marginalisés ; (2) des politiques qui favorisent la croissance et la durabilité d'une classe moyenne forte ; et (3) des politiques visant à limiter la concentration excessive des revenus et de la richesse au sommet. Dans le premier groupe, les politiques pertinentes devraient se concentrer sur le renforcement des atouts physiques et humains des pauvres, par exemple par le biais d'une réforme agraire et de politiques d'éducation en faveur des pauvres; améliorer les possibilités économiques, par exemple, en améliorant l'accès aux marchés, en instaurant des systèmes de dépenses fiscales plus progressifs et en mettant en place des programmes de transferts monétaires pour faire face aux chocs; et promouvoir l'inclusion sociale par le biais, par exemple, de politiques antidiscriminatoires, de réformes juridiques et d'un meilleur accès des tribunaux et du système judiciaire aux groupes défavorisés.

Dans le deuxième groupe, les politiques devraient se concentrer sur la classe moyenne en favorisant une croissance à forte intensité de main-d'œuvre, en favorisant la concurrence, en favorisant l'accès universel à la protection sociale et en améliorant l'emploi et le salaire vital.

Les politiques du troisième groupe devraient se concentrer sur la distribution en favorisant une plus grande progressivité du système fiscal et des droits de succession, en luttant contre l'évasion et la fraude fiscales et en établissant des codes de pratique pour limiter les augmentations salariales.

Les politiques macroéconomiques et une action internationale appropriée peuvent jouer un rôle de soutien. Les politiques macroéconomiques et budgétaires peuvent également élargir la base de revenus disponible pour la redistribution, en particulier dans les pays où les ratios d'impôt sur le produit intérieur brut (PIB) sont bas, par exemple grâce à des taxes sur les ressources et à des taxes plus progressives sur le revenu et la consommation.

La coopération internationale peut aider les pays à concevoir et à mettre en œuvre des politiques favorables aux pauvres. Cela pourrait également contribuer à réduire les inégalités en mettant l'accent sur la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales des particuliers fortunés et des multinationales, en contrôlant les flux financiers illicites, en réglementant les marchés financiers et en favorisant des régimes migratoires internationaux plus ordonnés et moins coûteux.

Le potentiel de mise en œuvre de politiques visant à réduire les inégalités dans les pays dépend essentiellement des problèmes d'économie politique au sein des pays, qui sont influencés par la taille et la voix de la classe moyenne, le pouvoir et les incitations des mouvements populaires et sociaux.

4 LA CROISSANCE ECONOMIQUE, LE DEVELOPPEMENT HUMAIN ET LE BIEN SOCIAL

La croissance économique est souvent louée, mais elle a aussi ses critiques. Elle peut être considérée comme une arme à double tranchant. D'une part, elle peut être considérée comme un récit de libération, permettant aux gens de sortir de la pauvreté. D'autre part, elle peut être considérée comme un récit d'aliénation, d'inégalité croissante et de dégradation de l'environnement.

Le bien social ou l'aide sociale est un objectif primordial pour les créateurs de politiques. Il est multidimensionnel en ce sens qu'il inclut la pauvreté, l'inégalité, l'environnement et autres biens publics tels que la santé et l'éducation. C'est normatif en ce sens qu'il existe de multiples perspectives qui compte pour la société (le bonheur, les capacités à fonctionner, etc.). L'aide sociale est mesurée par des indicateurs multidimensionnels tels que la santé, l'éducation, la voix politique, l'environnement, etc. Plusieurs mesures d'amélioration sociale ont été développées au cours des dernières décennies, classées en mesures monétaires et non monétaires. Les indicateurs peuvent être mesurés de manière désagrégée (c'est-à-dire un tableau de bord) ou via un indicateur unique.

COMMENT LES RESPONSABLES DES POLITIQUES, LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET LA SOCIÉTÉ CIVILE PEUVENT PARTICIPER À LA DÉFINITION DES INDICATEURS DU BIEN-ÊTRE, À L'IDENTIFICATION DES BOUTONNIERS ET À LA MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES			
Action	Créateurs de politiques	Organisations internationales	ONG et citoyens
Définition des indicateurs de bien-être	Suivi et rapport des indicateurs.	Collecte de données ; harmonisation et comparaison des indicateurs.	Élicitation des préférences sociales; tenir les gouvernements responsables de leurs rapports.
Identification des goulots d'étranglement	Concevoir des feuilles de route pour guider les réformes.	Liez l'identification d'un goulot d'étranglement à la conception de la politique.	Identifiez les goulots d'étranglement et communiquez-les au secteur public.
Mise en œuvre des politiques	Mettre en œuvre des instruments politiques ; vaincre la résistance politique	Recueillir des données sur les meilleures pratiques.	Fournir des commentaires sur les expériences avec la politique ; attirer l'attention sur les problèmes et les effets secondaires indésirables.

La croissance économique est importante dans la mesure où elle a un impact positif sur le bien-être dans certaines dimensions et négativement sur d'autres. La croissance du revenu par habitant n'est pas bonne ou mauvaise en soi, mais seulement dans la mesure où elle a un impact sur le bien-être et les biens connexes, comme la satisfaction préférentielle, le bonheur, la capacité de fonctionner et le sens de la vie. Bien que le PIB soit principalement utilisé comme mesure de la croissance économique, il existe de nombreuses définitions concurrentes du concept plus général de développement économique et d'indicateurs concurrents proposés comme alternatives au PIB pour mesurer la croissance économique. On se demande si la croissance économique doit être jugée en termes de contribution à la maximisation du bonheur ou de la satisfaction des préférences, en garantissant des quantités d'utilité égales, en élevant les populations au-delà d'un certain seuil ou en privilégiant les moins favorisés, dont chacun a des arguments pour et contre.

Il existe de nombreux liens entre la croissance économique, le développement durable et le bien-être social. La révolution industrielle, qui a marqué un tournant dans la croissance économique, a entraîné une augmentation des revenus par habitant, mais aussi des transitions fondamentales dans la manière dont les sociétés sont organisées. Les facteurs déterminants de la croissance économique et de la stagnation sont la population et la démographie, l'éducation et le capital humain, les changements technologiques, les ressources, la géographie et l'environnement et divers acteurs, institutions et politiques.

La croissance économique a été associée à des transitions fondamentales dans la manière dont les sociétés sont organisées, à des changements dans la fécondité, à une augmentation du secteur manufacturier et des services, à la consommation d'énergie et de matériaux, à une

LE PRIX DU CARBONE PEUT-IL AMÉLIORER LE PROGRÈS SOCIAL ?

La tarification du carbone affecte l'intégralité de la population, par exemple le prix de l'essence et de l'électricité augmente en conséquence. Dans certains pays à revenu faible ou intermédiaire, cela peut en réalité être progressif, ce qui signifie que les pauvres souffrent de manière disproportionnée. Ce n'est qu'une légère consolation, étant donné que cette progressivité se produit, en particulier lorsque la répartition des revenus est si inégale que les plus pauvres ne peuvent pas se permettre des biens à forte consommation d'énergie. En revanche, les pays à revenus élevés ont tendance à avoir des effets distributifs régressifs. Une tarification du carbone significative (et une politique climatique ambitieuse plus généralement) répartit également les coûts et les avantages de manière inégale entre les groupes ayant une influence politique asymétrique. Alors que les coûts sont concentrés sur le présent et touchent particulièrement des groupes d'intérêt bien organisés tels que l'industrie des ressources fossiles, les générations futures et la population mondiale dispersée, peu organisée politiquement, tirent parti des avantages de l'atténuation des changements climatiques. Ces préoccupations permettent d'expliquer pourquoi, lorsqu'il est évalué, le prix du carbone est bien inférieur à la plupart des estimations du « coût social du carbone », soit le prix qui permettrait une réduction optimale des émissions.

Même s'il est inférieur au coût social du carbone, un prix du carbone (ventes aux enchères de taxes ou de permis) pourrait générer des recettes publiques considérables. Si les défis posés par l'économie politique pour augmenter les recettes de la politique climatique devaient être surmontés, un gouvernement doit faire face à une autre série de défis en ce qui concerne l'affectation des fonds. Les deux séries de défis ne peuvent pas être complètement démêlées, car le soutien public à la tarification du carbone dépend de l'utilisation des revenus. Un soutien plus important est accordé au recyclage des recettes qui est destiné aux projets environnementaux ou qui sont reversés à la population sans générer de recettes lorsque l'utilisation n'est pas spécifiée ou est destinée à réduire la dette nationale. Un soutien pourrait également être obtenu en abaissant les taxes pour ceux qui seraient plus touchés par la politique climatique - et qui s'y opposerait le plus - dans une sorte de « double dividende », mais en mettant l'accent sur la redistribution. Par ailleurs, les recettes peuvent être affectées au financement de projets spécifiques, par exemple la construction de terrains collectifs tels que les infrastructures publiques. La mise en attente est toutefois controversée. Comme il n'y a pas de relation entre le montant des recettes générées par la politique climatique et les revenus qui devraient être dépensés pour un projet donné, il n'est pas clair quel montant devrait être alloué à chaque projet. Par conséquent, il est préférable de financer les infrastructures au niveau national plutôt que par des moyens ciblant des infrastructures spécifiques séparément. De plus, les fonds disponibles pour de tels projets devront être ce qu'il reste après les transferts et les programmes bénéficiant aux perdants politiques - les transferts pour la population en général, en particulier les pauvres, et les programmes de recyclage pour les travailleurs déplacés sont effectués.

augmentation des investissements dans l'éducation et à une urbanisation rapide. Il a été démontré qu'elle était associée à un écart croissant dans le contrôle des revenus et de la richesse au niveau mondial, ce qui suggère que les gains de la croissance économique n'ont pas été répartis de manière égale. La croissance économique des dernières décennies a réduit les inégalités au niveau des citoyens du monde, mais a entraîné une inégalité croissante au sein des pays.

La croissance économique a également été associée à des dommages environnementaux, tels que le changement climatique, la pénurie d'eau, la pollution et l'extinction des espèces. Les changements climatiques et autres dommages environnementaux ont un impact disproportionné sur les pauvres et peuvent également accroître les inégalités à l'intérieur des pays et entre eux. La croissance économique a également été liée à la pollution de l'air et aux effets néfastes sur la nature et les animaux, dont on dit qu'ils ont une valeur intrinsèque. La croissance économique a des effets négatifs sur les biens communs mondiaux, qui

doivent être protégés pour que toute utilisation soit durable dans le temps. La gouvernance des biens communs mondiaux nécessite des institutions qui permettent et facilitent une action collective aux niveaux international, national et infranational.

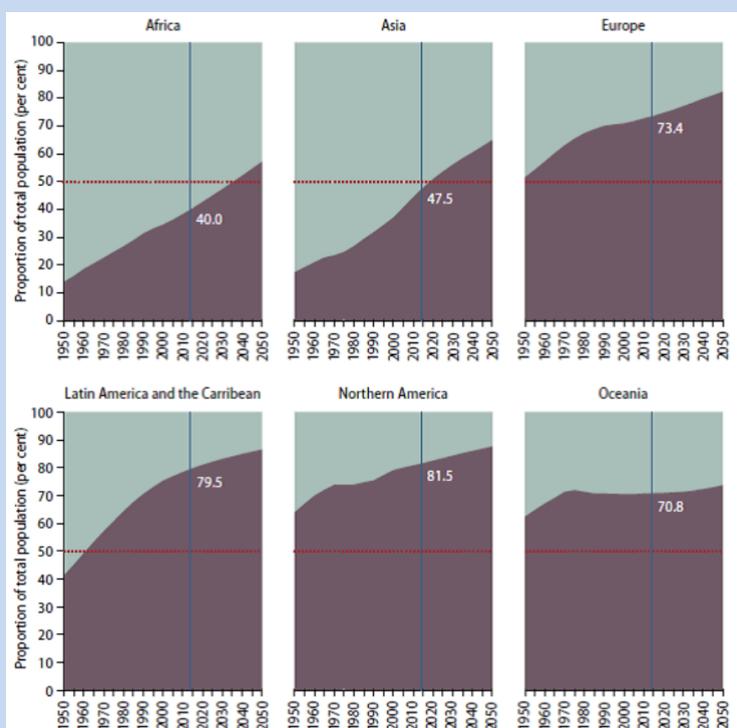
Le défi pour les décideurs politiques est d'atténuer les effets négatifs de la croissance économique tout en préservant les effets positifs. Une perspective intégrée sur la croissance et le capitalisme permet d'évaluer ses coûts et ses avantages, mais fournit également des voies pour la transformation du capitalisme contemporain, en maintenant ses forces motrices, mais en luttant contre les inégalités et en protégeant les ressources naturelles. Une réglementation bien conçue et mise en œuvre des externalités environnementales et autres peut conduire à un accroissement du bien-être sans nécessairement entraver la croissance économique. La réglementation environnementale crée des atouts pour la société.

5 LES VILLES ET LE PROGRÈS SOCIAL

Les villes d'aujourd'hui sont confrontées à une série de défis particuliers auxquels les villes n'ont pas été confrontées (du moins en connaissance de cause) au cours des périodes passées. Nous nous concentrons sur plusieurs d'entre eux afin de comprendre comment les villes peuvent être rendues plus viables et plus justes. La question des villes et du progrès social a une longue histoire de réflexion et de débats multiples. Les villes et la vie urbaine sont des conditions profondément hétérogènes et complexes. Une ville est un mélange unique de morphologies infusées par le paysage, de personnes, de cultures, d'histoires, de conflits, d'interfaces socio-techniques et de flux constants de ressources, de données et d'idées. Nous devons reconnaître la dualité de la ville. D'une part, elle a contribué à l'évolution de la société dans son ensemble, tout en restant un obstacle majeur à l'équité sociale. Une analyse rapide des défis urbains dans les contextes développés et en développement nous montre que toutes les villes héritent de problèmes et font face aujourd'hui à une foule de défis nouveaux et interdépendants : inégalités croissantes, changement climatique et manque de progrès social considérable pour de nombreux résidents. Ce chapitre examine les multiples façons dont la condition urbaine se matérialise dans diverses parties du monde et sous diverses contraintes. Les examens vont de l'Afrique continentale à des cas spécifiques - la crise des réfugiés en Turquie. Le cas des mégapoles et de la géographie mondiale du pouvoir des villes mondiales est également important.

Les environnements bâtis ne sont pas neutres, ils bénéficient à certains secteurs de la population urbaine plus que d'autres. Le cas des femmes en ville est un exemple d'un ensemble de désavantages qui les touchent généralement plus que les autres groupes de population. Il existe un solide corpus de recherches confirmant les inconvénients des femmes dans l'utilisation de l'espace urbain - qu'il s'agisse de marcher dans les rues en toute sécurité, de réclamer de la place dans les parcs publics, d'avoir accès à des moyens de transport ou des installations sanitaires adéquates. De plus, bien qu'il y ait beaucoup de bonnes recherches sur les villes, la plupart d'entre elles supposent la neutralité entre les sexes, que ce soit dans les ménages, les transports ou les quartiers d'affaires. Si notre compréhension des villes et les réformes potentielles des politiques visent à améliorer le progrès social, il est essentiel de revoir la planification urbaine dans une perspective sexospécifique.

URBANISATION ET PROGRÈS SOCIAL



Source : IPSP Figure 5.1

Comment comprenons-nous le caractère de cette urbanisation et son rapport au progrès social ? La réponse est complexe. Certes, en Afrique, en Inde et, dans une certaine mesure, en Chine, l'urbanisation croît rapidement avec un statut de pays à revenu faible, moyen-inférieur ou, au mieux, moyen. Même en tenant compte des formes coloniales et des héritages du développement urbain, cela met en évidence des défis critiques pour les relations supposées entre l'urbanisation et le développement. L'expansion urbaine n'est pas nécessairement guidée par une structure économique forte, enracinée et créatrice d'emplois dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. À cela, il faut ajouter la pauvreté persistante, qui se traduit par une segmentation de la consommation et des marchés du travail, des bases fiscales et fiscales faibles, des infrastructures insuffisantes et en expansion insuffisante et une capacité incertaine des États à diriger les ressources et les investissements. L'urbanisation à ce rythme devient le théâtre de luttes importantes pour le progrès social. De nombreux problèmes urbains en Afrique et en Asie du Sud - taudis, informalité économique généralisée, droits inégaux à la ville, structures fiscales faibles et gouvernements locaux réduits - témoignent de cette lutte.

Une approche fondée sur les droits peut être nécessaire pour comprendre comment le progrès social peut être réalisé au milieu de ces contraintes structurelles dans les villes. En mettant l'accent sur les expériences des populations urbaines exclues et invisibles, nous invite à nous demander comment les forces du marché capitaliste peuvent être régulées pour atténuer les effets sociaux de l'accumulation urbaine.

En contestant la notion répandue dans les années 1980, où les entreprises mondiales ne se trouvaient plus dans une ère numérique, nous soutenons que si les villes anciennes meurent, un nouveau type d'espace opérationnel complexe s'installe dans un nombre croissant de grandes villes à travers le monde. La « fonction de ville globale » est un espace extrême pour la production et / ou la mise en œuvre de capacités intermédiaires très diverses et très complexes. Les villes sont à la fois un site clé pour la mise en œuvre d'une gamme extrêmement large de technologies et une lentille permettant de détecter tout ce qui pourrait tirer parti du

développement d'applications. La ville devient un site à la fois pour la mise en œuvre et la découverte de ce qui est nécessaire. Cela nous permet de comprendre diverses interactions entre les utilisateurs (les systèmes, les organisations ou les personnes) et les technologies numériques.

L'urbanisation des personnes et des sociétés est devenue l'une des tendances majeures des dernières décennies. Cette urbanisation a longtemps généré une diversité de formats. Mais les preuves disponibles suggèrent qu'aujourd'hui cette variabilité est devenue encore plus grande. Outre les formats familiers que nous avons connus au fil du temps, il existe maintenant une prolifération de nouveaux formats - villes privées, communautés fermées, parcs de bureaux qui se font passer pour des villes et qui sont vécus par beaucoup comme tels, et plus encore. Cette prolifération de divers types « urbains » s'étend de villes occupant un territoire si vaste qu'elle est à peine gouvernée à de petites villes entièrement gérées.

LES REFUGIES ET LA VILLE

Les villes à venir seront de plus en plus confrontées aux effets des déplacements de population massifs dus à la guerre, au changement climatique et à la perte de terres rurales due à l'expansion accélérée des mines, des plantations et des accumulations d'eau. Les flux de réfugiés entraînent avec eux de nouvelles économies, le logement, les politiques de sécurité dans les espaces urbains et la vie quotidienne, et plus encore. Il s'agit d'un tout nouveau type de complexe urbain qui va proliférer au cours de la prochaine décennie, voire davantage. Une urbanisation marquée par un nombre important de réfugiés est évidente dans des villes aussi diverses que Istanbul, Paris ou Berlin. Les camps près des villes (comme à Paris ou dans le sud-est de l'Anatolie) créent une nouvelle relation spatiale en termes de transport, d'économie et de relations humaines. Les villes sont-elles prêtes pour cela ? Quel type d'infrastructures sont créées ? Comment cela va-t-il façonner des infrastructures telles que le logement, les sources d'eau et les espaces publics ? Ces influences deviendront importantes dans un avenir urbain proche. Par exemple, le coût de la location d'une tente dans un camp en France crée sa propre micro-économie connectée aux grandes villes en termes de traite des êtres humains. D'autre part, les réseaux de solidarité auto-organisés d'Istanbul, Berlin ou Athènes se renforcent dans les espaces urbains qui influencent les nœuds urbains des espaces publics et l'utilisation de technologies telles que les téléphones mobiles. Le marché de la location et du logement est influencé par les réfugiés de la classe moyenne ou les réfugiés qui peuvent se permettre de louer des locaux.

Il y a un intérêt croissant pour la justice sociale dans les questions de développement pour parvenir à une compréhension élargie du bien-être humain. C'est dans ce contexte intellectuel que la justice urbaine est apparue comme une perspective importante pour réfléchir aux trajectoires urbaines actuelles et futures. Cependant, les profonds défis associés à l'intensification de l'inégalité, à la privatisation des biens communs, à l'urbanisation de la pauvreté, à l'insécurité croissante et à la grave inégalité entre les sexes ont également joué un rôle majeur dans l'étude de la justice urbaine. Ces questions sont au cœur du débat sur le droit à la ville.

Dans le monde d'aujourd'hui, la justice désigne la durabilité de l'environnement, le bien-être, l'accès aux services de base, l'autonomie culturelle, l'emploi rémunéré, etc. Compte tenu des déficits budgétaires massifs dans la plupart des pays, en particulier dans les pays du Sud, la réalisation de la justice exige un changement radical des schémas de développement économique. Les villes peuvent et doivent jouer un rôle central dans ce processus sociotechnique urgent. Il est impossible de couvrir l'extraordinaire variabilité de la condition urbaine dans ce court chapitre. Mais un vecteur que toutes les villes partagent est la création de l'espace urbain. L'espace urbain crée des injustices visibles ainsi que des potentiels positifs. La question est alors de savoir comment nous pouvons maximiser l'espace urbain comme un élément positif dans la vie de milliards de citoyens marginalisés, discriminés et persécutés.

6 LES MARCHÉS, LES FINANCES ET LES ENTREPRISES: LE CAPITALISME A-T-IL UN AVENIR?

LA MISSION DE LA SOCIÉTÉ

Au milieu des années 1960, la plupart des sociétés américaines ont défini leur mission en termes de production de valeur pour les communautés, les travailleurs et le grand public ; pratiquement aucun d'entre eux ne visait à maximiser la valeur pour les actionnaires. Au Royaume-Uni, alors que la loi elle-même était fortement axée sur les actionnaires, la prise de décision des entreprises était en pratique prise en consultation avec les syndicats et le gouvernement. Aujourd'hui, la promotion sans entrave de la valeur pour les actionnaires est presque universellement considérée comme le but de l'activité de l'entreprise. Même dans les rapports annuels des entreprises, les références à la nécessité d'être socialement responsable sont souvent présentées comme un moyen d'accroître encore la valeur pour les actionnaires. L'importance actuelle de l'intérêt des actionnaires pour la pensée des dirigeants de sociétés cotées américaines et britanniques est le résultat de trois décennies d'efforts institutionnels concertés visant à aligner les intérêts des dirigeants et des actionnaires. La nécessité d'un tel alignement est la prémisse de la théorie de l'agence, la pierre angulaire de la finance d'entreprise moderne, et le principe directeur des codes de gouvernement d'entreprise qui, depuis le début des années 1990, ont diffusé l'essentiel de ce modèle, né aux États-Unis et en Grande-Bretagne, au reste du monde.

L'idée selon laquelle les actionnaires sont les propriétaires de la société et que les dirigeants sont, par conséquent, leurs agents, laisse à désirer. Les avocats savent qu'il est trompeur de parler des actionnaires propriétaires de la société en tant que telle, mais ils reconnaissent en même temps que le contrat d'entreprise standard donne aux actionnaires une voix, des revenus et des droits de contrôle qui leur sont propres en tant que groupe et ne sont pas partagés avec les travailleurs ou les créanciers. Les administrateurs ont le devoir de promouvoir les intérêts de la société, ce qui, en principe, ne signifie peut-être pas la même chose que maximiser la valeur pour les actionnaires, mais le fait souvent dans la pratique. La jurisprudence anglaise a eu tendance à respecter le principe de la primauté des actionnaires, sauf à l'occasion où elle menace la capacité de la société à générer de la valeur future. Les conseils d'administration sont généralement libres de prendre en compte un éventail d'intérêts lors de l'établissement de la stratégie d'entreprise et peuvent choisir de hiérarchiser les investissements par rapport aux dividendes, par exemple. Toutefois, les administrateurs sont poussés à rechercher la valeur pour les actionnaires avant toute autre considération, comme la nécessité d'augmenter ou de maintenir le cours des actions pour apaiser le marché des actions, les pressions de leurs propres actionnaires activistes et les incitations personnelles telles que la rémunération liée aux performances.

La primauté des actionnaires, bien qu'elle ne soit généralement pas imposée par la loi, est devenue du bon sens. Dans certains domaines du droit, l'obligation de hiérarchiser les intérêts des actionnaires peut être énoncée plus explicitement. Lorsqu'un changement de contrôle est imminent, par le biais d'une prise de contrôle ou d'une restructuration, la marge de manœuvre des administrateurs tend à se réduire au devoir de protéger les intérêts financiers des actionnaires, du moins en common law anglaise et américaine; Les pays de tradition de droit civil français ou allemand ont par contre tendance à donner moins de priorité aux intérêts des actionnaires.

La société est inévitablement un exercice de délégation, mais il ne s'ensuit pas qu'une politique visant à habiliter les mandants présumés, les actionnaires, aux dépens des dirigeants et des travailleurs, se traduit nécessairement par une amélioration des performances de l'entreprise, ce qui ressort de plus en plus clairement de l'analyse empirique.

Ce chapitre donne un aperçu et une critique du capitalisme moderne en se concentrant sur les principales institutions de la finance et de la société. Il examine dans quelle mesure ils favorisent ou entravent le progrès social. Le capitalisme, les entreprises et les finances se sont développés au fil du temps, au sein des États-nations et par rapport aux institutions d'autres États-nations. Leur contribution au progrès social, ou, à titre subsidiaire, à la régression sociale, varie selon le contexte historique, politique et géographique. Nous montrons que si la mondialisation a eu un impact significatif sur le capitalisme, les entreprises et la finance, les rendant à la fois

mondiaux et nationaux, continuent à être ancrés dans les États-nations. Tout au long du chapitre, nous visons à montrer l'intégration de l'État et de l'économie capitaliste et la dépendance des institutions du capitalisme à l'égard de l'État.

La première section de fond fournit une brève description de la nature et de la portée du capitalisme moderne. Nous montrons comment les caractéristiques de l'économie de marché capitaliste, y compris sa tendance à se développer et à créer des niveaux élevés de productivité grâce à des innovations permettant d'économiser de la main-d'œuvre, ont créé une richesse énorme. Nous notons cependant que ce type de capitalisme a également produit des inégalités massives entre les personnes et les groupes et a causé des problèmes environnementaux qui affectent de manière disproportionnée les pays en développement. Le progrès social est également freiné par le contrôle que les puissants acteurs du marché peuvent exercer sur les possibilités de réglementation et d'innovation. Non seulement cela restreint l'accès des joueurs nouveaux et potentiellement brillants à la réalisation de leur vision, mais cela garantit également que les produits ne sont réalisés qu'à des fins lucratives. À mesure que la société devient plus inégale, l'innovation se concentre de plus en plus sur les désirs des plus riches.

Nous continuons ensuite à considérer la forme corporative comme une institution du capitalisme et un mécanisme juridique qui a permis le progrès économique et l'innovation, mais a également renforcé les inégalités et la régression sociale. Le chapitre considère l'émergence historique de l'entreprise en tant que personne morale et le développement de la part en tant que forme de propriété fongible et transférable, renforcée par l'institution de la responsabilité limitée. Notre analyse note que les actionnaires ne sont pas propriétaires de l'entreprise : ils sont historiquement apparus comme des investisseurs externes apparentés aux détenteurs d'obligations et leur prétention continue à contrôler les droits sur la société s'est justifiée dans la période moderne. En outre, en termes de progrès social, l'idée selon laquelle il est du devoir des gestionnaires de créer de la valeur pour les actionnaires a renforcé les inégalités et freiné l'innovation. L'augmentation de la valeur pour les actionnaires s'est traduite par une réduction des salaires et des conditions de travail dans la plupart des pays développés, notamment aux États-Unis et au Royaume-Uni. Un catalogue des tragédies humaines dans les usines de pays tels que le Bangladesh en témoigne, tout comme la disparité énorme et croissante entre les 1% les plus riches du monde - principalement basés dans le Nord - et le reste du monde. Nous montrons comment les multinationales peuvent tirer parti de la valeur des pays en développement par le biais de filiales et de réseaux contractuels. Les deux formes protègent généralement la société mère ou la société chef de file contre les responsabilités découlant d'accidents industriels tels que l'effondrement de l'usine Rana Plaza. Les entreprises au sommet des chaînes de valeur mondiales revendent les éléments les plus précieux du processus de création de valeur, qui sont également ceux qui sont le plus fortement protégés par les droits de propriété intellectuelle et d'autres mécanismes juridiques. Nous considérons, entre autres, le cas des grandes sociétés pharmaceutiques. Nous montrons que la pression pour fournir de la valeur aux actionnaires freine l'innovation, ce qui se traduit par une plus grande rentabilité des dividendes et des rachats d'actions plutôt que par la recherche et le développement.

En outre, nous examinons les institutions financières, qui sont devenues de plus en plus importantes dans les économies nationales et de plus en plus globales. Les entreprises comptent sur l'accès pour financer et incorporer des entreprises financières dans leurs propres

opérations. La richesse mondiale est centrée sur les centres financiers mondiaux et ce sont essentiellement ces centres qui décident qui aura accès aux fonds. Les institutions financières s'appuient sur l'extraction d'une partie de la richesse mondiale et n'étendent pas le financement en fonction des critères de progrès social. Le chapitre note également le rôle croissant de la finance dans la livraison des biens publics et les effets régressifs de ce changement. Les institutions financières ont fini par entraver le progrès social car, en tant qu'intermédiaires entre la production et la finance mondiales, elles reflètent les déséquilibres de pouvoir à l'intérieur des États et entre eux et renforcent ainsi les inégalités mondiales. Intrinsèque au capitalisme, aux entreprises et aux finances, est l'État. Au niveau fondamental, l'État protège la propriété privée et les échanges commerciaux. Il constitue également la forme corporative en tant que mode d'organisation économique dans lequel le capital engage des travailleurs, et non l'inverse. Au milieu du XXe siècle, cette inégalité intrinsèque a été tempérée par le fonctionnement de l'État providence. Depuis les années 80, les mécanismes de partage des risques et de redistribution qui caractérisaient l'État providence ont été affaiblis dans de nombreux pays. La réglementation des décennies d'après-guerre, instituée par les pouvoirs publics, s'est éloignée en faveur de formes de « gouvernance » adaptées aux économies plus libéralisées et moins axées sur le bien-être. Cela se produit en partie parce que les États se voient en concurrence les uns avec les autres pour les investissements et les délocalisations d'entreprises. Les organismes internationaux qui avaient auparavant pour objectif de contenir les effets déstabilisateurs des flux transfrontaliers de biens et de ressources encouragent désormais activement la suppression des protections sociales et environnementales, qualifiées de « barrières non tarifaires » au commerce.

Intrinsèque au capitalisme, aux entreprises et aux finances, est l'État. Au niveau fondamental, l'État protège la propriété privée et les échanges commerciaux. Il constitue également la forme corporative en tant que mode d'organisation économique dans lequel le capital engage des travailleurs, et non l'inverse. Au milieu du XXe siècle, cette inégalité intrinsèque a été tempérée par le fonctionnement de l'État providence. Depuis les années 80, les mécanismes de partage des risques et de redistribution qui caractérisaient l'État providence ont été affaiblis dans de nombreux pays. La réglementation des décennies d'après-guerre, instituée par les pouvoirs publics, s'est éloignée en faveur de formes de « gouvernance » adaptées aux économies plus libéralisées et moins axées sur le bien-être. Cela se produit en partie parce que les États se voient en concurrence les uns avec les autres pour les investissements et les délocalisations d'entreprises. Les organismes internationaux qui avaient auparavant pour objectif de contenir les effets déstabilisateurs des flux transfrontaliers de biens et de ressources encouragent désormais activement la suppression des protections sociales et environnementales, qualifiées de « barrières non tarifaires » au commerce.

Ces évolutions nécessiteront, le moment venu, une réponse juridique et politique systématique, qui imposera des limites aux marchés et réinitialisera la relation entre le commerce et l'État. Pour illustrer ce que cela pourrait être, nous concluons le chapitre en examinant comment les réformes de l'institution juridique de l'entreprise pourraient aider à inverser les tendances que nous avons identifiées dans les parties précédentes du chapitre. Nous discutons des réformes visant à lutter contre la fraude fiscale et l'obscurcissement de la richesse grâce à la réglementation des jeux multinationaux sur les réseaux d'entreprise et au droit fiscal. Notre analyse porte également sur les réformes visant à protéger les entreprises productives contre la recherche de rentes par les actionnaires. Nous considérons les problèmes qui surviennent lorsque la réglementation des sociétés passe du contrôle public au droit non contraignant et aux pratiques de responsabilité sociale volontaire. Nous proposons une restructuration radicale du processus décisionnel de l'entreprise qui entraînerait la suppression de certains droits de contrôle des actionnaires. Nous suggérons des moyens de promouvoir l'innovation inclusive.

LES DÉFIS POUR INTÉGRER LES MODÈLES DE FINANCEMENT

Les développements récents dans le capitalisme financier contemporain ont été caractérisés dans la littérature par un tournant vers les valeurs morales en tant que palliatif aux menaces posées au progrès social par les excès des rationalités financières, en mettant l'accent sur les règles de bonne pratique et l'activisme économique des services financiers. Des notions telles que « la responsabilité sociale des entreprises » et « l'investissement socialement responsable » ont imprégné les principales cultures d'entreprise, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du secteur financier. Ceux-ci sont caractérisés dans la littérature pertinente comme des moyens de développer une logique socialement et écologiquement vertueuse dans les entreprises capitalistes mais aussi, de manière critique, comme des stratagèmes pour légitimer des formes de comportement des entreprises qui sont en réalité toujours tirées par la maximisation des bénéfices. Des considérations comparables peuvent être observées dans le cas de la banque et de la finance islamiques, de la microfinance et de la philanthropie d'entreprise. Et une logique similaire peut être identifiée dans les débats autour de l'élaboration de programmes d'éthique et de cours en éducation commerciale. En définitive, ces discussions portent sur la capacité du secteur financier à intégrer des objectifs moraux et politiques dans ses opérations qui ne portent pas atteinte à la nécessité d'obtenir des bénéfices pour survivre et qui ont un impact sur la répartition des ressources monétaires. Compte tenu de la variété des acteurs, dans ces débats, les définitions de la moralité et du progrès social sont diverses et pas toujours compatibles. Parallèlement à ces développements, une littérature a également émergé qui souligne les difficultés à contester la culture scientifique dominante en finance et le paradigme dominant (c'est-à-dire brownien) dans la modélisation financière au cours des dernières décennies.

Globalement, le secteur financier mondial semble être confronté aujourd'hui à une série de critiques morales et politiques qui situent dans ses motifs les plus déterminants le moteur de l'élargissement des inégalités sociales et de la mise en danger de l'ordre démocratique. Il est également confronté à des critiques scientifiques épistémiques qui l'accusent de s'appuyer sur des hypothèses probabilistes et des méthodes de calcul qui favorisent l'émergence de points blancs et de dangers imprévus. Les réponses aux dilemmes moraux et politiques de la finance émanant du domaine financier proprement dit n'ont fourni que des indications limitées. Les réponses aux limitations scientifiques ont plutôt contribué à l'aggravation de l'élargissement des « silos » d'expertise dans lesquels opèrent les connaissances financières.

Le chapitre conclut en affirmant que le capitalisme mondial des entreprises dépend de la perpétuation de l'inégalité à la fois à l'intérieur des États-nations et entre eux, ce qui entrave les progrès véritablement sociaux. La lenteur de la croissance résultant de la crise financière mondiale a aggravé ces problèmes. Nous concluons qu'une réforme de la société qui répond aux besoins de tous est à la fois un impératif économique et social.

7 L'AVENIR DU TRAVAIL - DE BONS EMPLOIS POUR TOUS

Ce chapitre évalue les preuves globales sur les principaux facteurs influençant l'avenir du travail. Il est devenu évident qu'il existe une grande variation dans les développements nationaux, mais il existe des problèmes communs de portée générale qui permettent de raconter une histoire mondiale.

Premièrement, la technologie et la mondialisation sont des forces intimement liées qui entraînent un changement structurel permanent de l'emploi et affectent la répartition mondiale des activités économiques et des emplois. Bien qu'il y ait eu un changement technologique permanent, ses implications diffèrent en ce qui concerne les niveaux de développement et la vitesse d'ajustement dans le monde. L'intégration mondiale s'est renforcée, notamment grâce à l'informatique moderne et à d'autres innovations technologiques, entraînant une baisse des coûts des transactions internationales, mais aussi des décisions politiques visant à éliminer les obstacles. Cela montre l'importance des décisions politiques dans la définition de l'impact que la mondialisation peut avoir sur le développement des modèles d'emploi. En examinant les changements les plus récents, les travailleurs de différentes régions du monde ont été affectés de manière

LA FIN DU TRAVAIL ?

Les inquiétudes passées concernant la « fin du travail » se sont révélées fausses - le travailleur moyen a tiré parti des nouvelles technologies, il n'en a pas souffert - les salaires réels ont augmenté et les taux de chômage ne montrent pas de tendance claire à long terme. Pourquoi tant de commentateurs se sont-ils trompés ? L'une des explications est que les travailleurs bénéficiant des nouvelles technologies sont souvent diffus et invisibles. Les nouvelles technologies entraînent une chute des prix des produits concernés ; les consommateurs peuvent donc acheter ce qu'ils ont fait auparavant et avoir de l'argent à dépenser pour d'autres choses. Comme ils achètent plus de coupes de cheveux, par exemple, l'emploi des coiffeurs augmentera et, même si cela semble absurde, ces coiffeurs nouvellement employés doivent leur emploi à de nouvelles technologies dans une partie éloignée de l'économie. De nombreux comptes rendus passés et présents de l'impact de la technologie ignorent complètement ces effets indirects, mais ils ont été les plus importants.

Cependant, rien ne garantit que l'impact actuel des nouvelles technologies ne feront écho aux tendances passées ; et il y a une grande variété de points de vue sans que les preuves soient claires. Certains affirment que nous vivons un « second âge de la machine » basé sur l'évolution des TIC, avec des progrès techniques très rapides conduisant à une baisse de la demande de main-d'œuvres ; tandis que d'autres soutiennent que les progrès ont ralenti.

Toute cette discussion a porté sur l'impact de la nouvelle technologie à la frontière. Mais il est important de reconnaître que dans de nombreux pays, le changement technologique est centré sur la nouvelle application de l'ancienne technologie, qui est en train d'être adoptée parce que la diffusion des connaissances est loin d'être parfaite ou que les incitations économiques ont changé. Et ces changements d'incitation sont souvent dus à la mondialisation.

asymétrique par la technologie et la mondialisation. Les gagnants et les perdants du changement peuvent être identifiés, avec une certaine tendance à la polarisation de l'emploi dans de nombreux pays développés, créant des défis sociétaux et politiques pour compenser les pertes sans renoncer aux gains potentiels et préparer les sociétés à tirer parti des progrès technologiques l'intégration par des stratégies préventives tournées vers l'avenir.



Deuxièmement, le changement démographique est un moteur majeur dans le monde du travail dans le monde entier. La diversité du marché du travail, induite par des facteurs démographiques, est en augmentation, avec l'augmentation de l'emploi des femmes, des travailleurs âgés et des migrations, bien que des lacunes importantes en matière d'intégration des femmes sur le marché du travail, ainsi que des travailleurs âgés et des migrants, continuent d'exister dans certaines régions du monde. Des études empiriques sur les effets de la diversité créent une image nuancée, mettant en évidence les nombreuses dimensions de la diversité et ses conséquences. Mais la diversité est aussi souvent liée à la discrimination. En fait, il existe des preuves empiriques de la discrimination sur le marché du travail fondée sur l'origine ethnique, le sexe, l'âge, le handicap, l'orientation sexuelle ou religieuse. Cela crée non seulement des obstacles pour les carrières individuelles mais implique également une perte de potentiel productif dans l'économie. Les règles anti-discrimination et la sensibilisation, le suivi et l'application systématiques sont donc justifiés, de même que les stratégies positives visant à modifier les pratiques actuelles sur le marché du travail.

Lorsque nous examinons différents types d'emploi, nous pouvons identifier une grande variété de contrats, en s'écartant plus ou moins du statut d'employé dépendant permanent et à temps plein dans le secteur formel, souvent utilisé comme référence pour évaluer la qualité d'un emploi. Le travail à temps partiel, les contrats à durée déterminée, le travail intérimaire, mais aussi les différentes formes de travail indépendant ou de travail indépendant, ainsi que le travail informel diffèrent quant aux paramètres fondamentaux tels que la stabilité de l'emploi, les gains et inclusion dans la protection sociale à partir d'un emploi standard. Les changements institutionnels, mais aussi la structure de l'offre et de la demande de certaines compétences ont ouvert cette large diversité de relations contractuelles dans le monde du travail, notamment la création de modèles de demande très flexibles et de chaînes de valeur complexes. Pratiquement tous les marchés du travail présentent certaines formes de segmentation, avec des obstacles à la mobilité entre les segments. D'un point de vue politique, réduire les lacunes réglementaires et les inégalités en matière d'inclusion dans la protection sociale entre différents types de contrats est une question urgente, avec des défis concrets en fonction du contexte national. En marge du marché du travail, différentes formes de sous-emploi, ou de chômage continuent d'exister, ce qui montre que certains groupes sont totalement ou partiellement exclus du travail rémunéré. Les schémas d'exclusion et les limites du marché du travail sont structurés par des règles institutionnelles définissant certaines formes de statut et, en particulier, l'existence d'un État providence et de politiques sociales font du chômage une catégorie et un indicateur utile dans certaines régions du monde.

FLEXIBILITÉ : BON POUR QUI ?

Bien que les marchés du travail soient fragmentés et caractérisés par différentes formes de flexibilité « externe », les entreprises sont également devenues plus flexibles « sur le plan interne », c'est-à-dire sur leurs processus de travail internes, en particulier sur le temps de travail et le travail mobile. En général, les schémas de temps de travail et la flexibilité du lieu de travail peuvent être dans l'intérêt des employeurs, des travailleurs ou des deux. Au fil du temps, de nombreux arrangements nouveaux et divers sont apparus, conciliant potentiellement les intérêts des employeurs en matière de productivité et de flexibilité et les préférences professionnelles des travailleurs. Il y a eu une amélioration dans de nombreux cas. Cependant, de nombreuses questions peuvent être perçues comme problématiques du point de vue du progrès social, notamment des exigences de temps de travail très courtes, très longues et imprévisibles ou des arrangements de travail posté mal conçus qui ont des effets négatifs sur la santé des travailleurs et leur famille. Cela est également observé dans l'emploi informel mal réglementé ou dans des segments des marchés du travail formels où les normes de temps de travail se sont érodées en raison d'un manque de négociation collective et d'une législation et d'une application appropriées.

LE BIEN-ÊTRE ET LE STRESS AU TRAVAIL

Le travail est intimement lié à la santé et au bien-être individuels. Alors que le chômage est définitivement néfaste en termes de bien-être et de santé, le fait d'être employé peut contribuer à améliorer le bien-être et la santé des individus. Cependant, le travail comporte également des risques pour la santé. Les formes de travail précaires peuvent avoir des effets négatifs sur la santé mentale. Le travail industriel est particulièrement menacé par des conditions de travail physiquement dangereuses en ce qui concerne les lésions professionnelles ou les maladies professionnelles causées par des substances chimiques, mais en fait, dans de nombreux pays à revenu faible ou moyen, ces risques sont encore très présents. Cependant, dans de nombreux pays développés, les changements récents dans le monde du travail moderne ont créé de nouvelles exigences mentales et psychologiques pour les individus, créant des environnements de travail psychosociaux stressants et un stress lié au temps de travail. Les données indiquent que les emplois définis par des exigences élevées et un faible contrôle, ainsi que par un effort élevé associé à une faible rémunération, augmentent le risque de troubles liés au stress, tels que les maladies cardiovasculaires ou la dépression. Bien que ces preuves aient des implications claires pour les pratiques de travail, de sorte que les employeurs doivent assumer leurs responsabilités, les politiques publiques ont un rôle à jouer dans la prévention des risques pour la santé sur le lieu de travail.

La négociation collective est un mécanisme institutionnel important pour établir des normes négociées en matière de rémunération, de temps de travail et d'autres conditions de travail. Elle joue également un rôle dans le règlement des conflits de distribution. Par rapport à la législation, les conventions collectives peuvent être plus flexibles car elles prennent en compte les problèmes sectoriels ou spécifiques à l'entreprise. Des recherches empiriques peuvent montrer que la négociation collective multi-employeurs peut entraîner une réduction des inégalités de rémunération et qu'une négociation coordonnée ou

centralisée est bénéfique pour un développement économique positif. Cependant, les systèmes de négociation sont très diversifiés dans le monde entier, avec des différences énormes dans la couverture des négociations, la densité syndicale et l'organisation des employeurs, ainsi qu'une tendance à la diminution de la couverture des négociations collectives et une décentralisation accrue ; Des différences similaires peuvent également être observées dans les différents pays. Si la négociation collective est un système volontaire, les politiques publiques telles que les clauses de prolongation et les salaires minima peuvent également contribuer à façonner les structures salariales dans les systèmes à faible densité organisationnelle.

Le capital humain est un élément essentiel des perspectives de vie individuelles et des possibilités d'emploi. Il est également crucial pour la productivité économique et la richesse de la société. Des recherches empiriques montrent que la formation de compétences présente un schéma particulier tout au long de la vie, avec des investissements pédagogiques à différents stades les uns des autres. L'éducation dans la petite enfance offre les meilleurs rendements et un potentiel évident de réduction des écarts de compétences entre les enfants de différents milieux. La scolarisation est loin d'être achevée, en particulier dans les pays à revenu faible et moyen, mais elle est essentielle pour garantir les chances individuelles de vivre en dehors de la pauvreté. La recherche comparative donne également des indications sur la contribution spécifique de l'enseignement et de la formation professionnels à une transition en douceur de l'école au travail, en particulier si elle est associée à un apprentissage structuré dans les entreprises. L'enseignement supérieur est important pour le progrès sociétal et l'innovation. Comme dans le cas de la

PRINCIPES ESSENTIELS POUR L'ORIENTATION POLITIQUE

- 1 La possibilité de croissance économique doit être offerte conformément à la durabilité écologique.
- 2 Le plein emploi dans le secteur formel devrait être un objectif central.
- 3 Les bons emplois devraient être définis comme des emplois présentant les caractéristiques essentielles suivantes: des emplois exempts de toute forme de précarité; qui permettent aux travailleurs d'exercer un contrôle sur leur temps et leurs tâches; qui assurent une relation de travail équitable et la sécurité de l'emploi; qui offrent des possibilités de stimuler le développement individuel; qui empêchent toute forme de discrimination; et réconcilier bien les exigences du travail et du travail supplémentaire.
- 4 Les institutions inclusives, y compris la négociation collective, sont nécessaires pour offrir des opportunités équitables à tous.
- 5 Si des programmes visant à supprimer les emplois sont mis en œuvre, les efforts visant à faciliter la reconversion sont préférables à l'indemnisation en espèces, même si l'un ou l'autre doit avoir accès aux services publics et de santé. L'utilisation de fonds publics pour façonner des technologies qui génèrent plus d'emplois qu'ils n'en détruisent devrait être une priorité pour les régions, les États-nations et les institutions transnationales.
- 6 La mondialisation ne peut être conçue comme une course vers le bas, mais plutôt comme un processus fondé sur des normes minimales d'emploi partout dans le monde. Bien entendu, les politiques visant à renforcer l'emploi plein et équitable pour tous peuvent varier selon le niveau de développement économique et social des différentes régions du monde et selon les arrangements institutionnels au niveau national.

scolarisation, l'enseignement supérieur a également tendance à fonctionner avec des contraintes de crédit, de sorte que le soutien par le biais de subventions publiques est une mesure importante pour atténuer les inégalités d'accès à l'enseignement supérieur. Enfin, une formation continue en cours d'emploi est nécessaire pour mettre à jour les compétences dans un environnement économique en mutation.

Les politiques concernant la protection de l'emploi, la protection contre le chômage et le réemploi ont une influence directe sur la stabilité et la mobilité sur le marché du travail. Dans de nombreux pays, les règles institutionnelles régissant les contrats à durée indéterminée dans le secteur formel stabilisent les relations de travail à durée indéterminée, mais peuvent entraver l'entrée sur le marché du travail de certains groupes de travailleurs. En outre, dans de nombreux pays, la couverture formelle et effective des allocations de chômage est très limitée, ce qui entraîne un double désavantage pour les personnes occupant un emploi plus temporaire ou informel, leur accès à la protection contre le chômage étant également limité. Par conséquent, l'emploi et la protection contre le chômage privilégient souvent certains groupes par rapport à

d'autres, créant des lacunes dans la protection des personnes les plus vulnérables. Les politiques actives du marché du travail peuvent aider à réintégrer le marché du travail après les phases de chômage et, en fait, de nombreuses mesures de réemploi sont possibles - Toutefois, du point de vue mondial, la mise en œuvre de telles politiques est très inégale compte tenu des contraintes institutionnelles, administratives et fiscales. Dans l'ensemble, l'assouplissement de la protection de l'emploi tout en renforçant les systèmes d'indemnisation du chômage et les politiques actives du marché du travail peuvent aider les individus dans un environnement économique dynamique où les transitions entre les emplois doivent être assurées. Ceci, bien sûr, nécessite un changement institutionnel fondamental et le renforcement des capacités dans de nombreux pays.

Nous voyons un ensemble de politiques essentielles qui sont essentielles :

- - Les règles relatives à la protection de l'emploi devraient permettre une flexibilité tout en évitant une segmentation plus profonde du marché du travail ;
- Les protections sociales devraient couvrir tous les types de travail, sans donner lieu à aucun avantage particulier de choisir tel ou tel type de travail ;
- La formation à différentes étapes de la vie est essentielle, en particulier pour l'acquisition de compétences pouvant être utilisées sur le marché du travail ainsi que l'accès à l'éducation pour les groupes vulnérables.
- Les marchés du travail inclusifs ont besoin de politiques efficaces pour tirer le meilleur parti de la diversité et garantir la non-discrimination. La législation antidiscrimination est importante mais elle ne suffit pas pour lutter contre la discrimination car elle n'est pas « auto-exécutoire ». Un amalgame de politiques proactives visant à promouvoir l'égalité des chances dans l'emploi et de sanctions en cas de non-respect ou de comportement discriminatoire est essentiel ;
- Les normes législatives et les normes convenues collectivement concernant les conditions de travail sont essentielles pour assurer une répartition équitable des gains économiques et garantir des conditions de travail compatibles avec les exigences en matière de santé et de travail.
- Les capacités de négociation collective constituent un complément majeur à la législation. Un partenariat social essentiel dans les secteurs et les formes anciens et nouveaux est donc important. Les forces politiques doivent créer des institutions pour protéger les travailleurs de l'insécurité et de l'incertitude, ainsi que pour faciliter la création de bons emplois.

8 LA JUSTICE SOCIALE, L'AIDE SOCIALE ET L'ORGANISATION ECONOMIQUE

Le citoyen moyen du monde vit aujourd'hui dans un meilleur endroit que par le passé. Le revenu et l'espérance de vie ont augmenté en moyenne et les taux d'extrême pauvreté ont diminué. Néanmoins, la dispersion de ces progrès a été extrêmement inégale. La redistribution n'a pas

COMMENT LA PROTECTION SOCIALE ÉLÈVE LA SOCIÉTÉ

Un accord de protection sociale d'état peut être un investissement très bénéfique qui non seulement améliore le bien-être, tout le reste étant identique, mais qui élargit également l'éventail des possibilités réalisables et améliore la capacité des individus à en profiter. Le lien entre les possibilités et les capacités réalisables peut également donner lieu à deux équilibres localement stables - l'un avec un faible revenu et une faible capacité, l'autre avec un revenu plus élevé et une plus grande capacité. L'État qui offre une protection sociale peut engendrer un passage du piège du faible revenu à l'équilibre du haut revenu. Il augmente d'abord le revenu d'un groupe vulnérable. Ensuite, à mesure que les membres du groupe deviennent plus productifs, les revenus plus élevés qu'ils perçoivent génèrent une croissance supplémentaire des revenus. L'accès accru aux ressources augmente encore leur productivité, ce qui conduit à un revenu plus élevé, etc. Naturellement, le processus converge vers un niveau de productivité et de revenu plus élevé qu'auparavant.

Un État de protection sociale peut également modifier la relation de production. Les travailleurs obtiendraient simplement plus de pouvoir et pourraient ainsi oser faire entendre leur voix contre d'autres règles injustes sur leur lieu de travail. Les travailleurs vulnérables peuvent alors devenir moins vulnérables lorsqu'ils perçoivent des avantages sociaux et un soutien. Les conséquences pour un travailleur d'être licencié deviennent moins sévères lorsqu'il est assuré socialement. La santé de ses enfants dépend moins de leur propre revenu lorsqu'ils ont accès aux services de santé publique. Les travailleurs sont mieux formés lorsque le système éducatif s'améliore. Les programmes d'État d'aide sociale qui responsabilisent les travailleurs et augmentent leurs options extérieures à court terme et leurs chances à vie à long terme augmenteraient également les salaires les plus bas que les travailleurs sont disposés à accepter. À mesure que les salaires les plus bas augmentent, la répartition des salaires change également. Ces changements - salaires plus élevés et plus de pouvoir au bas de l'échelle salariale - coïncident avec les emplois les plus rentables. La rentabilité des mauvais emplois n'est élevée que lorsque les travailleurs sont faibles et que les autres salaires sont bas. L'autonomisation des travailleurs par le biais de programmes d'aide sociale peut mettre un terme à ce type de domination des employeurs, largement répandue dans les pays en développement. Cela peut transformer de mauvais emplois en bons emplois. Encore une fois, les changements sont les plus dramatiques au bas de la répartition des salaires et des compétences. Dans l'ensemble, l'impact des politiques d'aide sociale sur la répartition des salaires avant impôt peut être décrit comme une compression par le bas.

réussi à atteindre les populations les plus pauvres du monde, tant au niveau mondial que national. Depuis les années 1980, les revenus et la richesse sont devenus plus concentrés entre les mains des super-riches. Le monde dérive vers un nouvel âge doré où la ploutocratie mondiale devient de plus en plus dominante. En outre, le bien-être matériel accru ne s'est pas traduit par un bien-être subjectif accru dans les sociétés riches. Nous discutons du soi-disant paradoxe de Easterlin en soulignant comment les comparaisons sociales entravent le bien-être subjectif et comment les aspirations individuelles dépendant du contexte social peuvent perpétuer les pièges de la pauvreté.

Notre discussion sur les systèmes économiques commence par observer que les marchés sont des systèmes indispensables pour la répartition des facteurs de production et des biens de consommation. Plutôt que de converger vers les formes néolibérales des organisations économiques, une grande variété de systèmes capitalistes est possible, en fonction de leur système de détermination des salaires et de leur niveau de redistribution des revenus. La culture ajoute à cette variété. Une philosophie sociale coopérative a sans doute joué un rôle dans la création d'institutions de redistribution et de filets de sécurité de grande envergure dans certains pays.

LA COURSE VERS LE BAS?

La concurrence s'étend désormais aux institutions, aux politiques et aux degrés d'orientation du marché. Bien que cela puisse donner lieu, dans certains cas, à des institutions plus égalitaires avec des syndicats forts et des États providence généreux, la concurrence peut dans d'autres cas conduire à une course vers le bas en termes de faibles taux d'imposition, peu de réglementation et normes sociales faibles. Le mécanisme pour la course vers le bas est simple. Les personnes et les capitaux peuvent se déplacer vers des pays où la rentabilité de leurs services est plus élevée, les impôts moins élevés et les réglementations moins nombreuses. Les personnes hautement qualifiées sont plus mobiles que les personnes peu qualifiées - elles peuvent se permettre de déménager et obtiennent plus facilement des permis de travail. L'impact de la mobilité de la main-d'œuvre entre pays peut être plutôt négatif pour l'ampleur de la redistribution et le degré de progressivité des impôts. La course vers le bas semble évidente dans le cas de la taxation du capital. Les taux de l'impôt sur les successions ont grimpé en flèche entre les années 1950 et 1970, lorsque la mobilité des capitaux était plutôt faible aux États-Unis et au Royaume-Uni. Depuis lors, la plupart des impôts sur le capital ont connu une tendance à la baisse. L'impôt sur la fortune a presque disparu en Europe à l'exception de la France. Par rapport aux impôts sur le capital, la course au fond semble être moins sévère en matière d'impôt sur le travail.

UN REVENU DE BASE MONDIAL

Parmi les problèmes pratiques posés par l'instauration d'un revenu de base au niveau national, on peut citer la perspective d'afflux de migrants dans le pays, ce qui risque de mettre à rude épreuve les gouvernements. Cela peut conduire à des politiques d'immigration restrictives ou à des risques de marginalisation sociale et de ségrégation des immigrants sur le marché du travail. Compte tenu de ces questions et d'autres, certaines personnes préconisent un revenu de base global. D'autres proposent une approche progressive et désignent l'Union européenne ou l'ALENA comme principales unités de distribution d'un revenu de base supra-étatique. Certains auteurs ont proposé un revenu de base global sous la forme d'un dividende mondial sur les ressources visant à éradiquer la pauvreté dans le monde, dans le cadre d'une stratégie plus large incluant des mesures radicales telles qu'un impôt mondial sur la richesse ou une taxe Tobin. Le changement climatique est également un problème qui soutient l'idée d'un revenu de base global. La capacité d'absorption du carbone de l'atmosphère est une ressource naturelle à laquelle tous les êtres humains ont droit. En même temps, toute l'humanité a droit à des ressources naturelles héritées et au coût de la préservation de l'écosystème. Le revenu de base pourrait être un moyen de redistribuer les coûts et les avantages des politiques nécessaires pour préserver l'écosystème. La nécessité de ralentir l'épuisement d'une ressource naturelle précieuse par souci d'équité envers les générations futures et la nécessité d'internaliser les externalités négatives étroitement associées à l'utilisation des énergies fossiles peuvent justifier une taxe mondiale sur les émissions de carbone pour financer un revenu de base mondial.

L'essentiel de notre argument est que l'égalité peut servir de stratégie de développement. Une première pierre angulaire est la compression des salaires. Elle stimule l'innovation à mesure que la rentabilité des nouvelles technologies augmente et elle élimine les entreprises du marché qui utilisent des technologies inefficaces. Empiriquement, les inégalités aux États-Unis entraînent une plus grande dispersion de la productivité que les pays nordiques plus égalitaires. Une deuxième pierre angulaire repose sur

l'élargissement des programmes de protection sociale universels, notamment l'aide au revenu, l'assurance sociale et le libre accès à la santé et à l'éducation

Une troisième pierre angulaire concerne la redistribution des actifs. Cela implique un revenu de base garanti, une succession et une réforme foncière. Prises ensemble, ces mesures autonomisent les travailleurs, qui peuvent alors échapper aux pièges de la pauvreté et la société dans son ensemble peut obtenir des revenus plus élevés. En explorant les formes de propriété et de contrôle des organisations productives, nous discutons à la fois du partage des bénéficiaires et de la propriété coopérative - des variantes d'entreprises démocratiques telles que les coopératives Mondragón et l'Association indienne des travailleuses indépendantes. Enfin, nous plaçons en faveur de la gouvernance démocratique des entreprises, en discutant des principes fondateurs, des gains d'efficacité qu'elle permet et des formes institutionnelles et juridiques réalisables.

Nous examinons de manière critique les affirmations selon lesquelles la mondialisation empêche les politiques égalitaires. Beaucoup affirment qu'une « course vers le bas » des taux d'imposition compromet la capacité fiscale de l'État et que la concurrence des travailleurs du « Sud » réduit les salaires non qualifiés dans le « Nord ». Nous notons que la part de la fiscalité n'a jamais été si importante dans les pays de l'OCDE, et que le changement technologique axé sur les compétences a joué un rôle plus important que le commerce dans la stagnation des salaires non qualifiés dans les pays riches. Les États sont loin d'être impuissants face à la mondialisation. Néanmoins, nous soulignons également certaines tendances qui pourraient limiter l'action redistributive des États à l'avenir. Les travailleurs hautement qualifiés migrent vers l'Amérique du Nord, probablement attirés par les impôts sur le revenu. L'immigration vers le nord semble compromettre la cohésion sociale et compromettre ainsi les politiques de redistribution, de nombreux électeurs se tournant vers les partis de droite.

Nous concluons en indiquant les politiques du 21^{ème} siècle pour lutter contre la montée des inégalités mondiales et nationales. Celles-ci comprennent un impôt sur le revenu plus progressif, un impôt mondial sur la richesse et un revenu de base global. Ces politiques peuvent sembler utopiques, car elles exigent une gouvernance mondiale beaucoup plus forte que celle qui existe actuellement. Cependant, elles peuvent être réalisées progressivement, comme cela a été le cas avec de nombreuses autres politiques dans le passé.

LES PENSEURS ET LES SYSTÈMES ÉCONOMIQUES

L'établissement de politiques pour le 21^{ème} siècle nécessite des connaissances. Nous pensons qu'il est peu probable que le système que nous observons actuellement, basé sur des taux de change flexibles et la mobilité des capitaux, les faibles barrières commerciales et les barrières élevées à la migration peu qualifiée, maintienne sa forme actuelle. L'échec et les crises financières que les « meilleurs élèves » du FMI - l'Argentine et les Tigres d'Asie - ont subies lors de la mise en œuvre de programmes de mesures. Il est à noter que chaque changement de paradigme politique a été précédé par un changement des « sentiments » parmi les économistes et les décideurs. C'est le cas des travaux de Keynes, qui ont servi de toile de fond à la prédominance des politiques axées sur la demande. Dans une certaine mesure, le capitalisme et la liberté de Milton Friedman ont sans doute eu un impact similaire dans les années 1970, à l'instar de la théorie générale de Keynes dans les années 40. Le premier a ouvert la voie à la « révolution de l'offre » qui caractérise l'époque actuelle. Néanmoins, nous assistons peut-être aujourd'hui à un changement de mentalité dans la discipline économique. De nombreux économistes lauréats du prix Nobel, de Joseph Stiglitz à Paul Krugman, ont mis en évidence les lacunes de la situation actuelle. Nous ne savons pas si l'opposition à la version actuelle de la mondialisation a atteint la

PARTIE II LE REGLEMENT POLITIQUE, LA GOUVERNANCE ET LES TRANSFORMATIONS SOCIETALES

- La mondialisation et la spirale des inégalités et du pouvoir politique des entreprises ont déclenché une crise de légitimité croissante dans les anciennes et les nouvelles démocraties, minant l'État-nation en tant que base de la politique de démocratie et de bien-être. Les pouvoirs des États, qui sont par ailleurs une pierre angulaire de la souveraineté, sont de plus en plus négociés avec des acteurs privés transnationaux et des institutions financières internationales et placés sous des juridictions externes.
- Les institutions de gouvernance mondiale disposent de peu de mécanismes pour tirer parti de la créativité et des connaissances tacites au niveau local. Elles confèrent implicitement l'expertise et l'autorité normative au Nord et aux centres de géopolitique ou de finance. Pour que la gouvernance transnationale produise des progrès sociaux, elle devra résoudre les difficultés de coordination, de financement, de responsabilité et d'adaptabilité des technologies de gouvernance.
- Il y a un déclin à long terme du nombre et de l'intensité des guerres, mais aussi une augmentation inquiétante des conflits armés depuis le début des années 2000, y compris des niveaux de terrorisme historiquement élevés. La réduction des inégalités des sexes et entre groupes ethniques suggère une tendance à long terme plus prometteuse, tout comme la démocratisation. Toutefois, si un système démocratique n'aborde pas les questions d'inclusion ethnique, religieuse et sociopolitique, de divisions territoriales et de partage du pouvoir, il pourrait en résulter une tension, un conflit et une violence accrues.
- Il y a des propositions pour rétablir les démonstrations et renationaliser la démocratie, les innovations démocratiques en Europe et en Amérique latine et les idées sur les normes démocratiques devant guider les procédures de gouvernance supranationale. Ainsi que des idées sur la réduction des effets de l'inégalité sur la prise de décision démocratique et l'organisation de systèmes électoraux pour accroître la participation des minorités.
- Les luttes pour la justice sociale à travers la démocratisation des médias ont acquis une nouvelle importance, faisant écho aux luttes précédentes et mettant en évidence la transparence et la responsabilité des infrastructures médiatiques, et des flux de données en particulier.

9 LES PARADOXES DE LA DÉMOCRATIE ET L'ÉTAT DE DROIT

La promesse de modernisation après la seconde guerre mondiale était que la croissance économique, l'égalité, l'état de droit et la démocratie se poursuivraient ensemble. À bien des égards, cela s'est produit. Pourtant, nombre de promesses de progrès social développées après la Seconde Guerre mondiale ont été compromises par des tensions internes au sein du projet démocratique, ainsi que par les tendances sociales et économiques. Tout en soulignant les défis que ces tendances ont posés pour les institutions et les acteurs démocratiques, nous examinons également les réponses (à la fois les propositions et les pratiques) qui ont émergé afin de relever

ces défis. Ce faisant, nous constatons que la conception même de la démocratie en tant que démocratie libérale (basée sur la délégation et le vote à la majorité) est mise à rude épreuve lorsque la vague néolibérale a attaqué les institutions mêmes intermédiaires (partis, syndicats, associations bénévoles) du développement de l'État providence et du capitalisme démocratique.

Nous commençons par noter l'inégalité croissante, ce qui signifie que la démocratie formelle est façonnée par des ressources énergétiques inégales, car la concentration de la richesse offre des avantages dans la capacité d'influencer la prise de décision publique avec la convertibilité mutuelle des ressources économiques et politiques. La spirale des inégalités et du pouvoir politique des entreprises se traduit par une crise de légitimité croissante dans les anciennes et les nouvelles démocraties. Le libéralisme, qui promettait la séparation entre l'État et le marché, est devenu un néolibéralisme fondé sur la domination de la société, exacerbé par la privatisation et la déréglementation. Cela a élevé les critères de profit privé au-dessus des considérations du bien public en général et a souvent encouragé la corruption. L'inefficacité et le manque de transparence favorisent la méfiance institutionnelle, avec des effets pervers.

Les défis sont également liés au fait que la démocratie a été principalement définie dans un

L'INTERNET ET LA DÉMOCRATIE

Dans le contexte de la démocratie délibérative, la véritable démocratie exige la participation et l'engagement des citoyens par le biais de discussions actives avec d'autres citoyens. Internet a donné l'espoir d'une sphère publique élargie et nouvelle, capable d'adopter un ensemble plus large d'idées et un plus large éventail de citoyens.

Le taux élevé de pénétration d'Internet, le faible coût des communications en ligne et la portée mondiale ont attiré l'attention sur les possibilités offertes par Internet en tant que source d'autonomisation des citoyens. À cet égard, Internet a le potentiel de générer un « pouvoir de communication », apportant des opportunités participatives aux agents traditionnellement « sans voix » pour exprimer leurs demandes - une plateforme où les individus et les communautés peuvent exprimer leurs besoins et leurs désirs. En outre, l'accès accru des citoyens à l'information gouvernementale et les possibilités de vote électronique permettent de nouveaux types d'engagement sur Internet avec les processus démocratiques. De plus, le pouvoir de diffusion d'Internet apporte une nouvelle dimension au journalisme citoyen et à la création de documentaires à la base, modifiant de manière significative les relations de pouvoir dans les médias. L'importance et l'attrait du potentiel d'autonomisation d'Internet dans les processus démocratiques sont multiples et indéniables.

Cependant, on en sait moins sur l'impact négatif que les TIC peuvent avoir sur les processus démocratiques. Certains arguments incluent le potentiel de polarisation sociale supplémentaire, Internet devenant un espace public pour les personnes instruites et riches ; les dangers de la surcharge d'informations et de la désinformation (voir le reportage viral des fausses informations rapportées lors des élections présidentielles américaines de 2016 et ailleurs); et la manière dont une action collective aussi radicale et rapide peut mener à une escalade violente des conflits.

La possibilité de construire des démocraties plus fortes en période de médias numériques et d'Internet n'est toujours pas bien comprise.

mode national, les démos étant identifiées comme étant la nation. Le remaniement économique produit par le capitalisme mondial a cependant produit à la fois une déterritorialisation et une reterritorialisation, ce qui nécessite de repenser (mais non réussi) la base de la démocratie mais aussi le bien-être et son fondement à la fois aux identités et aux institutions. Au Nord et (avec des caractéristiques différentes) au sud du globe, les mouvements de capitaux et de personnes posent des défis pour le pluralisme national et sa reconnaissance constitutionnelle, remettant en cause des concepts clés tels que la définition de la communauté politique et la relation entre les droits de l'homme et la citoyenneté.

Les principaux acteurs du développement démocratique

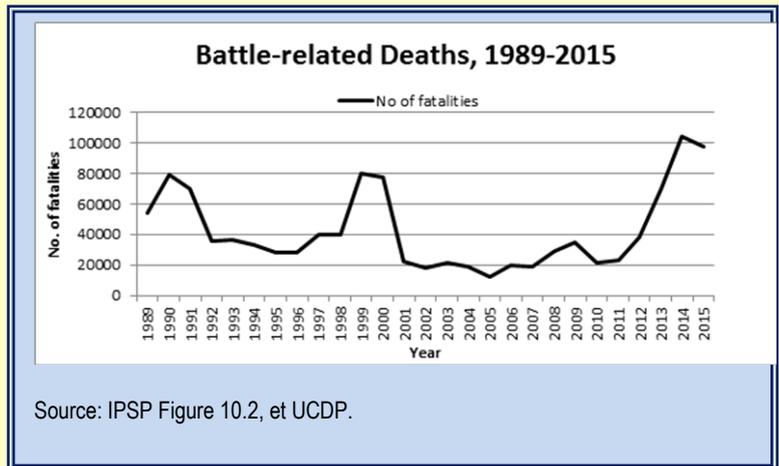
ont été touchés par ces défis. Les partis politiques sont un élément important de la démocratie, mais ils sont devenus un intérêt à part entière. Une crise de représentation a émergé du détachement social croissant des partis politiques par rapport aux clivages sociaux ainsi que des représentants élus des citoyens. Cela a eu des effets dramatiques sur la gauche, lorsque les partis de gauche ont soutenu les réformes de libéralisation. Compter sur l'expertise pour le développement de politiques progressistes n'est pas une solution étant donné le pouvoir non responsable de la science et les défis croissants de la privatisation de la connaissance, de l'opacité de la production des connaissances et de la persistance des déséquilibres de classe fondamentaux dans l'accès à la connaissance. Les canaux participatifs d'accès aux institutions ont été ouverts aux « citoyens ordinaires », mais ils n'abordent souvent pas les problèmes fondamentaux d'inégalités. Bien que les citoyens réclament souvent une participation directe, les expériences existantes permettent rarement aux citoyens de se prendre en charge.

Alors que le système judiciaire a été considéré comme un substitut de la participation démocratique des groupes minoritaires marginalisés, sa capacité à faire respecter les droits est limitée par l'élargissement (en particulier au niveau international) d'une *lex mercatoria* et le recours aux tribunaux pour protéger la liberté économique de la dynamique démocratique. L'état de droit a également été compromis par l'inégalité d'accès à la loi et par l'influence de la monnaie alors que le pouvoir judiciaire a également ses propres intérêts et que les juristes d'entreprises assument une fonction de courtage sur les marchés mondialisés. En revanche, dans le contrôle de la dissidence politique, l'État, au lieu d'être affaibli par la mondialisation, augmente sa portée et son pouvoir. La « guerre contre le terrorisme » a été utilisée pour contester l'état de droit par des États d'urgence et des dérives autoritaires qui tentaient d'imposer un « état d'exception » permanent.

D'un autre côté, les mouvements sociaux progressistes ont abordé les inégalités croissantes et les crises démocratiques en développant des visions alternatives de la démocratie, en insistant sur la participation plutôt que sur la délégation et la délibération sur la prise de décision majoritaire. Les conceptions participatives et délibératives ont été préfigurées et développées lors des récentes vagues de manifestations. La consolidation des acteurs opposés se heurte toutefois à des problèmes de fragmentation des bases sociales potentielles, de nécessité de construire une nouvelle identité collective et d'établir des canaux d'accès au pouvoir. Cela est dû à, mais a également déclenché, la réduction des droits des citoyens et l'affaiblissement du contrat social dont dépend le progrès social.

10 LA VIOLENCE, LES GUERRES, LA PAIX, LA SÉCURITÉ

Les questions de conflit, de violence et de progrès social et leurs interrelations sont depuis longtemps des sujets de discussion philosophique. La violence, en particulier sous ses formes les plus intenses et les plus extrêmes, constitue souvent un obstacle majeur au progrès social; Elle entraîne ou catalyse une série de préjudices physiques et humanitaires directs pour la population (tels que les pertes humaines et les déplacements), ainsi que des dommages socioéconomiques, environnementaux et autres. Cependant, le changement social peut impliquer lui-même une protestation populaire contre des conditions répressives telles que les gouvernements répressifs, l'occupation étrangère ou la domination coloniale. Cette protestation peut être exercée par des moyens non violents, mais parfois par la violence.



y a un déclin à long terme du nombre et de l'intensité des guerres, du moins depuis les guerres de Corée et du Vietnam. Cependant, il existe également des données montrant une montée inquiétante des conflits armés depuis le début des années 2000, y compris des niveaux de

FAIRE LA PAIX

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, et particulièrement depuis la fin de la guerre froide, le règlement des conflits par la médiation est devenu de plus en plus courant. Dans les années 90, il y a eu plus de tentatives de médiation qu'au cours des quatre décennies précédentes et la proportion de conflits aboutissant à des accords de paix était supérieure à celle aboutissant à une victoire militaire. Parmi les autres tendances marquantes observées au cours des deux dernières décennies, on peut citer le passage de la médiation d'un conflit inter-États à un conflit intra-étatique; une implication croissante des organisations régionales dans le rétablissement de la paix et l'institutionnalisation et la professionnalisation de la médiation internationale. L'importance de la médiation internationale dans les conflits meurtriers est indiscutable. C'est souvent le seul pont entre les hostilités et la paix et il peut constituer entre les ennemis mortels une plate-forme consensuelle de réconciliation à long terme, de reconstruction et de renforcement de l'État. Là où cela échoue, comme au Darfour de 2004 à aujourd'hui, en Syrie de 2012 à ce jour et au Rwanda avant le génocide de 1994, les morts et les destructions peuvent atteindre des proportions catastrophiques. En 1996, la médiation des Nations Unies a mis fin à la guerre civile au Guatemala. En 2005, l'Autorité intergouvernementale pour le développement a mis fin à la guerre au Soudan et en 2008, la médiation de l'Union africaine dans le conflit électoral au Kenya a empêché une descente dans la violence prolongée. La recherche en médiation s'intéresse de plus en plus à la durabilité des accords de paix. Une question clé à cet égard est de savoir si les règlements obtenus par la médiation sont plus ou moins susceptibles que les victoires militaires de conduire à une répétition de la violence. Selon Kreutz, 9,5% des victoires militaires dans les années 90 ont repris et 40% au début des années 2000; en revanche, 46,1% des règlements négociés ont entraîné une reprise des hostilités dans les années 90 et sont tombés à 21% au début des années 2000. D'autres brossent un tableau plus pessimiste...

terrorisme historiquement élevés. Des variations géographiques significatives suggèrent la gestion de ce phénomène. Certaines régions ont connu un déclin constant de la violence politique organisée (Asie de l'Est, Amérique du Sud et centrale); certaines régions ou certains pays connaissent beaucoup plus de terrorisme que d'autres (notamment le Moyen-Orient, l'Asie du Sud et certains États d'Europe). Les taux d'homicides diminuent avec le développement humain et l'intégration sociale, tandis que les taux de suicide ne suivent pas le même schéma. La violence sexuelle et sexiste dans les situations de conflit présente également des variations, ce qui indique que ce phénomène peut également être évité parmi les acteurs non étatiques (groupes de guérilla, mouvements de libération).

En ce qui concerne les moyens de violence, notamment le développement des armes, les stocks d'armes nucléaires ont été réduits, mais restent très élevés. Les dépenses militaires mondiales

ont connu une nette augmentation, pas la moindre au Moyen-Orient et pour certaines grandes puissances (Chine, Russie), même si elles ne sont toujours pas proches des arsenaux américains. Ces pouvoirs sont les principaux producteurs d'armes légères, les types d'armes les plus utilisés dans les conflits en Afrique, par exemple.

La persistance de la violence et des armes entrave les possibilités de progrès social et doit être inversée. Cependant, les actions internationales visant à contrôler ce modèle manquent d'engagement et d'application. Le système des Nations Unies a été activé depuis la fin de la guerre froide, mais il a eu des difficultés à relever les défis de ces dernières années, manifestement révélés par la guerre civile hautement internationalisée en Syrie. De même, les

mesures de désarmement n'ont pas progressé. Il semble y avoir peu de perspectives de nouvelles réductions d'armes nucléaires, bien que l'accord international sur la technologie nucléaire iranienne soit encourageant. Un traité récent important est le Traité sur le commerce des armes, qui est actuellement mis à l'épreuve pour contrôler le commerce illicite des armes, et qui manque encore de soutien des principales puissances majeures.

Il y a des progrès dans le domaine du rétablissement de la paix et de la médiation, car la fin négociée des conflits armés est devenue plus fréquente et de meilleure qualité. De même, la notion de consolidation de la paix est devenue une réponse nouvelle et évolutive. Comme dans le cas du rétablissement de la paix, il est nécessaire de créer des institutions nationales, régionales et internationales nouvelles. La capacité de l'État est importante car l'État est censé répondre aux augmentations de la violence et mener la société vers le progrès social. Les États « faibles » doivent être compris en termes de manque de capacité ou de légitimité de l'État, ou les deux. Le degré de diversité et de représentation ethnique et / ou ethno-confessionnelle revêt une grande importance. Il est amplement prouvé que le manque de participation à l'élaboration des politiques, ainsi que d'autres formes d'inégalité et de marginalisation de groupes importants de population, accroissent le risque de conflit et de violence. L'inégalité entre les sexes a un lien avec l'apparition, en particulier des guerres civiles. Les nouveaux médias sociaux jouent un rôle, non pas dans la création d'un conflit en tant que tel, mais dans la mobilisation d'une population.

Les inégalités décroissantes entre les sexes et les groupes ethniques suggèrent une tendance à long terme plus prometteuse, tout comme la démocratisation. Cependant, si un système démocratique n'aborde pas les questions d'inclusion ethnique, religieuse et sociopolitique, de divisions territoriales et de partage du pouvoir, cela peut entraîner une tension, un conflit et une violence accrue.

En outre, ce chapitre aborde les questions de gouvernance mondiale en matière de gestion et de prévention des conflits et de la violence. Il fait observer qu'il existe des variations géopolitiques, c'est-à-dire que le même problème peut être sensiblement différent d'une région à l'autre, ce qui rend les mesures uniformes inapplicables. Il convient également de noter qu'une grande partie de la coopération mondiale repose encore sur des arrangements informels, qui rendent possible l'action du Conseil de sécurité des Nations Unies dans certains cas, mais peuvent également entraver la mise en œuvre des décisions. Il y a un besoin d'institutions mondiales, nationales et locales stables, solides et durables.

11 ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET TECHNOLOGIES DE LA GOUVERNANCE

Par « organisations internationales », nous entendons des organisations au-delà d'un seul État qui s'engagent dans une gouvernance transnationale ou mondiale. Ce chapitre aborde cinq types d'organisations internationales : les organisations intergouvernementales dont les membres sont des États ; les organisations internationales non étatiques qui traitent directement des politiques transnationales ou mondiales ; organisations internationales de la société civile ; organisations commerciales internationales ; et les organisations internationales hybrides public-privé. Par «

organisations internationales », nous entendons des organisations au-delà d'un seul État qui s'engagent dans une gouvernance transnationale ou mondiale.

Ce chapitre aborde cinq types d'organisations internationales : les organisations intergouvernementales dont les membres sont des États ; les organisations internationales non étatiques qui traitent directement des politiques transnationales ou mondiales ; organisations internationales de la société civile ; organisations commerciales internationales ; et les organisations internationales hybrides public-privé. Les études de cas du chapitre se concentrent particulièrement sur les organisations intergouvernementales, mais en interaction avec d'autres organisations qui s'attaquent aux questions de droits de l'homme ; réfugiés et migration ; les droits des femmes ; la santé ; la propriété intellectuelle ; le conflit, la sécurité et le terrorisme ; et le changement climatique. En évaluant les organisations internationales, le chapitre commence par examiner la relation entre ces organisations avec l'ordre mondial et le désordre. Bien que la recherche empirique robuste se limite à l'élaboration de normes et à la surveillance, il est clair qu'une poignée de pays du Nord se trouve au premier rang des organisations intergouvernementales.

Ce chapitre décrit comment la gouvernance internationale et mondiale opère à travers diverses technologies de gouvernance. Ces technologies varient dans leur implication avec les acteurs transnationaux, nationaux et locaux, étatiques et non étatiques, dans leur conception et leur mise en œuvre. Les technologies de gouvernance ont été critiquées car elles disposent de peu de mécanismes pour exploiter la créativité et les connaissances tacites au niveau local et elles impliquent implicitement l'expertise et l'autorité normative dans le Nord et les centres géopolitiques ou financiers. Ce faisant, ils coupent la voix de nombreux acteurs nationaux.

DROITS DES FEMMES

Les organisations internationales sont souvent réticentes à aborder des questions sujettes à controverse, telles que les droits des femmes en matière de procréation. Le défi des organisations locales qui cherchent à s'approprier les concepts des droits fondamentaux des femmes pour améliorer leur statut consiste à exploiter la gamme de possibilités offertes par les organisations internationales d'une manière qui convient aux circonstances tout en résistant à la pratique consistant à échanger les droits des femmes contre d'autres questions, telles que le maintien de la tradition ou la stabilité politique. Les alliances avec des féministes travaillant au sein de bureaucraties internationales peuvent être utiles. Globalement, il s'agit d'un champ social dynamique et contesté, caractérisé par des coalitions et des luttes entre organisations internationales, société civile et États. Ces concours redéfinissent continuellement les droits des femmes et ce que ces idées et

Nos études de cas démontrent à la fois les promesses et les problèmes des organisations internationales en matière de renforcement de l'épanouissement humain. Ils révèlent la complexité de l'engagement entre le Nord et le Sud et les processus locaux et mondiaux. Pour que la gouvernance transnationale produise des progrès sociaux, elle devra résoudre les difficultés de coordination, de financement, de responsabilité et d'adaptabilité des technologies de gouvernance.

Ce chapitre souligne l'importance des interactions entre les organisations internationales et les

organisations nationales et locales. L'une des dimensions les plus frappantes du rôle des organisations internationales dans la gouvernance est la manière dont elles interagissent avec les communautés locales.

Un financement limité constitue un obstacle majeur à l'efficacité des organisations internationales. Un consensus croissant sur l'importance de tirer parti d'autres formes de capital pour augmenter les ressources financières peut atténuer ce problème. Reconnaître et intégrer des actifs non financiers allant du capital socioculturel et politique au capital intellectuel contribue à encourager les appuis locaux aux technologies transnationales de gouvernance et à permettre aux communautés situées de s'engager en tant que parties prenantes.

Les organisations internationales devraient sensibiliser et diffuser les connaissances locales dans toutes les régions du monde. Ils doivent identifier les innovations réussies dans les pays, les régions et les communautés. Ils doivent discerner dans quels contextes les innovations fonctionnent et adapter les innovations à ces contextes.

REFUGIES: PROPOSITIONS POUR UNE MEILLEURE GOUVERNANCE

Afin de résoudre le problème mondial des réfugiés, une série de recommandations à court et à moyen terme peuvent être extraites de la littérature. Premièrement, il faut augmenter les canaux légaux de migration en éliminant les mesures sans contrepartie. Deuxièmement, le principe de non-refoulement doit être strictement respecté. En cas d'afflux massif de réfugiés, les États doivent veiller à ce que les réfugiés «soient accueillis dans un environnement sûr et accueillant». Troisièmement, un dialogue institutionnalisé doit exister entre les pays du Nord et les pays du Sud afin de concrétiser le principe du partage de la charge, à la fois financier et physique. Quatrièmement, un comité des droits des réfugiés doit être créé, composé d'experts juridiques indépendants pour superviser la mise en œuvre de la Convention de 1951. Cinquièmement, une réponse adéquate au problème des réfugiés climatiques doit être élaborée. Plusieurs possibilités pourraient être explorées, notamment l'élargissement de la définition du réfugié dans la Convention relative aux réfugiés de 1951 ou l'adoption d'un protocole sur les réfugiés climatiques à la Convention de Genève. Sixièmement, il doit y avoir des initiatives au niveau régional. Par exemple, dans le cas de l'UE, un «arrangement institutionnel supranational garantissant un partage équitable des responsabilités au sein de l'UE» doit être mis en place. Il devrait créer une autorité de l'asile de l'UE qui agirait sur tout le territoire de l'UE. Cela inclurait la création d'une cour d'appel indépendante de l'UE en matière d'asile, ainsi que d'un code de l'asile de l'UE qui couvrirait les questions liées au droit matériel et procédural et aux normes de traitement. Septièmement, il convient d'accorder toute l'attention voulue aux causes profondes des flux de réfugiés. À cet égard, il reste encore beaucoup à faire pour prévenir les conflits, les interventions et les guerres qui sont parmi les causes profondes des flux de réfugiés. Huitièmement, les pays non partis à la Convention de 1951 devraient être exhortés à y adhérer. Neuvièmement, le droit international des droits de l'homme, avec son champ d'application plus large, devrait devenir la base principale de la protection des réfugiés.

SANTÉ PUBLIQUE

L'OMS et le système des Nations Unies ont largement contribué au progrès social en santé mondiale, en utilisant divers outils de gouvernance. Les résultats sont néanmoins l'aboutissement des efforts de nombreux pays, notamment les États membres qui défendent les questions sur les conseils de gouvernance, les défenseurs qui poussent leurs gouvernements à prendre en charge les problèmes de santé mondiaux, les financiers publics et privés et produire un effectif de santé publique compétent.

La santé, à tous les niveaux, est un effort collectif. Il est coproduit par des individus, des familles et des communautés avec ceux qui interviennent, que ce soit au niveau clinique ou politique, et au niveau local ou mondial. Le paysage mondial de la santé du XXe siècle a été façonné par un ensemble d'institutions paternalistes relativement descendant. Ce paysage est devenu compliqué au début du 21ème siècle. Les trois tendances majeures des deux dernières décennies ont été un financement plus discrétionnaire (et un financement à plus long terme), une gouvernance multipartite (et une représentation non centrée sur le gouvernement) et des mandats plus restreints (ou des initiatives axées verticalement plutôt que des objectifs systémiques plus larges). Si le scénario actuel se poursuit, des progrès supplémentaires sont-ils possibles ?

Un scénario de « business as usual » est possible - peut-être probable - en raison des intérêts profondément enracinés des élites, en tant que principaux donateurs financiers, siégeant dans les organes de gouvernance et au sein des institutions. Une vigilance insuffisante face à l'évolution de la situation mondiale en matière de santé pourrait bien conduire à une dégradation de la confiance et de l'ordre social, et perpétuer les inégalités de santé à l'intérieur des pays et entre eux. Une organisation internationale de la santé adaptée au XXIe siècle doit accorder une plus grande attention à l'inclusion sociale et à l'équité. Une action concertée sur les déterminants politiques et commerciaux de la santé sera nécessaire. Cela nécessitera un engagement actif de la société civile et la prise en compte de nouvelles formes de gouvernance mondiale de la santé.

Les mécanismes de responsabilisation sont importants, mais ils mettent généralement l'accent sur la responsabilité individuelle plutôt que sur les réformes structurelles dans des économies politiques complexes. Différents types de mécanismes doivent être soutenus par une culture organisationnelle et managériale adaptée pour éviter les pièges d'une responsabilité superficielle.

12 LE CAPITAL DE GOUVERNEMENT, LE TRAVAIL ET LA NATURE DANS UN MONDE EN MUTATION

Ce chapitre tente d'établir un tableau de bord analytique permettant d'étudier les principaux acteurs, institutions et instruments régissant notre monde. En dépit de son omniprésence apparente, la gouvernance est une expression relativement nouvelle dans ce contexte, suggérant à la fois de nouveaux modes d'exercice du pouvoir et une focalisation accrue sur l'organisation d'un monde en mutation rapide. De manière générale, la gouvernance peut être comprise comme l'exercice du pouvoir organisé autour de multiples sites dispersés opérant à travers des réseaux transnationaux d'acteurs, tant publics que privés, nationaux, régionaux et locaux.

Le passage à la gouvernance est souvent considéré comme étant contemporain, si ce n'est lié à de profonds changements dans la signification et la nature du gouvernement associés à la montée en puissance des idées et des préceptes néolibéraux.

Cela a eu des implications significatives sur la manière dont la gouvernance a tendance à être comprise. Les critiques l'associent directement au rôle changeant des États dans la sphère économique et sociale. La gouvernance transnationale, en particulier, est critiquée pour avoir mis en avant les priorités des investisseurs institutionnels souvent au détriment des objectifs sociaux ou environnementaux, subordonnant les principes de l'avantage « comparatif » ou «coopératif» à l'avantage « concurrentiel » et promouvant des formes de réglementation sur des interventions stratégiques ou structurelles (telles que la politique industrielle). Des décalages associés localisent les pouvoirs des États, qui sont par ailleurs une pierre de touche de la

TRAITÉS D'INVESTISSEMENT : PROBLÈMES D'ARBITRAGE

Les arbitrages commerciaux internationaux impliquent généralement des litiges de droit privé concernant des contrats entre deux parties privées ou entre une partie privée et un État agissant à titre privé. En revanche, les arbitrages de traités d'investissement impliquent des réclamations d'investisseurs étrangers contre des États pour des actes accomplis à titre public. Par exemple, Philip Morris a contesté la décision de l'Uruguay et de l'Australie d'adopter une réglementation sur l'emballage du tabac, tandis que Vattenfall a contesté la décision de l'Allemagne de sortir du nucléaire. Mais il est important de faire la distinction entre les investisseurs qui déposent des demandes d'indemnité et ceux qui le font avec succès : il convient de noter que l'Australie, et peut-être de manière plus significative l'Uruguay, se sont défendus avec succès contre les affirmations de Philip Morris. Mais les États peuvent toujours être tenus de dépenser des sommes considérables pour défendre leurs mesures réglementaires... Un État qui réussit est susceptible de recevoir une partie de cet argent sous forme de dépens. Mais l'Uruguay devait encore supporter 30% de ses frais légaux; En outre, la longue période d'incertitude créée par l'affaire était sans doute bénéfique pour Philip Morris et aurait pu persuader d'autres États de différer ou d'abandonner des réglementations similaires. Les traités d'investissement semblent toutefois être en train de passer de la protection principalement aux investisseurs étrangers à la protection des prérogatives importantes de l'État. En ce qui concerne la procédure, de nouvelles propositions sont sur la table pour remédier à certaines des insuffisances actuelles, même si aucune proposition n'a encore pris de l'élan. Les traités d'investissement de type ancien prévoyant une forte protection des investisseurs et peu de protections expresses de la souveraineté des États étaient généralement fondés sur des modèles élaborés par des États exportateurs de capitaux ne craignant guère d'être poursuivis par des investisseurs étrangers dans leur propre pays. L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) était inhabituel, car il incluait la protection des investissements dans un traité entre trois États, dont deux étaient des États développés. Un résultat a été que le Canada et les États-Unis se sont retrouvés poursuivis en justice par des investisseurs appartenant à l'autre pays. Ils ont donc décidé de réviser leurs modèles de traités d'investissement afin de trouver un meilleur équilibre entre protection des investissements et souveraineté des États. Les États développés ont ainsi commencé à se rendre compte qu'ils avaient des intérêts en tant qu'exportateurs et importateurs de capitaux, et ils ont ouvert la voie à des clauses visant à distinguer les mesures de réglementation non discriminatoires visant à promouvoir des objectifs légitimes de bien-être public tels que la santé publique, la sécurité et l'environnement, des actes d'expropriation indirecte.

souveraineté, qui sont de plus en plus négociés avec les acteurs privés transnationaux et les institutions financières internationales (IFI) et placés sous des juridictions externes. Le passage à la gouvernance tend également à être encadré, directement ou indirectement, à juste titre ou

non, parallèlement aux réductions des dépenses publiques de santé, d'éducation, de logement et de dépenses sociales où qu'elles se soient produites, les gouvernements sous-traitent les services publics à des agences privées et quasi-privées ou les cèdent au secteur bénévole. Au risque de trop simplifier l'opinion de ses détracteurs, si les gouvernements modernes décrivent la règle par / des citoyens, la gouvernance décrit la règle sur les sujets.

Ce chapitre met en évidence un paysage de gouvernance plutôt plus fluide et différencié dans les cinq domaines qu'il étudie, à savoir les finances, l'investissement, le commerce, le travail et l'environnement. En finance, alors que la réglementation peut sembler être devenue plus transnationale et même volontaire, les résultats de la déréglementation ont reconfiguré la nature du risque et les cadres cognitifs et politiques pour y faire face. Dans le même temps, un risque croissant que les États aient à payer la facture finale peut encore devenir un point de départ pour des approches réglementaires plus différenciées. D'autre part, non seulement les accords environnementaux continuent d'être mis en œuvre et appliqués à l'échelle nationale et infranationale, mais les interventions sur les marchés et les institutions transnationales ont eu lieu parallèlement - et parfois par cooptation mutuelle - d'autres types d'interventions, y compris celles visant à promouvoir la décentralisation et le contrôle communautaire des ressources. Les tendances de la réglementation du travail peuvent également refléter les choix individuels des États plutôt que les pressions transnationales directes, ou être contraires aux préférences des organisations internationales spécialisées dans ce domaine. Même dans le domaine controversé des traités d'investissement, il existe une grande fluidité en ce qui concerne les normes, la juridiction et les acteurs au sein et entre les arènes nationales et internationales. Ainsi, en procédant à un examen plus approfondi et en bénéficiant d'une approche plus spécifique à un domaine, nous ne verrons pas nécessairement un changement radical ou uniforme, mais plutôt une mosaïque de cadres réglementaires, des tendances assez disparates en matière de négociation, de mise en œuvre et d'impact et un avenir riche en possibilités.

13 MÉDIAS ET COMMUNICATIONS

L'évolution des technologies numériques au cours des trente dernières années a considérablement accru la capacité des êtres humains à communiquer à travers le temps et l'espace. Les infrastructures médiatiques ont simultanément acquis une grande complexité. Par «média», nous entendons les technologies pour la production, la diffusion et la réception de la communication, mais aussi les contenus distribués à travers ces technologies et les institutions associées à leur production, leur diffusion et leur réception. Les relations entre médias, communications et progrès social sont complexes. De plus en plus de personnes peuvent désormais donner un sens et être connectées par le biais des médias, fournissant ainsi une ressource importante aux nouveaux mouvements pour la justice et le progrès social. Dans le même

LES MOUVEMENTS DE PROTESTATION ET LES MÉDIAS

Les mouvements de protestation contemporains ont tendance à s'appuyer sur une «écologie médiatique élargie» des médias anciens et nouveaux, où les canaux de communication traditionnels sont mélangés à de nouveaux outils numériques d'activisme. Une variété d'écologies des médias s'est révélée importante dans le contexte de différentes luttes pour la justice sociale à travers le monde. L'interaction entre les médias traditionnels et numériques a atteint de nouveaux sommets, alors que les soulèvements arabes de 2010 et 2011 ont engendré une scène vibrante de médias et de culture dissidents. La montée de la comédie politique a été la marque du soulèvement : à Bahreïn, en Syrie et en Tunisie, les vidéos numériques ont témoigné d'atrocités, se sont moquées des dictateurs et ont présenté une variété d'animations, de danses, de théâtres et de chansons. Les médias d'artistes et de militants, souvent produits et diffusés dans des conditions extrêmement risquées, constituent une forme importante d'«insurrection créatrice». Pendant cette même période, l'activisme médiatique en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles se développe également dans le monde entier. Par le biais de stratégies médiatiques créatives, les groupes de défense des droits ont réalisé, à partir des années 90, des progrès remarquables dans le domaine de l'égalité entre les sexes, allant du suffrage universel pour les femmes aux droits des minorités sexuelles. Autre exemple, dans la lutte contre ISIS, des militants ont organisé des festivals clandestins de courts métrages, tournés sur des téléphones portables, défiant ainsi la censure politique locale et les interdictions morales. Le groupe «Raqqa est en train d'être massacré silencieusement» a documenté les atrocités de la vie quotidienne sous l'État islamique, les propageant sur les médias sociaux et se connectant avec des journalistes grand public du monde entier. Comme ces exemples l'illustrent également, il faut veiller à contextualiser le rôle des plateformes numériques dans les mouvements sociaux. Les technologies numériques et les plates-formes de médias sociaux conduisent rarement les actions politiques et les manifestations en elles-mêmes. Les stratégies de communication des mouvements sociaux peuvent impliquer non seulement les technologies numériques, mais également un large éventail de médias non numériques. Lors des manifestations de 2013 sur la place Gezi en Turquie, organisées en 2013-2016, la solidarité s'est construite grâce à un mélange de médias combinant zines photocopiés et performances de rue avec du contenu partagé sur des plateformes de médias sociaux.

temps, la répartition inégale des opportunités d'accès et d'utilisation des médias est en soi une dimension de la justice sociale.

MARCO CIVIL DU BRÉSIL

Contrairement aux États autoritaires qui se soucient davantage des conséquences d'Internet pour la stabilité du régime que pour la liberté et des démocraties libérales d'Amérique du Nord et d'Europe, qui craignent un contrôle accru de la part de l'État et se remettent souvent à une gouvernance privée et corporatisée des infrastructures médiatiques. Le Brésil est favorable à l'Internet gratuit et universel, tout en critiquant les structures de gouvernance internationales qui le guident. Le Marco Civil est un exemple de réflexion alternative sur la gouvernance de l'Internet et sa relation avec la justice sociale au sens large, sans prétendre qu'un cadre réglementaire puisse créer un type différent d'infrastructure Internet, sans parler de toutes les questions de pouvoir que toute infrastructure de communication donne lieu. Le Marco Civil a cherché à repenser les notions de liberté et de citoyenneté en ce qui concerne Internet. Adopté le 23 avril 2014, le cadre des droits civils est conçu comme un prototype de la réglementation de l'Internet à l'échelle mondiale. Le Marco Civil est issu de NETmundial, une conférence convoquée par le comité directeur national pour l'Internet au Brésil et organisée sous la forme d'un dialogue multipartite entre le gouvernement, l'industrie et la société civile. Le cadre qui est devenu le Marco Civil a été développé à la suite d'une série de délibérations en ligne et hors ligne qui ont invité les citoyens brésiliens à définir un cadre juridique pour la réglementation de l'Internet. Cette initiative est significative non seulement en tant qu'initiative née de la société civile en dialogue avec les secteurs public et privé, mais également en tant que proposition émanant du Sud, encadrée par des mouvements sociaux attachés à l'idée de droits à la communication. Le Marco Civil a le potentiel d'équilibrer le pouvoir mondial des États-Unis sur les questions de gouvernance de l'Internet.

Les infrastructures médiatiques et l'accès aux médias se sont inégalement répartis et les conséquences des médias sur le progrès social ne peuvent être déterminées à un niveau général. Les médias traditionnels et numériques se sont développés selon des histoires distinctes à travers le monde, avec une commercialisation et un contrôle de l'État variables (des études de cas sont fournies sur la Chine, la Russie, la Suède, l'Afrique du Sud, l'Indonésie et le Mexique). Les inégalités d'accès aux

infrastructures médiatiques sont profondes, entre les régions et à l'intérieur des pays, avec des implications pour les objectifs de développement durable (ODD). Les flux culturels à travers les médias varient considérablement au sein des régions et entre les régions.

Pendant ce temps, la dépendance croissante de la population vis-à-vis d'une infrastructure en ligne qui médiatise la vie quotidienne augmente l'importance des sociétés qui fournissent cette infrastructure. Cela a transformé la gouvernance des infrastructures médiatiques, passant d'une gouvernance formelle à une gouvernance informelle et de l'importance croissante des institutions et des pratiques de gouvernance transnationales, dans lesquelles les entreprises, et non les États, exercent une influence prépondérante, notamment sur les algorithmes, avec des implications ambiguës pour le pouvoir des entreprises et les droits individuels, pour la sphère publique et pour le progrès social.

Le journalisme est depuis des siècles une forme institutionnelle essentielle pour la diffusion des connaissances publiques et contribue ainsi au progrès social. Alors que les technologies numériques se sont développées, qui peuvent faire du journalisme, d'autres aspects de la numérisation ont sapé l'économie du journalisme public, avec de nouvelles menaces pour les journalistes de l'instabilité politique croissante. Malgré cela, il existe de nouvelles voix dans le journalisme mondial (par exemple, TeleSUR et Al-Jazeera).

La mise en réseau croissante des communications change également la citoyenneté, car les citoyens trouvent des informations, développent des fidélités imaginatives et établissent des liens pratiques au-delà des frontières nationales, non seulement dans le Nord et avec des

implications particulières pour la jeunesse mondiale. Une vie plus « connectée » n'est toutefois pas simplement « meilleure » (voir nos études de cas sur la vie dans un village patrimonial chinois et sur l'oppression médiatique et la résistance des travailleurs précaires en Asie de l'Est).

Les luttes pour la justice sociale à travers la démocratisation des médias ont acquis une nouvelle importance, faisant écho aux luttes précédentes et mettant en avant la transparence et la responsabilité des infrastructures médiatiques, et des flux de données en particulier. Parmi les préoccupations figurent la neutralité du réseau, la liberté d'Internet, les opérations discriminatoires des algorithmes et la surveillance automatisée sur laquelle reposent désormais la plupart des entreprises en ligne. La société civile a des implications pour le pouvoir de l'État et des entreprises (voir par exemple le cas de l'Inde et de Free Basics de Facebook). Un nouveau modèle audacieux de gouvernance de l'Internet a vu le jour au Brésil (Marco Civil).

Pourtant, les médias restent le canal par lequel de nombreuses luttes pour le progrès social sont menées. Les zapatistes au Mexique sont un exemple important d'utilisation novatrice des médias pour le progrès social, mais l'utilisation des technologies des médias par les mouvements sociaux a pris de nombreuses formes à travers le monde, révélant des contraintes importantes. Étant donné que les anciens médias ne disparaissent généralement pas, mais sont liés de manière nouvelle par les médias numériques, ce sont les écologies globales des ressources médiatiques sur lesquelles les mouvements qui luttent pour le progrès social ont lutté contre les injustices auxquelles les personnes handicapées doivent faire face comme un exemple créatif des ressources médiatiques.

Un accès efficace aux médias est une composante nécessaire de la justice sociale. Mais les conséquences des médias sur le progrès social sont compliquées par l'accès inégal aux médias, la pluralité des espaces où les gens se connectent via les médias et les multiples utilisations des ressources de communication (le discours de haine est également activé par Internet). Les infrastructures médiatiques sont un bien commun dont la gouvernance devrait être ouverte à la participation démocratique. Les préoccupations concernant la surveillance automatisée et les coûts environnementaux des déchets numériques doivent également être prises en compte. Notre plan d'action et notre boîte à outils énumèrent diverses mesures à ces fins.

14 DÉFIS DE L'INÉGALITÉ ET LA DÉMOCRATIE

Nous comprenons que la démocratie est un processus de prise de décisions collective entre personnes, qui s'inscrit dans des normes contraignantes pour la société de ces personnes. C'est un processus de prise de décisions dans lequel les personnes participent sur un pied d'égalité à la détermination des normes juridiques et conventionnelles qui les lient et dans lesquelles le groupe de personnes, prises collectivement, sont souveraines. La démocratie peut être comprise comme un terme descriptif, faisant référence à des sociétés politiques qui existent réellement ou comme un idéal normatif pour l'évaluation des sociétés politiques. Dans ce chapitre, nous nous concentrons principalement sur les principes moraux fondamentaux qui peuvent justifier ce processus égalitaire de prise de décision collective et sur les défis pour comprendre et réaliser cet idéal dans le monde moderne. Après un premier bilan du principe de base et de la réalisation sociale et institutionnelle de ce principe, nous abordons les défis liés à l'articulation et à la mise en œuvre de ce principe dû à la réalité des inégalités économiques et du pluralisme religieux, ethnique, racial et racial des sociétés modernes, et au fait que les systèmes démocratiques étatiques opèrent dans une société mondiale plus vaste.

Nous discutons ensuite et évaluons la pertinence des institutions, procédures et organisations démocratiques pour traduire les principes moraux dans la grammaire structurelle des

démocraties actuelles et dans laquelle mesure ils peuvent garantir les principes fondamentaux et les promesses normatives de la démocratie. Les idées d'égalité et de souveraineté à la base de la démocratie ne peuvent être pleinement appréciées sans une compréhension du pluralisme, de la complexité et de l'interdépendance mondiale des sociétés modernes.

INSTITUTIONNALISER L'INNOVATION DÉMOCRATIQUE

Les innovations démocratiques peuvent être conçues pour mieux réaliser l'égalité publique de manières très différentes - par exemple, par une sélection aléatoire, une représentation de groupe ou des règles qui privilégient les intérêts des personnes politiquement marginalisées. Les modèles institutionnels peuvent habiliter les groupes minoritaires, reconnaître de nouvelles identités sociales et culturelles et intégrer des groupes historiquement marginalisés dans la sphère publique. La pratique d'innovations bien organisées et politiquement évidentes prouve que la participation des citoyens peut briser les impasses politiques, aboutir à des décisions qui redistribuent les ressources de l'État, recentrer la fourniture de biens publics aux plus démunis et permettre aux pauvres d'accéder aux services publics.

Le principal défi de la gouvernance participative est la manière dont les innovations démocratiques peuvent être intégrées efficacement dans les systèmes démocratiques. L'un des aspects de ce défi est que l'élan radical et les conceptions originales des innovations démocratiques sont souvent dilués à mesure que la pratique s'étend. La budgétisation participative est un bon exemple : de nombreuses initiatives de budgétisation participative en Amérique latine ressemblent beaucoup à la pratique antérieure du Brésil. Cependant, en voyageant en Europe et en Amérique du Nord, bon nombre des nouvelles formes étaient des imitations relativement médiocres.

L'émergence d'organismes publics autonomes chargés de promouvoir la participation du public constitue un développement intéressant. La Commission des audiences publiques sur l'environnement du Québec et l'ancien Conseil danois de la technologie sont des exemples rares d'institutions créées par des gouvernements ayant pour mandat d'établir des pratiques indépendantes, de haute qualité et récurrentes en matière de

Nous considérons l'égalité publique comme le principe normatif de base de la démocratie et guidons nos efforts pour comprendre les défis auxquels la démocratie est confrontée. Le principe nous aide à penser à la démocratie selon deux dimensions distinctes : procédurale et substantive. La démocratie se fonde sur le principe de l'égalité dans le

sens où, parce que les personnes ont un statut et une valeur égaux, le processus de prise de décisions collective vise à promouvoir les intérêts des membres de la société sur un pied d'égalité. L'idéal de la démocratie est une réalisation publique unique du statut et de la valeur égaux de chaque citoyen dans le sens où tous peuvent voir qu'ils sont traités sur un pied d'égalité malgré tous les désaccords et conflits d'intérêts qui se posent dans les sociétés modernes. La démocratie y parvient en donnant aux gens une voix égale dans la prise de décisions collectives contraignantes et en protégeant les droits civils fondamentaux. Cette égalité implique l'égalité des capacités de délibérer avec ses concitoyens et un pouvoir de vote égal et la capacité de négocier lorsque des désaccords persistent. L'enjeu est d'étendre et d'approfondir cette idée dans le contexte de sociétés hautement pluralistes et globalisantes.

Nous avons structuré le chapitre en fonction des défis fondamentaux auxquels la démocratie est confrontée au XXI^e siècle. La première partie explore les défis de l'inégalité socioéconomique, de l'inégalité entre les sexes, de l'inégalité religieuse, de l'inégalité raciale, de l'inégalité générationnelle et de l'inégalité raciale. La mondialisation devient alors une menace externe pour l'égalité publique, le populisme comme une menace interne de plus en plus puissante dans le monde de l'OCDE et le défi que la science et la technologie posent à la démocratie. Bien que ces sections uniques se concentrent particulièrement sur les défis posés à la démocratie, elles apportent également des réponses. La deuxième partie du chapitre change de perspective dans la mesure où elle traite principalement des réponses, telles que certaines propositions visant à rétablir les démos et la renationalisation de la démocratie, les innovations démocratiques en Europe et en Amérique latine et les normes démocratiques devant guider les procédures de gouvernance supranationale. Nous concluons avec des suggestions visant à limiter les effets de l'inégalité des richesses sur la prise de décision démocratique et sur différentes manières d'organiser les systèmes électoraux pour accroître la participation des minorités.

QU'EST-CE QUE LE POPULISME?

Tous les mouvements populistes manifestent une forte réserve et même une hostilité à l'égard des mécanismes de représentation, au nom d'une affirmation collective quasi unanime de la volonté populaire sous une forme de figure et au-dessus du pluralisme des partis. Pourtant, ils ne renoncent pas à la représentation pour instituer la démocratie directe. Le populisme est «parasitaire» non pas sur la démocratie en général mais sur la démocratie représentative en particulier; c'est une forme déformée qui se développe en elle plutôt qu'un régime propre. La relation du populisme avec la démocratie est une question de discordance plutôt que de compatibilité.

Le populisme n'est pas extérieur à la démocratie représentative, mais en concurrence avec la signification et l'utilisation de la représentation en tant que stratégie pour revendiquer, affirmer et gérer la volonté des masses. Sa revendication représentative est la source de sa contestation radicale de la démocratie parlementaire, sa véritable cible. En effet, il traite le pluralisme (des intérêts et des idées, mais aussi comme manifesté par les partis) comme des revendications contentieuses qui fragmentent le corps de la souveraineté populaire et doivent donc être simplifiées pour créer un scénario polarisé avec lequel prendre part. La simplification et la polarisation visent à une unification plus profonde des masses contre les élites existantes et sous un récit organique que la plupart du temps un leader incarne. Par conséquent, nous proposons d'identifier le populisme à l'aide de deux processus politiques imbriqués : l'un qui vise la polarisation des citoyens en deux groupes homogènes (les nombreux et les rares), et l'autre vers une verticalisation du système politique qui minimise le rôle de délibération et médiation et exalte plutôt que de fortes majorités et de décisions fermes. La polarisation et le césarisme vont de pair et constituent un défi radical à la démocratie constitutionnelle.

PARTIE III LES TRANSFORMATIONS EN VALEURS, LES NORMES, CULTURES

- Il est erroné d'assimiler le progrès social au dépérissement des identités traditionnelles ou à la désintégration des individus de la communauté. La justice sociale exige un ensemble de relations sociales et de répertoires culturels qui soutiennent les capacités humaines de manière inclusive, et l'individualisme radical menace autant le communalisme sectaire que le traditionalisme autoritaire.
- Il y a progrès social lorsque l'appartenance en tant qu'identité devient plus qu'inclusive, lorsque des sentiments de solidarité émergent entre différents groupes ayant des valeurs culturelles, sociales et morales très différentes et que les personnes jouissent d'une « vie non aliénée » dans la modernité.
- Quelque 80% de la population mondiale affirme une sorte d'identification religieuse, un pourcentage qui augmente plutôt que de diminuer. Les chercheurs et les décideurs politiques qui poursuivent le progrès social tireront parti de l'évaluation critique en accordant une attention particulière au pouvoir des idées, des pratiques et des communautés religieuses sur le changement social et aux avantages potentiels des partenariats créatifs.
- Il existe une tendance générale à l'acceptation légale des partenariats adultes consensuels, bien qu'avec des variations régionales ; une tendance générale vers un droit de la famille plus équitable et une plus grande égalité entre les sexes; et l'amélioration de l'intégrité physique des femmes et de la prise de décision partagée, ainsi que le bien-être de la famille dans son ensemble. Ces tendances exigent des efforts concertés de la part de l'État pour fournir et appliquer un cadre juridique et social à l'appui de l'égalité des sexes.
- Globalement, en moyenne, nous vivons plus longtemps et avons une meilleure qualité de vie. Pourtant, certains pays et groupes accusent un retard ou même une mortalité en hausse. Une surveillance vigilante de ces inégalités, associée à un engagement énergique dans leurs déterminants économiques et sociaux, est nécessaire pour garantir que les tendances favorables des contours de la vie humaine deviennent le droit de chaque personne.
- L'éducation devrait favoriser le progrès social selon les dimensions humanistes, civiques, économiques et sociales. Cela nécessite d'étendre l'éducation de la petite enfance, d'améliorer la qualité des écoles, de renforcer le rôle des éducateurs et de rendre l'enseignement supérieur et professionnel plus inclusif et socialement pertinent.

15 PROGRÈS SOCIAL ET CHANGEMENT CULTUREL

Dans ce chapitre, nous abordons la question de l'évaluation du progrès social tout en tenant pleinement compte des particularités qui caractérisent les cultures (et les religions, les ethnies, l'appartenance nationale). En nous appuyant sur l'exemple de la théorie de la modernisation d'après-guerre, nous discutons de certains pièges courants dans la manière dont la culture et les

processus de changement culturel sont perçus et compris. Nous nous concentrons sur deux questions qui revêtent une importance particulière pour l'IPSP : la nécessité de développer une philosophie de solidarité et de citoyenneté ; et la nécessité de faire face aux risques d'exclusion culturelle et de stigmatisation.

Un obstacle important à une prise en compte adéquate de la culture réside dans l'influence persistante, sinon toujours explicite, de la « théorie de la modernisation » dans les sciences sociales. Selon cette théorie, la modernisation se caractérise par une série de processus sociaux - tels que l'éducation, l'alphabétisation, l'urbanisation, la codification juridique et la bureaucratisation - qui dissocient les individus de leurs modes de vie traditionnels. Les gens n'héritent plus simplement des rôles et des relations attribués au sein d'une culture traditionnelle, mais sont exposés à différents modes de vie et, à divers degrés, ont des options pour le genre de personne qu'ils veulent être et le genre de vie qu'ils veulent mener. Le résultat inévitable, selon la théorie de la modernisation, est une sorte d'individualisation, et ce type d'individualisation est en effet un marqueur de « progrès ».

Au lieu de cela, nous soutenons que (1) les individus, de par leur nature même, tirent parti des liens sociaux et des orientations culturelles pour créer des vies épanouissantes, même si, individuellement, ils peuvent se voir eux-mêmes; (2) la

MODERNISATION CONTRE LA MODERNITÉ ?

Dans l'esprit des théoriciens de la modernisation, la modernité était généralement comprise comme un État-nation libéral-démocrate occidental, attaché aux droits individuels et aux opportunités matérielles garanties à tous sur la base de leur statut de citoyenneté universelle (plutôt que sur la base de particularisme de relations de parenté, d'ethnicité ou de religion). Cette vision repose sur l'hypothèse d'un cercle vertueux entre modernisation (rationalisation de l'économie et de la politique) et modernité en tant que culture politique de liberté et d'égalité.

En réalité, le lien entre modernisation et modernité s'est avéré tout sauf direct. Dans de nombreux cas, sur tous les continents, la modernisation s'est déroulée sans modernité, voire même une modernité réprimée ou inhibée. De l'Allemagne fasciste à l'Union soviétique communiste en passant par les dictatures militaires de l'Amérique latine, des processus de modernisation intenses ont été mis en place pour promouvoir la modernisation bureaucratique, la productivité industrielle et l'expansion du capital humain. La modernisation peut mener à des ordres politiques autoritaires, voire totalitaires, autant qu'à la démocratie.

De plus, même lorsque l'autoritarisme politique a été évité, les processus de modernisation n'ont pas nécessairement généré une éthique humaniste du respect de la subjectivité et de la diversité. Au lieu de cela, nous trouvons trop souvent une instrumentalisation de la vie sociale et du monde naturel. Les crises actuelles du réchauffement climatique, l'extinction des espèces, l'épuisement des ressources naturelles et la pollution de l'eau, des sols et de l'air peuvent être considérées comme la manifestation d'une « culture de la déprédation » rendue possible par une capacité sans précédent de transformer la nature. Les attitudes envers les immigrés, les enfants, les pauvres, les personnes âgées ou les personnes handicapées sont souvent régies par des calculs instrumentaux des retombées économiques, et non par un sentiment de solidarité ou un destin partagé. Là encore, la modernisation en tant que rationalisation ne garantit pas en soi que nous ayons une image de développement ou de progrès éthiquement significative ou durable, et peut aboutir à une réification instrumentale, traitant les autres êtres humains, les autres espèces et la nature exploités au nom de l'efficacité bureaucratique ou économique.

désintégration des individus des rôles sociaux hérités et des communautés peut prendre des formes à la fois émancipatrices et pathologiques; et, à l'inverse, (3) l'intégration d'individus dans des identités communautaires fortes peut également prendre de multiples formes, certaines progressives et d'autres pathologiques. Par conséquent, assimiler le progrès social au dépérissement des identités traditionnelles ou à la désintégration des individus de la communauté est une erreur. La justice sociale exige un ensemble de relations sociales et de

répertoires culturels qui soutiennent les capacités humaines de manière inclusive, et l'individualisme radical menace autant le communalisme sectaire que le traditionalisme autoritaire.

Nous soutenons également que les hypothèses de base de la théorie de la modernisation concernant le déclin des traditions et l'émergence de nouvelles formes de sociabilité rationalisées, peuvent exclure de larges segments de l'humanité des catégories d'acteurs sociaux modernes, réfléchis ou cosmopolites. Nous explorons comment les acteurs non-élites tirent parti de leur identité apparemment «paroissiale» ou «traditionnelle» pour aider à développer de nouvelles formes de solidarité, y compris des liens transnationaux. Alors que les revendications visant à protéger l'intégrité culturelle ou l'orthodoxie religieuse peuvent être invoquées pour

LES JUGES FAVORISENT LES FEMMES DANS LES PAYS ISLAMIQUES

Premièrement, les juges ont eu tendance à interpréter le cadre juridique (qui conserve ses formulations sexospécifiques) de manière à favoriser les femmes lorsque cela est possible, par exemple en utilisant des définitions larges du «préjudice» (darar) à une femme et des définitions étroites de sa «désobéissance» (nushûz), qui est à la base des demandes reconventionnelles parfois formulées par les maris. La Tunisie en fournit un exemple. Les juges du tribunal de la famille de Tunis (où presque tous les juges sont des femmes) ont généralement appliqué la norme selon laquelle l'abandon du foyer conjugal sans motif valable serait considéré comme nushûz et que, dans une affaire de divorce, un juge pourrait accorder au mari des dommages-intérêts. Mais ils soutiennent également que si une femme affirmait qu'elle l'avait fait pour de bonnes raisons, elle devrait être cru à moins que le mari ne puisse prouver le contraire. De plus, dans la pratique, même lorsque les juges ont constaté que l'épouse avait commis nushûz, ils se sont abstenus d'accorder des dommages-intérêts.

Dans de nombreux pays, les juges islamiques ont tendance à accorder aux femmes des divorces quand on le leur demande. Les preuves disponibles indiquent que les femmes gagnent généralement leur divorce si elles poursuivent l'affaire. Dans certains pays, la raison principale en est l'acceptation progressive de la discorde conjugale comme motif de dissolution. Au Maroc, par exemple, les réformes juridiques adoptées en 2004 ont entraîné une forte augmentation du nombre de poursuites en divorce, principalement engagées et remportées par des femmes, et presque toutes les femmes ayant intenté des poursuites pour des motifs de discorde, notamment faciles à prouver. Les procès des femmes basés sur l'absence du mari ou son incapacité à subvenir adéquatement aux besoins de sa femme ont été accordés la plupart du temps : dans un échantillon du Caire de 1972 à 1982, les femmes ont obtenu 95,5% des cas pour ces motifs ou pour d'autres raisons impliquant remplir adéquatement son rôle. En 2000, de nouvelles lois ont été adoptées en Égypte, autorisant explicitement les divorces de khoul. Une étude menée au Caire au début des années 2000 a révélé que 67 des 69 femmes qui avaient intenté une action en divorce pour le khul avaient obtenu leur divorce.

bloquer le progrès social, nous devons prendre nos analyses en dessous de la rhétorique de surface et examiner comment les acteurs religieux, politiques et juridiques s'impliquent réellement dans la (re)interprétation des traditions, telles que la manière dont la jurisprudence islamique est réinterprétée pour favoriser des formes de pratique plus égales entre les sexes. Les ressources culturelles peuvent être particulièrement importantes lorsqu'elles s'appuient sur des sens profonds de l'obligation et de l'orientation pour obtenir un soutien au changement ; Le défi consiste à susciter des convergences sur des desiderata largement reconnus d'amélioration du bien-être humain.

“Les pièces jointes traditionnelles ou « primordiales » ne sont ni régressives ni rétrogrades. La persistance de ces attachements et leur mobilisation politique ne sont pas toujours à regretter, mais

peuvent plutôt, dans certaines circonstances, servir de vecteur à une politique progressiste et à un changement culturel. Nous avons besoin d'une méthode plus fine pour évaluer la mobilisation des groupes afin de protéger leurs « cultures » et leurs « identités ». Nous illustrons ces dynamiques à travers une série de cas et de débats, y compris des études de cas en Afrique sub-saharienne, ainsi que des débats sur les nouvelles dynamiques spatiales de la culture et sur le droit de la famille islamique - qui offrent tous des enseignements pour identifier (et rendre productif) les ambivalences inhérentes à l'individualisation et ainsi offrir au traditionalisme de nouvelles façons de penser au progrès social.

En nous appuyant sur ces exemples, nous pensons que la modernité peut être réalisée à travers des traditions culturelles et religieuses distinctes. En effet, nous considérons la culture comme une carrière historique à partir de laquelle les imaginations sociales extraient un cadre créatif et substantiel de modernisation de manière significative, et la culture peut être une source puissante de synergies entre les dynamiques identitaires et les formes d'individualisation inclusives.

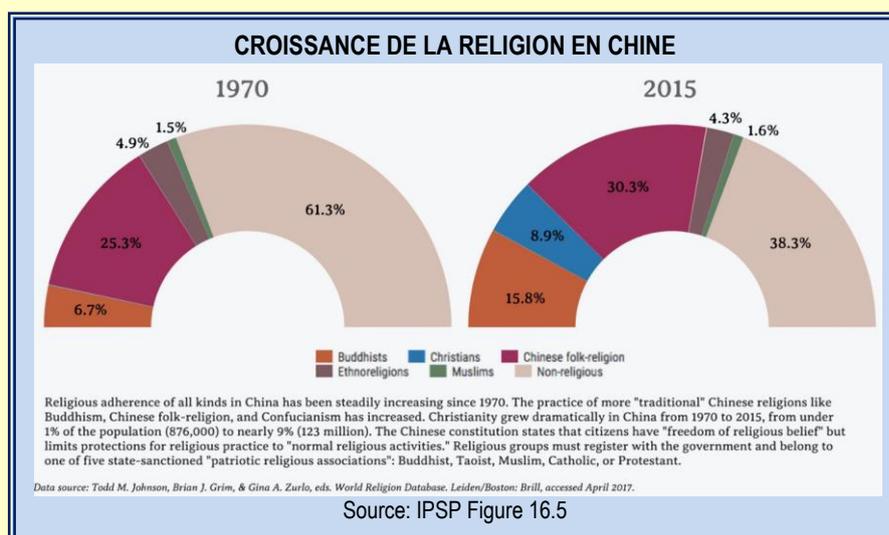
Dans beaucoup de débats publics et universitaires, cette idée est parfois abordée sous le titre de « modernités multiples ». Selon une version simpliste de cette idée, la modernisation ne conduit pas nécessairement les sociétés à converger sur des formes économiques ou politiques particulières (démocraties libérales laïques), mais peuvent prendre des formes très différentes, façonnées par différentes traditions culturelles ou religieuses, telles que les conceptions musulmanes ou évangéliques de la modernité, ou la modernité telle que développée dans une direction plus autoritaire à Singapour ou au Qatar. À notre avis, lorsque l'idée de modernités multiples est interprétée de la sorte - comme un affrontement entre les modèles de civilisation de la modernité monolithiques - elle opère trop souvent pour supprimer à la fois l'apprentissage interculturel et la dissidence et la critique internes. Cependant, l'idée de modernités multiples peut aider à clarifier les enjeux normatifs dans l'évaluation de différents modèles ou trajectoires de progrès social. Nous constatons que nombre des luttes intellectuelles et politiques d'aujourd'hui concernent la tension entre les idées politiques universalistes, d'une part, et les ensembles particuliers de normes et de valeurs générées et reproduites dans des contextes politiques spécifiques d'autre part. Adopter l'idée d'une pluralité de trajectoires viables et attrayantes vers le progrès social nous amène à examiner de manière plus détaillée les mécanismes qui permettent et font évoluer les institutions et les sociétés vers des objectifs largement acceptables tout en s'appuyant sur des éléments (souvent disparates) des traditions et des convictions culturelles et religieuses. En termes simples, il peut y avoir une convergence efficace vers des idéaux largement répandus en matière d'égalité et de justice, mais ces idées sont formulées en termes de points de vue et de ressources culturels et religieux distincts.

Le défi devient alors : compte tenu des profondes différences entre les convictions culturelles et religieuses - qui ne se réduisent pas aux « sociétés », aux « régions » ou aux « civilisations » - Quels mécanismes peuvent être suggérés pour développer de manière cohérente ces convictions et viser le progrès social, pour que tous puissent les reconnaître? Pour prendre une aspiration générale, trouvons-nous des voies distinctes vers l'égalité des sexes qui préservent également des éléments clés, par exemple, des idées et des pratiques évangéliques, asiatiques ou Amazoniennes ? Nous explorons cette question à travers une étude de cas approfondie sur les réformes du droit de la famille islamique qui progressent vers une plus grande égalité des sexes

tout en préservant les compréhensions islamiques locales. Ces réformes sont menées à travers de nouveaux codes juridiques et des décisions judiciaires, sans contester directement la validité des conceptions de longue date transmises par les spécialistes de l'islam. De cette manière, ils préservent l'espace entre les autorités religieuses et les autorités juridiques, ce qui permet d'échanger des concepts entre différents registres et différentes interprétations du droit. Nous explorons cette idée de «convergences pratiques» et comment cela peut contribuer à une meilleure compréhension des perspectives de progrès social dans notre monde diversifié.

16 RELIGIONS ET PROGRÈS SOCIAL: ÉVALUATIONS CRITIQUES ET PARTENARIATS CRÉATIFS

Ce chapitre part de l'hypothèse selon laquelle quelque 80% de la population mondiale affirme une forme d'identification religieuse, un pourcentage qui augmente plutôt que de diminuer. Mettant l'accent sur l'importance de la croyance et de la pratique dans la vie quotidienne et dans



les contextes locaux, nous analysons l'impact de la religion et sa pertinence sur le progrès social dans des domaines très variés : famille, genre et sexualité; diversité et démocratie; conflit et paix; bien-être quotidien; et prendre soin de la terre. Nous identifions également une série de thèmes transversaux qui

constituent la base de l'élaboration des politiques.

Notre objectif global est de fournir des moyens d'évaluer la nature et l'importance de la religion dans les contextes locaux spécifiques dans lesquels le progrès social est poursuivi. Une évaluation attentive comprend une attention aux pratiques quotidiennes, et pas seulement aux doctrines officielles. Nous démontrons que la religion - comprise comme identité, pratique, croyance ou appartenance - peut faciliter ou entraver le progrès social. En outre, la religion est en soi un bien culturel; ainsi, le progrès social doit inclure des espaces nourriciers dans lesquels les individus et les collectivités peuvent poursuivre des objectifs religieux.

En examinant la famille, le genre et la sexualité, nous affirmons que les relations domestiques et sexuelles ont toujours été façonnées par les règles religieuses, les rituels et les interdictions. Nous proposons ici des outils pour évaluer à la fois les obstacles religieux et le potentiel de partenariat dans la recherche de progrès dans ces domaines sociaux les plus élémentaires. Mettre de côté un binaire persistant entre progrès séculaire et réaction religieuse est la

première étape. Une littérature en plein essor révèle à la fois une défense forte de la famille nucléaire de la part de certaines organisations religieuses, mais aussi des réinterprétations progressives et des utilisations tactiques de la tradition existante de la part des autres.

En ce qui concerne la diversité et la démocratie, il existe toute une gamme d'écologies religieuses issues des mouvements de population et des relations avec les médias. Au fur et à mesure que plusieurs communautés religieuses se rencontrent, l'objectif reste constant : découvrir comment des personnes diversifiées sur le plan religieux apprennent à s'épanouir dans leur entreprise. Cela implique le développement de structures de gouvernance qui sont responsables et représentatives de leurs citoyens. Nous considérons différentes conceptions du multiculturalisme, de la laïcité et de la démocratie, notant que les traditions religieuses elles-mêmes ont la capacité de promouvoir la gouvernance démocratique. Notamment, « l'oecuménisme au niveau de la rue » (activité coopérative pragmatique) est souvent plus efficace qu'un dialogue entre élites religieuses ou laïques.

Les religions nourrissent-elles les conflits ou favorisent-elles la paix ? Une conclusion claire se dégage : la religion n'est ni intrinsèquement violente ni intrinsèquement pacifique, mais comprend des pratiques, des croyances, des valeurs et des institutions qui peuvent mener dans l'une ou l'autre direction. Une évaluation attentive du contexte particulier et des religions particulières en jeu est susceptible de renforcer le progrès social. Une attention particulière est portée aux sites - géographiques, politiques et sociaux - de la violence destructrice potentielle et du rétablissement de la paix efficace. La relation parfois tendue entre droits de l'homme et religion est au centre de la discussion.

RELIGION ET FEMINISME

Les critiques religieuses internes du sexisme remontent au moins au XIXe siècle. Dans le monde entier, des appels efficaces à une dignité humaine égale ont parfois pris des formes religieuses et laïques. Une énergie nouvelle a été déversée dans les mouvements religieux pour un changement progressif à partir des années 1970. À la suite de la révolution iranienne de 1979, par exemple, un changement épistémologique et théorique s'est produit dans la pensée islamique, impliquant la contextualisation historique de l'islam et les rôles et responsabilités des femmes dans les sociétés musulmanes. Cela a alimenté une tentative continue de dissocier l'islam des inégalités structurelles et des pratiques culturelles sanctionnant la discrimination à l'égard des femmes.

Dans le christianisme, des efforts considérables ont été déployés dans les campagnes d'ordination des femmes en tant que prêtres, qui ont été couronnées de succès dans la plupart des confessions protestantes entre les années 1920 et 1990, mais pas dans les églises catholiques ou orthodoxes. Ces campagnes ont été accompagnées par le développement d'une « théologie féministe » dans laquelle les doctrines chrétiennes, l'éthique et la liturgie ont été lues et réinterprétées à travers une optique explicitement féministe. Dans le bouddhisme, des efforts fructueux ont été déployés pour relancer les ordres de nonnes bouddhistes. Les ordres religieux féminins restent importants dans plusieurs religions, y compris le christianisme catholique, où ils concentrent l'énergie collective des femmes et travaillent souvent activement pour une plus grande égalité, parfois contre la volonté des hommes.

Dans l'islam, les mouvements de réforme récents incluent Musawah, initié à Kuala Lumpur et dont le siège est actuellement à Rabat. Musawah vise à réformer le droit de la famille musulmane, en travaillant avec des experts juridiques, des membres du clergé islamique et des universitaires, ainsi que des anthropologues et des historiens. En soulignant la diversité des opinions juridiques islamiques légitimes et en menant des recherches sur le terrain, elle cherche à faire évoluer la construction du mariage et des relations entre les sexes vers l'obéissance et l'asservissement de la miséricorde et un respect égal pour les deux sexes. Musawah continue de préconiser une réforme des lois sur la famille dans de nombreuses régions du monde et a connu des succès notables, notamment dans le domaine de la réforme juridique au Maroc. De telles initiatives ne sont toutefois pas dénuées de critiques des autres musulmans.

La religion affecte également de nombreuses dimensions du bien-être quotidien. Plus précisément, nous soutenons que le bien-être économique, l'éducation et les soins de santé sont des objectifs partagés par les groupes religieux et sont souvent intégrés dans une vision du monde religieuse. Cela dit, il existe de nombreux endroits où les idées et les pratiques religieuses sont en contradiction avec les normes laïques. Trouver un terrain d'entente peut être difficile, mais des partenariats bien choisis peuvent considérablement élargir la portée des programmes qui améliorent le bien-être. Les États, les organisations non gouvernementales (ONG), les communautés religieuses et les cultures locales infusées par la religion ont tous un rôle à jouer.

En ce qui concerne « prendre soin de la terre », il faut reconnaître que les conceptions religieuses de la terre et l'activisme religieux en faveur de l'environnement ont beaucoup de choses en commun avec les groupes laïques. Une fois encore, des partenariats efficaces renforcent les capacités des divers acteurs dans ce domaine. Plus profondément, au moins certaines communautés confessionnelles revendiquent une position morale qui contredit le cadre même de « l'environnement en tant que ressource » dans la société capitaliste mondiale, remettant en cause les systèmes de pouvoir, de connaissance et de technologie ainsi enracinés.

Enfin, notre "boîte à outils d'action" capture l'essence du chapitre. Il commence par réunir les fils du chapitre en cinq thèmes interdépendants : la persistance de la religion au XXI^e siècle ; l'importance du contexte dans les résultats discernants - soulignant le rôle des sciences sociales à cet égard; le besoin urgent d'accroître la compétence culturelle et l'alphabetisation religieuse; l'importance de la religion dans l'initiation du changement; et, en particulier, les avantages de partenariats bien jugés. Chacun de ces thèmes se termine par une boîte à outils d'action.

En résumé, nous soutenons que les chercheurs et les décideurs politiques poursuivant le progrès social bénéficieront d'une attention particulière au pouvoir des idées religieuses de motiver, des pratiques religieuses pour façonner les modes de vie, des communautés religieuses pour mobiliser et étendre la portée du changement social, des chefs religieux et des symboles à légitimer des appels à l'action. Le besoin permanent d'une évaluation critique mais appréciable et les avantages démontrables des partenariats créatifs sont nos résultats remarquables.

17 PLURALISATION DES FAMILLES

La famille est une institution essentielle au bien-être individuel, car elle assure la garde, le développement humain, l'interdépendance économique et l'affiliation. Ce chapitre définit les familles comme des groupes sociaux étroitement liés par des relations de parenté reconnues localement et fondées sur des attentes de réciprocité, d'obligation et d'obéissance, généralement mais pas toujours basées sur le lignage du sang et / ou la stabilité.

La grande majorité de la population mondiale vit la majorité de sa vie dans des unités familiales de toutes formes et de toutes tailles. Indépendamment de la grande diversité de types et de composition de familles et de leurs contextes socio-économiques, politiques et culturels, toutes les familles ont certains points communs. Ils doivent tous faire face à la nécessité d'équilibrer la production et la reproduction ou, en d'autres termes, assurer un revenu et des soins.

RECONNAISSANCE DES FAMILLES DANS LE DROIT

La politique de l'État devrait viser à soutenir la gamme plus large de relations dans lesquelles les personnes organisent la vie de famille, dans le souci de promouvoir la dignité humaine et l'équité au sein de ces relations et en dehors de celles-ci. Les principes suivants iraient dans le sens de ces objectifs :

- Les couples de même sexe devraient être traités de la même manière que les couples de sexe opposé
- Les États peuvent souhaiter mettre à disposition d'autres statuts de partenariat formels que le mariage afin de soutenir les soins de longue durée qui ne correspondent pas au modèle conjugal traditionnel et pour assurer l'équité pour les partenaires si la relation se termine. De tels statuts formels augmentent la probabilité que les gens restent ensemble pour se fournir mutuellement les soins dont chacun a besoin et établissent une relation stable dans le cas d'enfants.
- Même les couples qui ne formalisent pas leurs relations devraient se voir attribuer certains droits et responsabilités lorsqu'une relation est à long terme, en particulier lorsque des enfants sont impliqués.
- Nous appuyons le Protocole africain sur les droits de la femme, qui approuve la monogamie mais demande, dans le cas de la polygamie, des mesures soutenant les droits de propriété de toutes les épouses, ainsi que leur consentement aux futurs mariages du mari.
- Pour déterminer quels adultes ont des droits et des responsabilités parentaux, il convient de prendre en compte les facteurs biologiques et sociaux, et les relations établies doivent avoir préséance sur la biologie. Cependant, la parentalité biologique est une base suffisante pour imposer des obligations alimentaires.
- Les enfants nés de parents non mariés devraient bénéficier des mêmes droits et bénéficier de la même protection que les enfants nés dans le mariage. De même, les parents non mariés devraient avoir les mêmes droits légaux en matière de filiation que les parents mariés.
- Les parents qui vivent en dehors du foyer de l'enfant doivent s'attendre à ce qu'ils paient une part équitable de la pension alimentaire de l'enfant.
- Les familles transnationales - une forme courante d'entretien ménager pour les

La plupart des familles, à un moment donné, élèvent des enfants et vieillissent si elles ont la chance de ne pas mourir jeunes. Au mieux, les familles offrent aussi à leurs membres un sentiment d'amour et de sens. Dans le pire des cas, les familles peuvent être confrontées à de graves problèmes de privation matérielle ou à la négligence, à la maltraitance et à l'inégalité dans les relations de pouvoir, compromettant la capacité de leurs membres à s'épanouir en tant qu'êtres humains. Les familles sont également un site de lutte et de conflit potentiels.

La question centrale du chapitre est de savoir

comment les sociétés peuvent soutenir les conditions du 21^{ème} siècle qui permettent aux familles de s'épanouir tout en promouvant l'agence individuelle, l'égalité et la dignité. Deux questions interdépendantes en découlent : premièrement, comment les sociétés peuvent-elles soutenir les fonctions importantes des familles - soins, développement humain et appartenance - afin de promouvoir la dignité, les possibilités de vie et la protection des risques des membres de la famille? Deuxièmement, en soutenant ces fonctions, comment les sociétés peuvent-elles minimiser les inégalités et la domination socioéconomiques et autres que les familles reproduisent souvent, à l'intérieur et entre elles ?

Ce chapitre est divisé en trois parties. La première partie fournit un contexte général pour discuter des familles. Il identifie les frontières entre les familles et les autres sphères ou institutions; décrit les tendances historiques; résume les défis contemporains; discute de la reconnaissance juridique des familles, tant pour les partenaires que pour les enfants; et enfin, situe le contexte socio-économique des familles. La deuxième partie est consacrée aux relations au sein des familles. La discussion est divisée en quatre sections: les relations entre partenaires;

relations adulte-enfant; membres de la famille vieillissants; et d'autres adultes. La troisième partie fournit des recommandations de politique.

Les preuves empiriques montrent une tendance générale à l'acceptation légale des partenariats consensuels d'adultes, bien qu'avec des variations régionales. En ce qui concerne les relations avec les partenaires, les données montrent une tendance générale à une plus grande équité entre les sexes et une plus grande égalité entre les sexes dans l'éducation, la participation au marché du travail et la propriété des biens, en tant que bien-être accru de la famille dans son ensemble. Dans le même temps, ces liens ne sont pas automatiques et nécessitent des efforts concertés de la part de l'État pour fournir et appliquer un cadre juridique en faveur de l'égalité des sexes. En ce qui concerne les relations adulte-enfant, les éléments de preuve montrent qu'un rôle joué par l'État pour garantir des seuils de revenu aux familles avec enfants est essentiel pour le bien-être physique et matériel des enfants. À part cela, assurer un équilibre sain entre les soins familiaux (y compris paternels) et une prise en charge institutionnelle de qualité permet aux enfants et à leurs familles de s'épanouir. Enfin, les efforts déployés par les États pour protéger les enfants ont plus de succès lorsqu'ils soutiennent régulièrement les familles de manière préventive. Les soins aux personnes âgées du monde entier restent centrés sur la famille. Le défi pour les sociétés vieillissantes

LA CONCILIATION DU TRAVAIL ET DE LA FAMILLE

Avec l'augmentation massive du nombre de femmes sur le marché du travail, les États se sont penchés sur la mise à jour des hypothèses maternelles qui orientent implicitement ou explicitement les politiques publiques, à savoir que les mères atteindront en privé des niveaux optimaux de garde d'enfants avec l'aide de parents et de pères. Les États ont deux moyens directs d'aider les parents à concilier leurs responsabilités professionnelles respectives avec le travail rémunéré et non rémunéré. Les premiers, les congés fondés sur l'emploi, permettent aux mères et aux pères de plus en plus de prendre des pauses pour s'occuper des enfants à la maison. Le deuxième moyen consiste à soutenir la défamilialisation des soins en fournissant des services publics ou subventionnés d'éducation préscolaire et de soins qui favorisent le développement des enfants et permettent aux parents de conserver un emploi rémunéré.

Les congés payés fondés sur l'emploi qui permettent aux travailleurs de prendre du temps pour s'occuper des personnes à charge jouent un rôle important pour assurer la sécurité financière des familles et répondre aux besoins des jeunes enfants en matière de soins parentaux. Les effets extrêmement positifs des congés de maternité payés ont été largement documentés pour la santé des nouveau-nés (et donc un investissement dans le bien-être des enfants et le capital humain), pour la santé de la mère (rétablissement de l'accouchement, initiation de l'allaitement), pour la capacité de la mère, en particulier, à rester sur le marché du travail et pour la sécurité du revenu de la famille à un moment particulièrement vulnérable, ainsi qu'à l'avenir, étant donné que l'emploi de la mère est lié à l'enfant. Ainsi, les congés de maternité payés sont désormais universellement reconnus comme un droit quasi universel, à l'exception des États-Unis, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et du Suriname.

L'accès des enfants à la garderie en dehors de la maison, surtout après leur première année, est également important pour leur développement. Les effets bénéfiques de la qualité des soins apportés à la petite enfance sur l'éducation, tant en termes de promotion de l'égalité des chances que de capital humain, ont été largement documentés. En effet, l'égalité d'accès des enfants aux services d'éducation et de garde de la petite enfance est cruciale pour le bien-être des enfants, l'égalité des chances et le capital humain plus tard dans la vie. Des études ont également montré la rentabilité de l'éducation précoce; Au Canada, il a été démontré que pour chaque dollar investi, 1,75 dollar était récupéré grâce aux impôts payés par les parents et à la réduction des dépenses consacrées aux programmes sociaux.

est de garantir l'accès aux services de soins afin d'alléger le fardeau des familles, en particulier des femmes déjà surchargées, et de garantir la dignité des personnes âgées.

Les recommandations de politique comprennent, sur la reconnaissance de la famille, que l'objectif de la politique de l'État devrait être de soutenir la plus large gamme de relations dans lesquelles les gens organisent leurs vies de famille compatible avec la promotion de la dignité humaine et de l'équité au sein et en dehors de ces relations. En ce qui concerne les droits et les réglementations au sein des familles, les lois doivent respecter l'égalité et la dignité entre les partenaires (et les autres adultes), ainsi que le respect et la protection des enfants.

Compte tenu des énormes transformations subies par les familles au cours des cinquante dernières années, nous recommandons, pour faire face aux défis du XXI^e siècle, que l'État joue un double rôle (au-delà de la réglementation légale) afin de garantir des familles florissantes: premièrement, les transferts garantissant un seuil de revenu minimum pour toutes les familles avec personnes à charge (enfants, handicapés, personnes âgées); et deuxièmement, des services de santé, d'éducation et de soins financés par des fonds publics, fondés sur des principes universels, permettant aux familles de maintenir un équilibre sain entre les deux responsabilités de production et de reproduction. Certains de ces investissements sont rentables à moyen et à long terme, mais nous appelons également à une imposition progressive, y compris un impôt sur les successions, afin de réduire les inégalités entre les familles. En résumé, les familles fondées sur des principes égalitaires, dotées de politiques étatiques favorables à l'épanouissement de la famille, constituent le cadre le plus propice pour faire ce que la famille peut faire de son mieux : créer un espace où les personnes sont aimées et nourries, en retour, et sont capables de s'épanouir pleinement.

18 LA SANTÉ MONDIALE ET L'ÉVOLUTION DE LA VIE HUMAINE

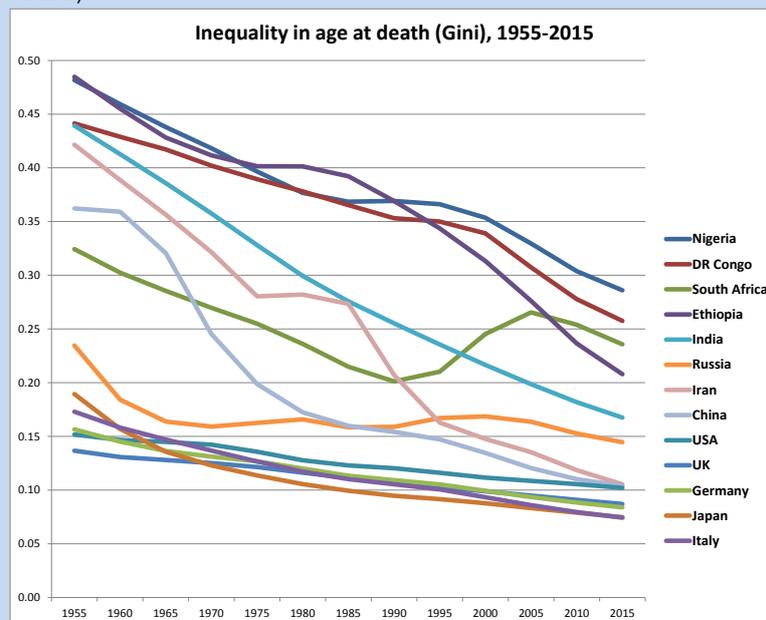
Les « contours de la vie humaine » comprennent l'enfance et l'adolescence, la reproduction, les expériences de santé, la maladie, l'invalidité et la mort. Ces étapes et aspects de la vie sont universels et le resteront. Cependant, les changements sociaux, environnementaux et scientifiques transforment leur calendrier, leur texture et leurs modèles, et ces transformations ne sont pas universellement partagées. De graves inégalités persistent, au sein des pays et des régions et entre eux, en matière de longévité, de morbidité et d'invalidité, de contrôle de la reproduction et de la sexualité et de soins en fin de vie. Ce chapitre aborde ces contours changeants de la vie humaine en six sections : la création ; la longévité ; la santé diminuée ; la reproduction ; les stimulants ; Être mourant et la mort.

Nous naissons en tant que nourrissons, enfants et adolescents. Dans la plupart des régions du monde, l'espérance de vie des nourrissons et des enfants s'est améliorée. Cependant, les chances de survie d'un enfant jusqu'à l'âge adulte sont étroitement liées au pays de naissance. La persistance des besoins non satisfaits en matière d'intervention et des souffrances évitables chez des millions d'enfants est concentrée dans les régions et les pays pauvres. Là-bas, les adolescents, dont le nombre est sans précédent, sont exposés aux maladies infectieuses affectant d'autres enfants, ainsi qu'aux blessures, à la violence, à l'alcool et aux drogues.

À l'échelle mondiale, nous vivons en moyenne plus longtemps et mieux. Le succès dans la réduction de la mortalité infantile et juvénile contribue grandement à augmenter l'espérance de vie et la convergence de l'âge au décès à l'échelle mondiale. Pourtant, certains pays et groupes sont en retard ou connaissent même une mortalité croissante. Dans les pays riches, ceux qui ont plus d'éducation ont tendance à vivre plus longtemps que ceux qui ont moins d'instruction ; Les vies courtes sont plus fréquentes dans de nombreux pays pauvres, ceux qui souffrent de la pandémie du VIH / sida et dans l'Europe de l'Est post-communiste. Bien que les gains globaux d'espérance de vie et de longévité soient substantiels et prometteurs, les données nationales et mondiales indiquent une divergence et une convergence.

INÉGALITÉ DE LONGÉVITÉ À TRAVERS LES GENS

Les inégalités de longévité (âge de décès) entre les pays au sein des pays sont en diminution. La réduction de la mortalité infantile et juvénile est la plus importante pour ce développement. Certains pays connaissent encore de fortes inégalités et certains ont même connu des périodes d'inégalité croissante au moment de leur décès (Afrique du Sud et Russie).



Source: IPSP Figure 18.6

Dans l'ensemble, nous constatons une convergence générale de l'âge au décès à l'intérieur des pays et entre les pays, entraînée par la baisse de la mortalité au début de la vie et les différences croissantes d'espérance de vie entre certains pays. Cette dernière est influencée par les tendances de la mortalité chez les adultes, en particulier en Europe orientale. La courbe de survie pour le monde se déplace principalement dans le sens de la rectangulaire, mais cela ne se trouve pas partout et pas dans tous les segments de la population.

Une santé réduite compromet la valeur de la longévité. Diminution de la santé est également une source d'inquiétude pour la douleur et l'inconfort, les limitations ou les obstacles aux activités importantes, l'isolement social et la stigmatisation ; souvent nécessaire de rechercher et de payer les soins, qui peuvent être urgents et financièrement catastrophiques. Les populations adultes sont les personnes les plus pauvres, les femmes, les personnes âgées et les personnes qui ont un faible niveau d'instruction. Dans les pays à revenu faible et intermédiaire, ces groupes supportent une part significative du coût de la santé et des handicaps, car les systèmes de santé et de soins sociaux fragiles sapent les expériences vécues et les résultats sanitaires / sociaux.

La mesure dans laquelle les gens peuvent faire des choix en matière de santé sexuelle et reproductive est invariablement liée à des problèmes de désavantage, d'iniquité et de violation des droits. Cette stratification de la reproduction est évidente dans les formes d'accès aux services de santé maternelle, les stratégies mondiales de contrôle de la fécondité, la gestion de

LES LIMITES DES STIMULANTS

La difficulté apparente des interventions de stimulants visant à améliorer radicalement les fonctions biologiques s'explique souvent par le fait que les corps humains sont des systèmes complexes dans lesquels différents sous-systèmes coexistent dans un équilibre tel que l'amélioration d'une fonction sur une ligne de base en réduit souvent d'autres. Par exemple, bien que la caféine améliore certaines fonctions cognitives, telles que la vigilance et l'état de veille, elle a un effet néfaste sur d'autres fonctions, telles que la stabilité émotionnelle. Par conséquent, à moins qu'un individu ne soit prêt à accepter des risques médicaux considérables, une amélioration radicale est rarement possible, comme l'illustrent les nombreux effets secondaires subis par les athlètes qui utilisent des médicaments améliorant la performance.

Lors de la discussion sur la façon d'allouer les ressources médicales, il est utile de faire la distinction entre les stimulants conférant un avantage de positionnement et celles qui confèrent un avantage de non-positionnement. Par exemple, l'amélioration des fonctions exécutives (maîtrise de soi, planification, concentration) est préférable pour la personne renforcée, car ces fonctions sont très utiles pour éviter des erreurs coûteuses. Le même stimulant peut également conférer un avantage de position en ce sens que la personne peut bénéficier d'être mieux lotie que d'autres en ce qui concerne ces capacités, mais que cela serait toujours bénéfique pour l'individu même sans un tel avantage de position. D'autres stimulants, telles que le dopage dans les sports d'élite et la chirurgie esthétique, confèrent généralement uniquement ou principalement un avantage positionnel. Ces stimulants ne sont bénéfiques pour l'individu que si elles améliorent une fonction spécifique par rapport à d'autres personnes. Si tout le monde utilisait le même médicament améliorant la performance lors d'un concours, il est alors possible que personne ne soit mieux positionné à la suite de la prise du médicament, et compte tenu des effets secondaires de celui-ci, tous seraient probablement pire en ce qui concerne leur bien-être.

Bien que les individus ne puissent le plus souvent pas adapter leur comportement à des situations d'action collective aussi problématiques, les responsables politiques doivent tenir compte de ces problèmes lorsqu'ils prennent des décisions en ce qui concerne l'affectation des ressources médicales. Il s'agit là d'un problème typique d'action collective, où chaque individu a intérêt à accomplir un certain acte, peu importe ce que font les autres. Pourtant, lorsque tout le monde accomplit cet acte, chaque individu est dans une situation pire que ce qu'elle aurait été si chacun n'avait pas accompli la même chose. Les problèmes d'action collective de ce type sont le mieux résolus le plus souvent par l'intervention d'un acteur externe (un organisme de réglementation tel que l'AMA, par exemple), qui peut imposer des coûts, tels que des amendes ou l'interdiction des athlètes de futures compétitions, pour aligner l'individu et l'intérêt collectif.

l'avortement et de la contraception et l'accès aux techniques de reproduction assistée. Dans ces domaines, les femmes pauvres des pays pauvres sont les plus défavorisées.

Les changements importants que la mise en valeur apportera à la condition humaine seront sociaux et culturels plutôt que biologiques. Cela s'explique probablement par les effets sociaux de l'adoption généralisée de pratiques telles que l'utilisation non indiquée sur l'étiquette de stimulants tels que le Ritalin. Cependant, ces changements soulèvent des problèmes d'inégalité et nécessiteront une réglementation et une révision des principes établis de longue date dans la politique de santé.

Être mourant et la mort constituent un mélange intime et complexe d'éléments biomédicaux, sociaux, culturels et personnels qui se trouvent dans un processus dynamique de changement et de transformation. La richesse et la pauvreté - aux niveaux personnel, social et national - déterminent non seulement

quand et par quelle cause la mort se produira, mais aussi l'expérience de la mort. Dans les pays pauvres, il existe un déficit notable en palliation. Dans les pays riches, il y a une abondance de ressources, ce qui présente également des inconvénients sous la forme d'une dépendance excessive vis-à-vis des soins institutionnels et des efforts visant à prolonger la vie qui dépassent le point des rendements décroissants.

La valeur de la longévité est compromise par le nombre croissant de personnes dont l'état de santé est dégradé dans des systèmes de santé et de protection sociale inéquitables. Une surveillance vigilante de ces inégalités, associée à un engagement énergique avec leurs déterminants économiques et sociaux, est nécessaire pour que les tendances favorables des contours de la vie humaine deviennent le droit fondamental de chaque personne.

19 LA CONTRIBUTION DE L'ÉDUCATION AU PROGRÈS SOCIAL

L'éducation est le processus d'apprentissage et d'expansion de la culture et, contribuant à l'amélioration de la condition humaine par l'amélioration des connaissances, la santé, les conditions de vie, l'équité sociale et la productivité constituent un outil central du progrès social. L'éducation est censée favoriser le progrès social à travers quatre objectifs différents mais interdépendants: humaniste, par le développement de toutes les vertus humaines individuelles et collectives; civique, par l'amélioration de la vie publique et la participation active à une société démocratique; économique, en fournissant aux individus des compétences intellectuelles et pratiques qui les rendent productifs et améliorent leurs conditions de vie et celles de la société; et en favorisant l'équité sociale et la justice.

LES RÔLES HUMANISTES ET ÉCLAIRANTS DE L'ÉDUCATION

Dans la compréhension humaniste du but de l'éducation, l'accent n'est pas mis sur l'utilité de l'être humain pour l'État, l'économie ou un ordre religieux, mais sur son développement personnel et le maintien et la croissance des traditions culturelles en tant que biens en soi et nécessités pour progrès social. L'origine de cet objectif, dans la tradition occidentale, remonte au concept grec de *paideia* et au programme classique européen de grammaire, de poésie, de rhétorique, d'histoire et de philosophie morale, jugés nécessaires pour inculquer aux étudiants les valeurs, les connaissances et les capacités nécessaires pour s'épanouir en tant qu'être humain et participer pleinement à la société. Avec les clarifications, l'éducation en Occident a été imprégnée des valeurs de rationalité, de science et de progrès humain, y compris le pragmatisme et des orientations plus pratiques. Dans l'enseignement supérieur, les principaux enjeux sont la recherche et l'innovation, la réflexion et les sciences humaines. L'université de recherche moderne, qui a émergé après des siècles de stagnation scolaire, a progressivement commencé à véhiculer des valeurs d'éveil, telles que la rationalité, les attitudes scientifiques et les traditions intellectuelles de l'érudition. Son modèle classique était l'université de Humboldtian au début du 19ème siècle, glorifiant *Wissenschaft* et la créativité, dans le sens de l'éducation à travers la création de nouvelles connaissances, comme conditions préalables à une pensée significative, des jugements sains et des moteurs du progrès social. L'université de recherche allemande et le modèle français de grandes écoles professionnelles de haute qualité sont devenus les principaux modèles pour les universités modernes du monde entier. L'invention américaine de l'école supérieure est considérée comme une prochaine étape institutionnelle qui a encore amélioré la fonction de recherche et contribué à la différenciation des niveaux et des fonctions dans les universités. Au 21ème siècle, la plupart des établissements d'enseignement supérieur du monde entier sont des adaptations pas toujours très réussies des modèles allemand, français et américain.

Il existe également quelques cas de nouvelles universités qui cherchent à développer une culture alternative «postcoloniale», à travers la récupération, la création et la reconstitution du savoir et du langage des nations et des peuples d'origine, soutenus par des mouvements sociaux et des intellectuels dans différentes parties du monde. Les exemples incluent une école soutenue par les zapatistes dans le Chiapas, au Mexique, à l'Universidad de la Tierra; l'Université Aymar Tupak Katari de l'Université indienne Boliviana; et l'Universidad Indígena Tawantineyu, en Bolivie. Aux Philippines, la Gawad Kalinga Village Farm University, qui n'est pas une institution officielle qui décerne des diplômes, partage les mêmes objectifs en célébrant les modes de vie traditionnels et en prenant ses distances avec l'Eurocentrisme.

LE MOUVEMENT MONDIAL DE L'ÉDUCATION

L'éducation dans le monde entier est promue par un réseau de plaidoyer transnational composé d'organisations non gouvernementales intergouvernementales et transnationales. Ces diverses organisations, qui se sont multipliées au cours des dernières décennies, ont joué un rôle déterminant dans la formulation d'objectifs transnationaux, notamment la Campagne mondiale pour l'éducation et l'Éducation pour tous, et placent l'éducation au sommet des objectifs du Millénaire pour le développement. Objectifs de Développement Durable. Alors que les organisations intergouvernementales affectent les programmes nationaux d'éducation par l'activation de traités interétatiques, la plupart des autres organisations transnationales influencent les programmes d'éducation par le biais de mécanismes non contraignants, par exemple en établissant des normes sous forme d'évaluations comparatives. Cette gouvernance éducative internationale et transnationale recoupe de nombreuses manières les politiques nationales et infranationales en matière d'éducation et influence sa trajectoire. Ils établissent ce qui est considéré comme la «meilleure pratique», définissant des normes universelles pour les programmes, la pédagogie, l'évaluation et autres. Des organisations mondiales ont imprimé des programmes scolaires dans le monde entier en présentant des discours sur les sciences sociales, l'environnementalisme et les droits de l'homme aux manuels scolaires dans le monde entier et en promouvant des programmes d'éducation des filles et d'apprentissage tout au long de la vie. Ils ont également conduit à l'institutionnalisation rapide de la scolarisation de masse universelle et de l'enseignement supérieur, en particulier dans les pays les plus pauvres ayant des politiques nationales plus faibles. Et pourtant, l'isomorphisme mondial résultant des décennies d'emprunt et de prêt de la politique a néanmoins préservé les différences transnationales dans les capacités et les résultats en matière d'éducation.

Alors que les politiques éducatives mondiales et transnationales se concentraient jusque dans les années 80 sur la scolarisation en masse et, avec l'avènement de l'économie mondiale du savoir, ainsi que sur l'enseignement supérieur et l'innovation, l'accent est mis aujourd'hui sur l'apprentissage tout au long de la vie. L'évolution rapide de l'économie mondiale et de la main-d'œuvre stimule l'enseignement et la formation continue des enseignants. De tels changements incluent la longévité des individus, ce qui étend l'employabilité des adultes qui travaillent, ils introduisent également une grande incertitude quant aux compétences requises pour un futur emploi rémunérateur et productif. Ces incertitudes et la planification « à l'horizon » qu'elles imposent appellent non seulement à promouvoir l'apprentissage continu, mais également à modifier le contenu de l'éducation. En effet, les politiques éducatives contemporaines aux niveaux mondial et transnational préconisent un changement de paradigme en matière de pédagogie vers une éducation flexible et non formelle, vers une culture numérique et vers des apprenants agents. Ce régime de gouvernance mondiale en matière d'apprentissage tout au long de la vie est formalisé dans des initiatives intergouvernementales telles que le Cadre d'action de Belém 2010, coordonné par des programmes intergouvernementaux tels que l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie et prôné par la coalition européenne d'organisations non gouvernementales appelée L'apprentissage tout au long de la vie Plate-forme.

L'expansion de l'éducation formelle, qui faisait partie de l'émergence des États-nations et des économies modernes, est l'un des indicateurs les plus visibles du progrès social. Au cours de son expansion, l'éducation a créé un réseau complexe d'institutions réparties selon différentes trajectoires, allant de l'éducation préscolaire aux dernières étapes de l'enseignement supérieur, en passant par la formation continue. Ce réseau d'institutions est sujet à des ruptures et à des clivages reflétant leurs origines et finalités historiques diverses et multiples et les développements asynchrones dans différentes régions. Dès la scolarisation primaire, les établissements d'enseignement se sont développés horizontalement (par domaines d'apprentissage, matières ou professions) et verticalement (par niveaux et diplômes). L'allocation des enfants et des jeunes aux différentes filières et institutions, par processus fondamental dans l'éducation formelle qui reflète et reproduit souvent les inégalités préexistantes domaines d'apprentissage, matières

ou professions) et verticalement (par niveaux et diplômes). L'allocation des enfants et des jeunes aux différentes filières et institutions, par processus fondamental dans l'éducation formelle qui reflète et reproduit souvent les inégalités préexistantes.

Le chapitre présente les principaux dilemmes et actions nécessaires pour permettre à l'éducation de tenir ses promesses. Les politiques éducatives, fondées sur les connaissances générées par la recherche en sciences sociales, devraient conduire à plus d'équité et de productivité, tout en mettant davantage l'accent sur ses objectifs civiques et humanistes, une attention particulière étant accordée à la formation des enseignants. Les structures de gouvernance doivent être souples, participatives, responsables et conscientes de leur contexte social et culturel.

Le nouvel agenda des objectifs de développement durable pour 2030 établi en 2015 appelle à un nouveau paradigme de coopération fondé sur le concept de « partenariat mondial à part

entière » et le principe « personne ne sera laissé pour compte ». L'Objectif de Développement Durable 4 pour l'Éducation vise « à assurer une éducation inclusive et de qualité pour tous et promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie ». Ceci fournit un cadre général pour la contribution de l'éducation au progrès social. Pour y parvenir, il est nécessaire: (1) d'élargir l'accès et d'améliorer la qualité de l'éducation de la petite enfance, la condition préalable à la réussite de l'éducation tout au long de la vie dans tous ses objectifs; (2) améliorer la qualité des écoles, y compris dans les interactions directes des apprenants avec leurs groupes de pairs, les éducateurs et leur entourage; en ce qui concerne les caractéristiques institutionnelles telles que la taille du groupe, le ratio élèves / enseignant, les qualifications et les conditions spatiales et matérielles de l'enseignant, ainsi que la fourniture d'un programme de formation significatif et pertinent; (3) renforcer le rôle des éducateurs, considérant que les enseignants ne sont pas

AMÉLIORER L'EFFICACITÉ DES ENSEIGNANTS

Tous les enseignants ne sont pas efficaces, tous les enseignants ne sont pas des experts et tous les enseignants n'ont pas d'effets puissants sur les élèves. Dans les systèmes éducatifs les plus performants, l'enseignement est une profession prestigieuse et bien rémunérée, et les enseignants sont recrutés parmi les élèves les plus éduqués. Dans d'autres, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, l'enseignement n'attire pas les plus talentueux. Dans ces contextes, les établissements d'enseignement supérieur tendent également à être moins bien nantis et moins dotés que d'autres établissements d'enseignement supérieur, et les enseignants ne sont souvent pas suffisamment préparés pour faire face aux attentes élevées et aux tâches souvent difficiles qui consistent à fournir une éducation de qualité aux enfants issus d'environnements socio-économiques médiocres. Une réaction commune, bien documentée en Amérique latine et ailleurs, est que les enseignants, en particulier dans le secteur public, s'organisent en syndicats et en mouvements politiques, ce qui leur permet d'assurer des avantages en termes de salaire, de stabilité de l'emploi et de conditions de travail. Mais s'opposent à l'établissement de normes et d'évaluations externes, en attribuant la responsabilité des résultats médiocres à la situation générale de la population ou au manque de soutien de la part de leurs gouvernements. Dans cette situation, dans des pays comme le Mexique et le Brésil, où les évaluations internationales telles que PISA comptent parmi les pires résultats, les efforts pour réformer et améliorer l'éducation publique alternent entre en confrontation avec les syndicats d'enseignants, comme au Mexique, ou faire face à leurs exigences sans les responsabilités correspondantes, comme au Brésil. Dans ces situations, de nombreuses familles qui préfèrent placer leurs enfants dans des écoles privées, ce qui permet souvent de recruter les meilleurs enseignants, ce qui diminue encore la qualité du secteur public. Dans d'autres pays tels que la Finlande et le Canada, les syndicats d'enseignants et / ou les organisations professionnelles sont devenus d'importants partisans et moteurs de la réforme progressive de l'éducation. Par conséquent, il est important de concevoir des dispositifs de gouvernance de manière à garantir que les parties prenantes s'engagent dans la résolution collective de problèmes plutôt que dans la négociation à somme nulle pour obtenir des avantages particuliers.

seulement des porteurs de connaissances et d'informations, mais aussi des modèles qui ont un impact significatif sur les dispositions des enfants en matière d'apprentissage et de vie en général; (4) de rendre l'enseignement supérieur et professionnel plus inclusif et socialement pertinent, en donnant ainsi aux étudiants de tous les secteurs de la société la possibilité de poursuivre leurs études de manière significative et pratique, en éliminant les restrictions sociales et culturelles à l'accès et en réduisant les lignes de démarcation entre haut et bas prestige entre institutions et carrières. De plus, l'utilisation appropriée des opportunités créées par les nouvelles technologies numériques est recommandée. Ce ne sont pas des solutions miracles pour remplacer les établissements d'enseignement existants et créer un nouveau monde d'apprentissage. Mais ils peuvent être des instruments puissants pour améliorer la qualité et la pertinence de l'éducation et sa contribution au progrès social.

20 APPARTENANCE

Ce chapitre comprend, d'une part, une analyse théorique approfondie du concept d'appartenance en trois dimensions : appartenance en tant qu'identité, appartenance en tant que solidarité et appartenance en tant que « vie inaliénée ». Deuxièmement, il existe une vaste enquête empirique sur différentes régions du monde où l'appartenance à l'une ou l'autre de ses dimensions analytiques a fait surface dans certains contextes sociaux, politiques et économiques.

L'appartenance en tant qu'identité, dit-on, peut être à la fois subjective et objective, et c'est la première qui est manifestement présente dans la politique de l'identité, car les gens ont tendance à se mobiliser politiquement sur la base des identités quand ils s'identifient subjectivement à la vie sociale - leur classe, leur caste, leur race, leur sexe, leur nationalité, etc. Un effort détaillé est fait pour examiner la relation entre les côtés subjectif et objectif de l'identité, pour définir chacun d'eux, pour situer les conditions historiques dans lesquelles chacun est invité à s'interroger sur la question de savoir si certaines de ces identités sont plus fondamentales que d'autres.

L'appartenance à la solidarité, dit-on, peut se manifester à la fois par des mobilisations en faveur d'un objectif politique immédiat et commun, mais également dans le contexte social et culturel plus large, lorsque différents groupes aux valeurs culturelles, sociales et morales très différentes peuvent néanmoins chercher à s'engager via une forme de raisonnement empathique. Dans ce dernier cas, ils manifestent une forme de solidarité dans un sens plus conceptuel que dans un simple activisme politique.

Enfin, l'appartenance à la forme d'une vie non aliénée est considérée comme une forme très spécifique de relation sociale qui surmonte l'atomisation individualiste qui prévaut dans la modernité, en particulier une forme de relation sociale qui répudie la mentalité individualiste omniprésente qui menace constamment les possibilités. de la coopération sociale au service du bien commun (qu'il s'agisse du bien commun d'une économie politique juste ou d'un environnement durable).

APPARTENANT À LA NATURE

Comment se fait-il que le concept de nature se soit transformé, dans la modernité, en concept de ressources naturelles ? Le processus de détachement que pose la question semble avoir eu deux étapes conceptuelles. La première consiste à considérer la nature de manière exhaustive comme l'étude des sciences naturelles, c'est-à-dire à nier que la nature renferme des propriétés qui ne sont pas sanctionnées par les sciences naturelles. Les sciences naturelles adoptent une attitude purement détachée envers la nature, la considérant uniquement comme un objet d'explication et de prédiction. Ils ne voient dans la nature aucune propriété qui engage notre agence pratique (par opposition à une agence théorique) en nous imposant des exigences normatives, telles que des valeurs, par exemple. Cette transformation est relativement récente, peut-être pas avant le 17^{ème} siècle. Avec la perte des conceptions sacralisées de la nature, il ne restait plus aucun obstacle métaphysique ou théologique à retirer de la richesse de la nature en toute impunité, ce qui constitue la deuxième étape de la transformation de l'idée de la nature - celle-ci en une idée des ressources naturelles.

La crise environnementale chronique (et aiguë) à laquelle nous sommes maintenant confrontés a conduit à beaucoup de réflexion sur ces questions et il semble de plus en plus que la sagesse des cultures indigènes traditionnelles toujours d'actualité dans de nombreuses parties du monde (en Bolivie, par exemple), qui affirme que la nature a des droits qui ne peuvent pas être davantage violés que les droits de l'être humain. Cela ne doit pas nécessairement être une vision sacralisée de la nature, mais s'il est juste, nous ne pouvons pas simplement voir la nature de manière détachée. Si la pensée générale selon laquelle les forêts, les arbres et les rivières ont des droits et posent des exigences normatives en matière d'engagement concret et de respect, en tant que valeur, est surprenante aujourd'hui, c'est surprenant, on ne peut que s'y attendre. Il nous a fallu de longs siècles pour arriver à croire et à créer des institutions pour que les êtres humains possèdent des droits. Ce qui est clair, c'est que nous ne pouvons pas attendre des siècles pour reconstruire de telles relations inaliénables avec la nature.

Chacune de ces trois dimensions de l'identité soulève des questions théoriques et pratiques très complexes et le chapitre s'efforce en détail de s'attaquer aux plus importantes d'entre elles.

En ce qui concerne le progrès social, l'analyse théorique et l'enquête empirique sur différentes régions du monde aboutissent à une conclusion normative globale sur les relations entre ces trois dimensions de l'identité : il existe un progrès social lorsque l'appartenance à une identité - par le biais d'efforts sociaux et politiques délibérés au niveau de solidarités plus larges et du dépassement social de l'aliénation centrée sur l'individu - deviennent plus inclusifs que moins inclusifs. (Le «

devient » suggère ici une nature essentiellement dynamique de la constitution de l'appartenance.)

La manière dont de tels progrès sont réalisés peut découler de diverses conditions et peut être poursuivie de manière variable, mais nos enquêtes régionales suggèrent que la nécessité de souligner et d'intégrer deux agences différentes dans toute tentative à grande échelle à ces fins est essentielle. : d'une part, le rôle de l'Etat et les politiques et réformes qu'il peut adopter et, d'autre part, l'élément de mobilisation démocratique. Ce dernier a deux fonctions. Les mouvements ont tout d'abord fait pression sur l'État pour qu'il adopte des politiques qui favorisent des conditions de cohésion génératrices de solidarités, de participation civique plutôt que de participation divisée et, à terme, de relations sociales non aliénées. Mais les mouvements sont aussi des lieux d'éducation publique par le biais d'une délibération collective démocratique qui, si elle est maintenue dans le temps, contribue à créer des solidarités qui transcendent des sites particuliers de langue, d'ethnicité, de religion, etc. en un registre commun de concepts et d'idéaux communs. Les formes que pourraient prendre ces mouvements et les politiques qu'ils

recherchent exactement de la part de l'État seront, bien entendu, différentes selon les contextes régionaux.

Nos différentes enquêtes régionales dégagent une série de conclusions plus précises. Nous les énumérons très brièvement, simplement pour donner une idée très résumée des détails que l'on peut trouver dans ces enquêtes.

Les rapports du Canada et du Sri Lanka proposent des politiques étonnamment différentes, les premières plaidant en faveur de la reconnaissance des identités communautaires devant être réunies dans le dialogue, tandis que le rapport sri-lankais insiste sur une intervention plus descendante de l'État qui décourage de telles différences communautaires, pour une forme plus civique de participation populaire. Un rapport sur l'Europe traverse les formes vexées d'exclusion dues à la langue, en particulier la manière dont la démocratie délibérative peut être bloquée par des contraintes linguistiques - d'abord par une méconnaissance de la langue du débat, puis par un manque d'accès au registre conceptuel du débat. Le rapport sur les

nations islamiques est un compte rendu historique de la formation des identités et du développement des idéologies dans un registre éthique, malgré des objectifs apparemment formulés au niveau politique.

LANGUE, IDENTITÉ ET APPARTENANCE

La question de la différence de langue n'a pas toujours préoccupé les dirigeants. Les suzerains féodaux, les monarques et les empereurs absolutistes ne demandaient pas habituellement à leurs sujets de parler une seule et même langue. Tant qu'il y avait suffisamment de bilingues dans les chaînes de commandement, il y avait peu de pression pour l'unité linguistique. Cela a radicalement changé alors que le monde devenait une mosaïque d'États-nations et que la démocratie commençait à se répandre. Dans le nationalisme, l'idéal est que les personnes, la langue et le territoire soient en harmonie et que l'État soit le foyer d'une nation homogène. Bien entendu, cela était rarement le cas et il fallait beaucoup d'ingénierie sociale pour harmoniser les populations. La mise en place de communautés de communication nationales n'a pas été sans problème. C'était toujours la langue d'un groupe de pouvoir qui était inscrite en tant que langue nationale et ceux qui possédaient d'autres héritages culturels et linguistiques étaient contraints de converger ou de passer à cette variété linguistique. La conformité linguistique étant assimilée à la loyauté, le système produisait des monolingues, car beaucoup acceptaient la langue nationale comme unique moyen de communication et d'identité. Ceux qui ont maintenu des communautés linguistiques séparées (soit par leur propre choix, soit par exclusion) sont devenus des «minorités», souvent à leur détriment. Le système État-nation divisait le monde sur les plans linguistique et politique, produisant une mosaïque de langues nationales. Nous ne pouvons pas prétendre que ce monde fait maintenant partie de l'histoire; l'état national reste clairement une force très puissante dans le monde et un foyer d'appartenance. Toutefois, les flux, les échanges et les réseaux d'un monde de plus en plus mondialisé remettent en cause la stricte division des populations en groupes nationaux dont la communication principale a lieu au sein de ce groupe. Les contacts se multiplient à mesure que la migration augmente sous la pression de l'inégalité économique mondiale persistante et de l'insécurité politique extrême dans les zones de guerre et les États sans loi. Les contacts se développent d'autant plus que des structures d'activité économique de plus en plus mondiales génèrent une main-d'œuvre extrêmement mobile sur tous les continents. Il y a plus de contacts (virtuels) puisque les faits et les opinions circulent sur Internet, auquel environ un tiers de l'humanité a accès. Tous ces aspects de la mondialisation, qui évoluent rapidement, comportent également une dimension linguistique. Qui parle à qui et dans quelle langue? Comment se construisent de nouvelles communautés de communication virtuelles? Qui est exclu? Qui a accès à la connaissance? Qui ne le fait pas? Pour tous ceux qui se préoccupent d'appartenance et de solidarité, le langage pose des problèmes importants et complexes. Comme toujours.



Tout au long du chapitre, il existe une conviction soutenue et ferme en faveur d'une position méthodologique selon laquelle l'idéal de l'appartenance (dans ces aspects de la vie inaliénée et de la solidarité et de l'identité inclusive) est ce qui est sous-jacent au plus profond des autres grands idéaux de la pensée politique moderne, les idéaux de liberté et d'égalité, et que si nous perdions de vue ces idéaux sous-jacent plus fondamentaux, la poursuite de la liberté et de l'égalité risquerait alors d'être réduite à un exercice d'ingénierie sociale.

CHAPITRE FINAUX

- Le caractère inégal du progrès est manifeste dans de nombreux domaines. L'augmentation de la portée mondiale des institutions formellement démocratiques s'est accompagnée de préoccupations croissantes quant à leur stabilité, leur efficacité et leur cohérence avec les idéaux démocratiques.
- La théorie et la recherche suggèrent qu'un certain nombre d'innovations institutionnelles émergentes, telles que le revenu de base universel, les entreprises démocratiques, la démocratie participative, pourraient contribuer au développement d'une société plus collaborative, démocratique et égalitaire.
- Les sciences sociales devraient aller au-delà de la critique des institutions existantes pour un processus plus ciblé et inventif d'exploration de nouvelles. Les spécialistes des sciences sociales doivent s'efforcer de donner des conseils stratégiques tenant compte des préoccupations relatives à la répartition plutôt que de considérer les inégalités comme un problème distinct qui peut être lié à un ensemble spécialisé d'instruments politiques.
- L'influence des sciences sociales sur la formulation des politiques se fait souvent de manière technocratique et n'est pas en conversation avec la population. Les spécialistes des sciences sociales doivent réfléchir soigneusement à la manière d'entrer dans le discours démocratique et doivent également accorder une plus grande attention à la conception même des institutions démocratiques.

21 LES MULTIPLES ORIENTATIONS DU PROGRÈS SOCIAL : PERSPECTIVES

Ce chapitre aborde trois thèmes importants du rapport global : le sens du progrès, son caractère inégal et les obstacles au progrès futur. Il examine également un certain nombre de solutions politiques et économiques visant à surmonter ces obstacles, en soulignant la nécessité de stratégies diverses, d'expérimentations à l'esprit ouvert et d'évaluation scientifique.

Même s'il est parfois impossible de parvenir à un accord, l'effort de calibrer différentes interprétations des progrès reste un exercice important pour la réflexion politique sur la manière de rendre le monde meilleur. L'espoir même d'avancer implique un certain accord sur une destination. Nous devons tous assumer la responsabilité de l'avenir.

Notre discussion met l'accent sur la complexité et la multidimensionnalité du débat interprétatif, mais attire également l'attention sur son caractère idéologique. Les acteurs sociaux – les individus, les groupes et même disciplines académiques – ont tendance à définir le progrès de manière à servir leurs propres intérêts. D'une certaine manière, les conflits de distribution sapent nos efforts mêmes pour mieux comprendre et gérer ce conflit.

Le caractère inégal du progrès se manifeste dans de nombreux domaines. L'augmentation de la portée mondiale des institutions formellement démocratiques s'est accompagnée de préoccupations croissantes quant à leur stabilité, leur efficacité et leur cohérence avec les idéaux démocratiques. Un développement économique réussi a créé une nouvelle catégorie de pays à « revenu intermédiaire », même s'il semble avoir contribué à la polarisation des revenus parmi les plus riches.

Le soi-disant « État social » a constitué une avancée majeure au 20^{ème} siècle. Les programmes gouvernementaux ont élargi l'éducation, amélioré la santé et créé de nouvelles formes d'assurance sociale dans de nombreuses régions du monde. Cependant, le ralentissement de la croissance économique et l'intensification des divisions sociales au cours des dernières décennies ont créé des pressions en faveur de réductions. De nombreux gouvernements ne peuvent plus imposer ou réglementer de manière efficace les sociétés qui ont le pouvoir de déménager et de minimiser ces inconvénients.

En Europe comme aux États-Unis, les politiques d'austérité réduisent les aides et les services publics destinés à de nombreux groupes vulnérables, notamment les mères célibataires, les étudiants, les chômeurs de longue durée et les retraités.

Dans la plupart des pays, sinon tous, les femmes ont désormais un meilleur accès à l'éducation, aux droits politiques et aux opportunités économiques. Cependant, l'augmentation de leur participation formelle à la population active semble s'être arrêtée et les femmes continuent d'assumer une part disproportionnée du fardeau des personnes à charge. Les politiques publiques qui soutiennent le travail familial, telles que les garderies subventionnées et les congés parentaux rémunérés, varient considérablement en termes de couverture dans les pays et entre les pays. Aux États-Unis, les femmes très instruites sont en mesure de négocier des avantages favorables à la famille ; dans les grandes régions

LE REVENU DE BASE UNIVERSEL

Le revenu de base universel (RBU) est une proposition visant à donner à chaque résident légal d'un territoire un revenu suffisant pour vivre au-dessus du seuil de pauvreté, sans exigence de travail ni autres conditions. Des impôts sont perçus pour payer le RBU. Ainsi, même si tout le monde touche le revenu, les personnes à revenu élevé seraient des contributeurs nets (leurs augmentations d'impôts seraient supérieures à celles de l'IU qu'elles recevraient). Les programmes publics existants de soutien du revenu seraient supprimés, sauf ceux qui répondaient à des besoins spéciaux (par exemple, des handicaps nécessitant un revenu supplémentaire). Les lois sur le salaire minimum seraient également supprimées car il n'y aurait plus aucune raison d'interdire les contrats volontaires à bas salaire dès lors que les besoins essentiels d'une personne ne sont plus subordonnés à ce salaire. Le RBU pour les enfants serait calibré à un niveau approprié par rapport à celui des adultes.

Le RBU ouvre un large éventail de nouvelles possibilités pour les personnes. Il garantit que tout jeune peut faire un stage non rémunéré, pas seulement ceux dont les parents aisés sont prêts à les subventionner. Les coopératives de travailleurs orientées vers le marché deviendraient beaucoup plus viables dans la mesure où la satisfaction des besoins essentiels des travailleurs-proprétaires ne dépendrait pas du revenu généré par l'entreprise. Cela signifie également que les coopératives de travail associé seraient plus à risque de crédit pour les banques, ce qui faciliterait l'obtention de prêts par les coopératives. Le RBU constituerait un transfert massif de ressources vers les arts, permettant aux personnes de choisir une vie centrée sur l'activité créative plutôt que sur les revenus générés par le marché. L'économie sociale et solidaire serait revigorée, avec notamment de nouvelles formes de coopératives d'aide familiale. Le RBU serait également un moyen de soutenir les personnes qui fournissent des soins aux membres de la famille en dehors du marché. Le RBU, si il pouvait être institué à un niveau relativement généreux, nous amènerait de manière significative vers le principe égalitaire consistant à donner à chacun un accès égal aux conditions matérielles pour mener une vie florissante.

LA DÉMOCRATIE PAR TIRAGE AU SORT

Il existe une alternative aux élections qui a un pedigree ancestral : la sélection des fonctionnaires pour une législature par tirage au sort. Ceci est parfois appelé une législature de tri. C'est ainsi que les législateurs ont été choisis dans l'Athènes antique, mais dans des définitions très exclusives de citoyens. Et dans de nombreux pays, c'est ainsi que les jurés sont choisis devant les tribunaux. La sélection aléatoire pourrait-elle être adaptée aux législatures des démocraties libérales ? Et de quelle manière cela pourrait-il renforcer la démocratie ? Voici un schéma de la conception d'une législature de tri possible : La législature serait composée de deux chambres. Dans le premier cas, les membres seraient élus de manière conventionnelle ; dans le second, la chambre de tri, les membres seraient composés de citoyens choisis au hasard. En fonction du contexte politique et culturel, l'échantillon pourrait être stratifié selon différentes dimensions afin de garantir qu'il reflète les caractéristiques démographiques et sociales essentielles de la population. La chambre de tri aurait les mêmes pouvoirs et responsabilités que la chambre élue, y compris l'autorité budgétaire et la possibilité de rédiger, de débattre et de voter des lois. Les législateurs de tri serviraient des mandats suffisamment longs pour acquérir de l'expérience, par exemple des mandats de quatre ans, un quart étant remplacé chaque année. Le salaire serait généreux, disons le double du salaire annuel médian, ce qui rendrait le travail attrayant financièrement pour la plupart des gens. La chambre disposerait d'un personnel important pour assurer la formation initiale des législateurs de sélection nouvellement sélectionnés, organiser un large éventail de services d'information pour la chambre et faciliter les délibérations sur le projet de loi.

métropolitaines, ils peuvent facilement embaucher des femmes migrantes à faible salaire pour réduire le fardeau de leur propre famille. Les différences entre les sexes sont maintenant fortement influencées par des différences basées sur la citoyenneté, la race et la classe.

Les inégalités économiques ont également compromis les progrès en matière de durabilité environnementale.

Les nouvelles technologies innovantes offrent des moyens d'éviter des niveaux catastrophiques de changement climatique et de dommages écologiques. Mais leur mise en œuvre est souvent bloquée par des groupes ayant des intérêts puissants dans le statu quo, qui sont protégés des conséquences à long terme de leurs actions (ou ne sont pas concernés par celles-ci). De même, le pouvoir politique et économique détermine l'orientation du changement scientifique et technologique, laissant peu de place à la participation démocratique.

Pourquoi les progrès ont-ils été si inégaux ? Les formes de capitalisme existantes concentrent à la fois le pouvoir économique et découragent l'approvisionnement de biens publics. Toutefois, les différences de classe ne peuvent à elles seules rendre compte des modèles d'inégalité fondés sur la citoyenneté, la race / l'ethnie, le sexe et de nombreuses autres dimensions de l'identité du groupe. Les différences de pouvoir de négociation collective conduisent souvent à des résultats injustes et inefficaces. Les institutions démocratiques offrent certes un moyen de négocier de meilleures solutions, mais elles semblent actuellement inadéquates. La science sociale elle-même n'a pas encore beaucoup aidé.

Pourtant, la théorie et la recherche en sciences sociales suggèrent qu'un certain nombre d'innovations institutionnelles émergentes pourraient contribuer au développement d'une société plus collaborative, démocratique et égalitaire. Plutôt que de mettre la démocratie au service du marché, nous pourrions mettre le marché au service de la démocratie. L'expansion des entreprises non capitalistes, y compris les coopératives de travail associé, l'actionnariat salarié, les entreprises sociales et autres hybrides pourraient contribuer au développement d'une « économie de marché coopérative ». Une réglementation améliorée des entreprises

privées, en particulier du secteur financier, pourrait protéger l'intérêt public. Des politiques fiscales et des transferts progressifs pourraient réduire les inégalités économiques. Le secteur public pourrait améliorer, rationaliser et élargir l'entretien de services de santé, d'éducation et de soins.

Parmi les exemples spécifiques de ces stratégies, citons les grandes entreprises prospères appartenant à des travailleurs telles que Mondragon, les coopératives de crédit communautaires, les formes de cogestion par les propriétaires et les travailleurs, appelés « bicaméralisme économique », des propositions de revenus de base et de services de soins universels. Les innovations possibles dans la prise de décision politique comprennent les législatures de tri (qui, comme les jurys, exigent la participation aléatoire des citoyens) et la budgétisation participative.

Les sociologues n'ont pas toutes les réponses. Mais la seule façon de les retrouver est de dépasser la critique des institutions existantes pour aller vers un processus plus ciblé et inventif d'exploration de nouvelles institutions.

22 LA CONTRIBUTION DES SCIENCES SOCIALES AU CHANGEMENT DES POLITIQUES ET DES INSTITUTIONS

Ce chapitre aborde les contributions des sciences sociales au changement politique et institutionnel. Les six premières sections du chapitre couvrent six domaines d'action : l'économie; l'éducation; la protection environnementale; les soins de santé; le développement; et la science et la technologie. Une dernière partie propose une perspective historique globale sur le rôle des sciences sociales dans la société, puis décrit certains défis critiques à relever si l'on veut que les sciences sociales puissent, à l'avenir, jouer le rôle de moteur du progrès.

Il serait absurde de convoiter ici une comptabilité complète du lien entre sciences sociales et politique. Cependant, en sélectionnant six domaines politiques distincts et importants, qui seront examinés par le chapitre, nous avons essayé d'obtenir une couverture suffisamment étendue pour que les thèmes et les enseignements émergents ne soient pas considérés comme idiosyncratiques par rapport à un domaine particulier de choix politique.

Chacune des six sections aborde le lien science sociale / politique en abordant l'une ou les deux questions suivantes. Premièrement, comment les sciences sociales aident-elles à expliquer le processus d'élaboration des politiques dans le domaine couvert ? (Cette première question considère la politique et les institutions comme des caractéristiques du monde social pouvant être éclairées à l'aide des outils des sciences sociales.) Deuxièmement, comment les sciences sociales ont-elles influencé l'élaboration des politiques dans ce pays ?

En ce qui concerne cette deuxième question, deux modes d'influence pourraient être définis. L'un est direct. Les spécialistes des sciences sociales transmettent directement les

DÉVELOPPEMENT ET GOUVERNANCE

Trois approches distinctes se disputaient la suprématie. Les deux premières s'adaptent parfaitement aux courants de pensée dominants dans les communautés de développement et d'assistance occidentales. La troisième, en fin de compte, l'était moins. L'approche qui posait le moins de risques aux façons de faire établies consistait à « renforcer les capacités de l'État » grâce à la formation, à la réforme des systèmes organisationnels, etc. Mais sur le plan intellectuel, c'était la moins défendable... La seconde approche était particulièrement bien alignée sur le contenu des temps qui suivirent la fin de la guerre froide. Cette approche englobait la notion selon laquelle la bonne gouvernance était nécessaire au développement... Cela se traduit parfaitement en un programme d'action ambitieux qui, notamment à la suite de la guerre froide, cadrerait parfaitement avec les conceptions dominantes sur la manière dont les politiques et les bureaucraties devaient être organisées... La troisième approche de l'intégration de la gouvernance et du développement a utilisé la nouvelle ouverture à l'analyse institutionnelle pour appeler à des approches du développement « politiquement intelligentes », axées sur les problèmes, afin d'intégrer explicitement les contraintes politiques et institutionnelles dans la conception et la mise en œuvre de politiques de développement... Il serait bien d'être en mesure de signaler que la participation de spécialistes a été utile pour résoudre la contestation entre ces approches distinctes. Mais, au moment d'écrire ces lignes, cela ne s'est pas produit. Au lieu de cela, chacun continue d'opérer dans son propre univers parallèle : d'un côté, un ensemble de prescriptions confortables, triomphalistes, simples et (au moins pour certains) idéologiques idéologiques ; de l'autre, une vague de désordre, une contingence historique et une recherche continue de moyens d'avancer dans divers contextes distincts.

résultats de leurs recherches aux décideurs, ou jouent même un rôle officiel (en tant que décideurs ou fonctionnaires) au sein d'organes gouvernementaux ou d'ONG. Un deuxième mode d'influence indirecte intervient dans l'élaboration de modèles et d'outils qui aident à définir la manière dont les décideurs politiques envisagent leurs choix.

Dans l'ensemble, les examens des six domaines politiques montrent l'importance des sciences sociales pour le changement politique et institutionnel, à la fois en expliquant ces caractéristiques des systèmes sociaux et en influençant (directement ou indirectement) les choix politiques et la conception institutionnelle.

Quels sont maintenant quelques thèmes clés qui se dégagent des six sections ? L'un concerne le rôle des marchés. Selon le « laissez-faire » (ou néolibéral) d'une bonne politique, l'objectif fondamental du gouvernement devrait être de préserver les conditions d'un marché libre : des propriétés et des contrats solides, une forte concurrence sur les marchés des biens et un pouvoir judiciaire impartial. La conception du laissez-faire est vivement contestée, non seulement entre l'économie et les autres sciences sociales, mais au sein même de l'économie. De nombreux économistes seraient favorables à un cadre de "défaillance du marché" pour la conception des politiques : les politiques devraient corriger les lacunes du marché libre. Le « laissez-faire » est donc la position selon laquelle les défaillances du marché sont peu fréquentes. Mais le sont-elles ? Un débat sur l'ampleur et l'étendue des défaillances du marché a lieu dans tous les domaines politiques couverts par ce chapitre.

Un deuxième thème est qu'une science sociale en bonne santé peut être caractérisée par un débat interne important. C'est le cas des sciences physiques et des sciences sociales. Il peut y avoir un fort désaccord sur les modèles qui se rapprochent le mieux des processus sociaux ; sur les méthodologies appropriées pour confirmer, falsifier ou calibrer un modèle donné ; et sur ce que les preuves actuelles suggèrent sur les paramètres d'un modèle donné. Ces débats de fond et

méthodologiques
familiers au sein
d'une communauté
universitaire de
spécialistes des
sciences sociales
donnent ensuite lieu
à des différends
parallèles
concernant les
politiques et
institutions
gouvernementales
appropriées -
lorsque
l'apprentissage de
cette communauté
est déployé pour
donner des conseils
stratégiques.

Un troisième thème
est la tension

inévitables qui survient lorsqu'aucun modèle socio-scientifique accepté ne rend compte de certains des mécanismes pertinents pour la politique dans le contexte actuel. Le sociologue fait ensuite face à un compromis: (a) s'appuyer sur les modèles et donner ainsi des conseils qui ignorent certains des facteurs de la vie réelle qui sont réellement en jeu; ou b) en tenant compte de ces facteurs, en adoptant une approche plus globale des conseils en matière de politique, qui utilise les modèles uniquement comme point de départ, puis en étant vulnérable aux plaintes selon lesquelles les conseils sont ad hoc et manquent de bases scientifiques solides.

REPENSER LA FONCTION DE L'EXPERTISE

Un nombre croissant de personnes, y compris celles de la classe moyenne, ont le sentiment d'être laissées pour compte. Ils expriment leur colère et leur frustration en apportant leur soutien aux mouvements populistes et nationalistes de nombreux pays et, de plus en plus, d'un pays à l'autre. La « déconnexion » entre les élites et ceux qui prétendent être « le peuple » a de nombreuses conséquences imprévues. La première est que cela a conduit à une baisse marquée de la valeur attachée à l'expertise, qu'elle soit professionnelle et scientifique ou simplement au respect des normes prévalant dans l'argumentation publique. Le déclin de l'expertise va bien au-delà de la perte de confiance dans la science, déplorée depuis un certain temps. Cela équivaut à la dévaluation de la monnaie principale de la modernisation. Cela a de lourdes implications pour les conseils politiques partout dans le monde. Il transcende les questions légitimes telles que « dont la voix est entendue » ou « dont les preuves » sont évoquées lors de débats publics sur les politiques contestées. Cela va au cœur de la manière dont des formes de gouvernance nouvelles et encore précaires peuvent être conçues et expérimentées. Sans légitimité, il ne peut y avoir ni renforcement institutionnel ni institutionnalisation. Le dénigrement total des compétences représente une menace sérieuse pour la refonte des politiques afin qu'elles puissent faire face aux nouveaux défis. Bien que l'on s'aperçoive de plus en plus que l'expertise est omniprésente, le moment est venu de repenser son rôle, en particulier dans la médiation entre la production de connaissances et l'application, en tenant compte du contexte. De manière empirique, la science a une fonction limitée en fournissant des connaissances fiables à des fins politiques pratiques. Il existe un besoin récurrent d'intégrer les processus de prise de décision avec des groupes de parties prenantes provenant de l'extérieur de la

Un dernier thème est la question récurrente de l'inégalité. Bien que l'inégalité mondiale des revenus et de la richesse ait diminué au cours des dernières décennies avec la croissance économique en Chine, en Inde, en Afrique et ailleurs, l'inégalité des revenus et de la richesse dans les pays développés s'est accrue. L'inégalité au sein d'un pays est à la fois politiquement déstabilisante (comme dans l'élection de Trump ou le Brexit) et intrinsèquement problématique sur le plan éthique, du moins dans la mesure où elle peut être corrigée sans entraîner de coûts supplémentaires pour les moins nantis. Comment, alors, les conseils politiques devraient-ils prendre en compte les

L'ÉCONOMIE ET LA CRISE FINANCIÈRE

Dix ans avant la grande crise financière de 2008, il y avait la crise financière asiatique de 1997. Les débats qui ont suivi ont opposé les partisans de la libéralisation des flux de capitaux transfrontaliers à ceux qui avaient prévenu qu'une telle libéralisation entraînerait l'instabilité et la crise. Joseph Stiglitz est un bon exemple des critiques. Il voit un lien direct entre ses travaux de recherche, récompensés par un prix Nobel, sur le fonctionnement de marchés avec une information imparfaite, et toute une gamme de questions de politique générale, notamment le contrôle des capitaux. Mais il semblait que les leçons de la crise de 1997 n'aient jamais été apprises ou oubliées, alors que le boom financier du début des années 2000 s'imposait, poussé par le développement des instruments financiers dérivés, facilités par les politiques de réglementation financière mises en place dans les années 80, les années 90 et les années 2000. Cela a finalement conduit à la crise économique la plus profonde et la plus vaste depuis la Grande Dépression des années 30. L'analyse économique a été impliquée dans le développement de la crise et les réponses politiques apportées à celle-ci. La reine d'Angleterre a demandé aux économistes pourquoi personne n'avait vu la crise venir, et l'Académie britannique (2009) a répondu par une lettre dans laquelle il concluait: «L'échec était de voir comment, collectivement, cela aboutissait à une série de déséquilibres interconnectés sur lesquels aucune autorité n'était compétente. Les risques individuels ont peut-être été considérés à juste titre comme minimes, mais le risque pour le système dans son ensemble était vaste ». La réaction à la crise a relancé de nombreux débats des années 30 sur l'utilisation de la politique monétaire et de la politique budgétaire. Benjamin Bernanke, président de la Réserve fédérale américaine, est un érudit renommé de la Grande Dépression qui a utilisé les instruments de politique monétaire à sa disposition pour renforcer l'économie, à l'instar des banques centrales du monde entier. Mais les échecs ont eu lieu du côté de la politique fiscale, où une version moderne de la «vision du Trésor» contre laquelle Keynes s'est insurgée semblait avoir prévalu. Les craintes des conséquences d'un niveau élevé de dette publique ont été opposées à l'instinct keynésien d'accroître les dépenses publiques en période de grave chômage des travailleurs et des capitaux.

Il est juste de dire que la «vision du Trésor» a gagné dans la bataille fiscale, laissant une économie mondiale plus déprimée plus longtemps que nécessaire. Les décideurs ne semblent pas avoir réagi à la réduction des disparités entre les importantes économies réalisées, en particulier en Asie, et aux grands besoins en infrastructures dans le monde entier. Le débat se poursuit et les interactions entre analyse économique et politique économique restent aussi complexes et complexes que jamais.

inégalités ? Une vision traditionnelle de l'économie préconise de séparer « efficacité » et « équité ». Les problèmes d'équité peuvent être traités de manière transparente par le système d'imposition et de transfert ; les conseils politiques dans d'autres domaines peuvent ignorer les considérations d'équité. Cependant, ce point de vue est vivement contesté par d'autres approches en économie et ne peut même pas être maintenu lorsque nous nous tournons vers des domaines politiques spécifiques tels que l'éducation, la protection de l'environnement ou la santé et la sécurité. Les spécialistes des sciences sociales doivent donc s'efforcer de donner des conseils stratégiques tenant compte des préoccupations relatives à la répartition plutôt que de considérer les inégalités comme un problème à part pouvant être lié à un ensemble spécialisé d'instruments politiques.



Comme cela a déjà été mentionné, la dernière section traite des défis à venir. Le principal défi est peut-être celui-ci. L'influence des sciences sociales sur la formation des politiques intervient souvent dans un mode technocratique - par le biais de communications avec des fonctionnaires ou des fonctionnaires, ou dans la formation de leurs cadres conceptuels - et non dans une conversation avec l'électorat. Les spécialistes des sciences sociales doivent réfléchir à la manière d'entrer dans le discours démocratique, discours qui est tout sauf calme et où l'électorat est bouleversé par les inconvénients réels et perçus de la mondialisation et des changements technologiques rapides. En outre, les spécialistes des sciences sociales qui travaillent à élaborer de meilleures politiques devraient également accorder une plus grande attention à la conception même des institutions démocratiques. Expliquer le fonctionnement de la démocratie, donner des conseils sur la manière de concevoir des institutions participatives et prendre part au débat public devrait être, encore plus que par le passé, des tâches que les spécialistes des sciences sociales assument.

LISTE DES AUTEURS DU RAPPORT

Chapitre 1 Les tendances sociales et nouvelles géographies

Auteurs principaux chargés de la coordination:

Marcel van der Linden; Elisa Reis

Auteurs principaux:

Massimo Livi Bacci; Stephen Châteaux; Raul Delgado-Wise; Naila Kabeer; K.P. Kannan; Ronaldo Munck;

Adrienne Roberts; Johan Schot; Göran Therborn; Peter Wagner

Auteurs contributeurs:

Tim Foxon; Laur Kanger

Chapitre 2 Le progrès social ... une boussole

Auteurs principaux chargés de la coordination:

Henry S. Richardson; Erik Schokkaert

Auteurs principaux:

Stefano Bartolini; Geoffrey Brennan; Paula Casal; Matthew Clayton; Rahel Jaeggi; Niraja Gopal Jayal;

Workineh Kelbessa; Debra Satz

Auteurs contributeurs:

Gustaf Arrhenius; Tim Campbell; Simon Caney; John Roemer

Chapitre 3 L'inégalité économique et le progrès social

Auteurs principaux chargés de la coordination:

Stephan Klasen; Giovanni Andrea Cornia; Rebeca Grynspan; Luis F. López-Calva; Nora Lustig

Auteurs principaux:

Augustin Fosu; Sripad Motiram; Flora Myamba; Andreas Peichl; Eldar Shafir; Ana Sojo; Ingrid Woolard

Auteurs contributeurs:

Shai Davidai; Michael Förster; Rahul Lahoti; Judith Sutz; Rainer Thiele

Chapitre 4 la croissance économique, le développement humain et le bien social

Auteurs principaux chargés de la coordination:

Purnamita Dasgupta; Ottmar Edenhofer

Auteurs principaux:

Adriana Mercedes Avendano Amezcuita; Antonio Bento; Simon Caney; David De la Croix; Augustin Fosu;

Michael Jakob; Marianne Saam; Kristin Shrader-Frechette; John Weyant; Liangzhi You

Auteurs contributeurs:

Gian Carlo Delgado- Ramos; Marcel J. Dorsch; Christian Flachsland; David Klenert; Robert Lempert; Justin Leroux;

Kai Lessmann; Junguo Liu; Linus Mattauch; Charles Perrings; Gregor Schwerhoff; Kristin Seyboth; Jan Steckel; Jessica Strefler

Chapitre 5 les villes et le progrès social

Auteurs principaux chargés de la coordination:

Saskia Sassen; Edgar Pieterse

Auteurs principaux:

Gautam Bhan; Max Hirsh; Ana Falú; Hiroo Ichikawa; Luis Riffo; Pelin Tan; Doris Tarchopoulos

Chapitre 6 Les marchés, les finances et les entreprises: le Capitalisme a-t-il un avenir?

Auteurs principaux chargés de la coordination:

Simon Deakin; Fabian Muniesa; Scott Stern; Lorraine Talbot

Auteurs principaux:

Raphie Kaplinsky; Martin O'Neill; Horacio Ortiz; Kerstin Sahlin; Anke Schwittay

Chapitre 7 L'avenir du travail: de bons emplois pour tous?

Auteurs principaux chargés de la coordination:

Werner Eichhorst; André Portela Souza

Auteurs principaux:

Pierre Cahuc; Didier Demazière; Colette Fagan; Nadya Araujo Guimarães; Huiyan Fu; Arne Kalleberg;

Alan Manning; Frances McGinnity; Hillel Rapoport; Phil Scranton; Johannes Siegrist; Kathleen Thelen;

Marie-Anne Valfort; Jelle Visser

Chapitre 8 La justice sociale, l'aide sociale et l'organisation économique

Auteurs principaux chargés de la coordination:

Gianluca Grimalda; Kalle Moene

Auteurs principaux:

Fernando Filgueira; Marc Fleurbaey; Katherine Gibson; Carol Graham; Rubén Lo Vuolo; Reema Nanavaty;

Hiroshi Ono; John Roemer; Alain Trannoy

Chapitre 9 Les paradoxes de la démocratie et de la règle de droit

Auteurs principaux chargés de la coordination:

Donatella della Porta; Michael Keating

Auteurs principaux:

Gianpaolo Baiocchi; Colin Crouch; Sheila Jasanoff; Erika Kraemer-Mbula; Dina Kiwan; Abby Peterson;

Kenneth M. Roberts; Philippe C. Schmitter; Alberto Vannucci; Antoine Vauchez; Asanga Welikala

Chapter 10 Les guerres, la paix, la sécurité

Auteurs principaux chargés de la coordination:

Peter Wallensteen; Michel Wieviorka

Auteurs principaux:

Itty Abraham; Karin Aggestam; Alexander Bellamy; Lars-Erik Cederman; Jérôme Ferret;

Jean Baptiste Jeangène Vilmer; Wilhelm Heitmeyer; Angela Muvumba-Sellström; Laurie Nathan;

Hideaki Shinoda; Ekaterina Stepanova

Auteur contributeur:

Olga Odgers Ortiz

Chapitre 11 les organisations internationales et les technologies de la gouvernance

Auteurs principaux chargés de la coordination:

Hilary Charlesworth; Sally Engle Merry

Auteurs principaux:

B.S. Chimni; Javier Couso; Terence Halliday; Outi Korhonen; Vivian Lin; Eden Medina; Leslye Obiora;

César Rodríguez-Garavito; Gregory Shaffer; René Uruña

Auteur contributeur:

Ruth Okediji

Chapitre 12 Le capital gouvernant, le travail et la nature dans un monde en mutation

Auteurs principaux coordonnateurs:

G. Balachandran; Grégoire Mallard

Auteurs principaux:

Olufunmilayo Arewa; Lucio Baccaro; Tim Büthe; Andrea Nightingale; Pierre Pénét; Dominique Pestre; Anthea Roberts

Chapitre 13 Le médias et les communications

Auteurs principaux chargés de la coordination:

Nick Couldry; Clemencia Rodriguez

Auteurs principaux:

Göran Bolin; Julie Cohen; Gérard Goggin; Marwan Kraidy; Koichi Iwabuchi; Kwang-Suk Lee; Jack Qiu;

Ingrid Volkmer; Herman Wasserman; Yuezhi Zhao

Auteurs contributeurs:

Olessia Koltsova; Inaya Rakhmani; Omar Rincón; Claudia Magallanes-Blanco; Pradip Thomas

Chapitre 14 Perspectives pour la démocratie et l'égalité

Auteurs principaux chargés de la coordination:

Richard Bellamy; Wolfgang Merkel

Auteurs principaux:

Rajeev Bhargava; Juliana Bidadanure; Thomas Christiano; Ulrike se sentait; Colin Hay; Lily Lamboy;

Thamy Pogrebinschi; Graham Smith; Gayil Talshir; Nadia Urbinati; Mieke Verloo

Chapitre 15 Le progrès social et le changement culturel

Auteurs principaux chargés de la coordination:

John Bowen; Will Kymlicka

Auteurs principaux:

Martin Hopenhayn; Takyiwaa Manuh; Abdul Raufu Mustapha

Auteurs contributeurs:

Faisal Garba; Jan Willem Duyvendak

16 Communautés religieuses, les évaluations critiques et les partenariats créatifs

Auteurs principaux chargés de la coordination:

Grace Davie; Nancy T. Ammerman

Auteurs principaux:

Samia Huq; Lucian N. Leustean; Tarek Masoud; Suzanne Moon; Jacob K. Olupona; Vineeta Sinha;

David A. Smilde; Linda Woodhead; Fenggang Yang

Auteur contributeur:

Gina Zurlo

Chapitre 17 La pluralisation des familles

Auteurs principaux chargés de la coordination:

Merike Blofield; Fernando Filgueira

Auteurs principaux:

Carmen Diana Deere; Maxine Eichner; Guðný Björk Eydal; Rhacel Parreñas; Neetha Pillai;

Frances Rosenbluth; Tine Rostgaard; Lynn Welchman

Auteurs contributeurs:

Annabelle Hutchinson; William McGrew; Tee Zhuo

Chapitre 18 La santé mondiale et l'évolution de la vie humaine

Auteurs principaux chargés de la coordination:

Ama de-Graft Aikins; Dan Wikler

Auteurs principaux:

Pascale Allotey; Gustaf Arrhenius; Uli Beisel; Melinda Cooper; Nir Eyal; Dan Hausman; Wolfgang Lutz;

Ole F. Norheim; Elizabeth Roberts; Denny Vågerö

Auteurs contributeurs:

Karim Jebari

Chapitre 19 La contribution de l'éducation au progrès social?

Auteurs principaux chargés de la coordination:

Christiane Spiel; Simon Schwartzman

Auteurs principaux:

Marius Busemeyer; Nico Cloete; Gili Drori; Lorenz Lassnigg; Barbara Schober; Michele Schweisfurth;

Suman Verma

Auteurs contributeurs:

Bilal Bakarat; Peter Maassen; Rob Reich

Chapitre 20 Appartenance et solidarité

Auteurs principaux chargés de la coordination:

Akeel Bilgrami; Prabhat Patnaik

Auteurs principaux:

Faisal Devji; Michele Lamont; Ernesto Ottone; James Tully; Nira Wickramasinghe; Sue Wright

Chapitre 21 Les multiples directions du progrès social

Auteurs principaux chargés de la coordination:

Nancy Folbre; Erik Olin Wright

Auteurs principaux:

Jenny Andersson; Jeff Hearn; Susan Himmelweit; Andrew Stirling

Chapitre 22 La contribution des sciences sociales au changement politique et institutionnel

Auteurs principaux chargés de la coordination:

Matthew Adler; Helga Nowotny

Auteurs principaux:

Cary Coglianese; Sheila Jasanoff; Ravi Kanbur; Brian Levy; Ole F. Norheim; Johan Schot; Simon



Schwartzman; Christiane Spiel; Shana Starobin

PARTENAIRES DU PANEL

- Centre pour les valeurs humaines de l'Université de Princeton
- Collège d'études mondiales, Fondation Maison des Sciences de l'Homme
- Woodrow Wilson School, Université de Princeton
- Institute for Futures Studies (IFFS)
- L'Université de Cornell
- Organisation internationale du travail
- Université Bilgi
- Centre de recherche et d'études en sociologie, Institut universitaire de Lisbonne
- Institut de Princeton pour les études internationales et régionales
- Collège des arts et des sciences de l'Université de Miami et département de sciences politiques
- Centre de recherche économique européenne (ZEW)
- Institut de recherche Mercator sur les biens communs et le changement climatique (MCC)
- Institut de Kiel pour l'économie mondiale (IfW)
- Institut pour l'étude du travail (IZA)
- Conseil international des sciences sociales (CISS)
- Université de Melbourne
- Réseau d'instituts européens d'études avancées
- Institut de gouvernance mondiale (UCL)
- Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) Centre de recherches et de documentation économiques (CIDE)
- Unité de recherche sur les politiques scientifiques de l'Université du Sussex (SPRU)
- Institut de hautes études supérieures de Genève (EDHE)
- Collège suédois d'études avancées
- Centre de recherche en éthique (Université de Montréal)
- Université BRAC
- Université Paris-Lumières
- Ministère fédéral autrichien de la science, de la recherche et de l'économie
- Université de Vienne
- Conseil suédois de la recherche
- ESSEC Sciences Po
- l'Université de Manchester
- Université de la ville de Dublin
- La Fondation FutureWorld
- Conseil de résolution de problèmes mondiaux
- Friedrich Ebert Stiftung
- Impératif de progrès social
- wikiprogress
- Réseau stratégique des chercheurs



- Réseau mondial de développement • Southern Voice
- ASIÉS
- La conversation
- Riksbankens Jubileumsfond
- Fondation Calouste Gulbenkian
- Volkswagen Stiftung
- Éditeur Manz